

lutte de classe

Union Communiste Internationaliste (trotskyste)

Manifestation à Madrid : « Ensemble, nous pouvons! »



- *Espagne*
Des mobilisations des Indignés aux ambitions électorales de Podemos 1
- *Grande-Bretagne.*
Le redressement économique sous Cameron, mythes et réalités 7
- Les États-Unis acceptent de négocier avec Cuba
pour mieux le dominer 14
- *Afrique du Sud*
D'un syndicat rouge à un parti rouge ? 21
- *Mexique*
Un régime en état de décomposition avancée 30
- *Le capital au XXI^e siècle,*
une tentative d'actualiser le réformisme 39
- *France*
Lutte Ouvrière dans les élections départementales 47

édité par
**LUTTE
OUVRIÈRE**

n°167
avril
2015

2 €

Abonnements à *lutte de classe*

Pour un an

– France, Outre-mer	15 €
– Outre-mer, voie aérienne	17 €
– Union européenne de l'Ouest et Suisse	21 €
– Reste de l'Europe	20 €
– Amérique du Nord, Proche et Moyen-Orient, Asie	22 €
– Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	24 €

Chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement à :
LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R 020 -
IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 - BIB PSSTFRPPPAR

Correspondance à Lutte Ouvrière, BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

CORRESPONDANCE

France

Lutte Ouvrière

BP 233

75865 Paris Cedex 18

Guadeloupe - Martinique

Combat Ouvrier

BP 213

97159 Pointe-à-Pitre Cedex

Guadeloupe

Site Internet de Lutte Ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union Communiste Internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

Notre « e-mail »

contact@union-communiste.org

LUTTE DE CLASSE

c/o Lutte Ouvrière

BP 233 - 75865 Paris Cedex 18

Édité par Éditions d'Avron - 6, rue Florian - 93500 Pantin

SARL au capital de 7622,45 € - Durée 50 ans

Gérant : Michel RODINSON

Associés : René MARMAROS,

Isaac SZMULEWICZ, Jean-Claude HAMON

Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson

Impression : IMS - 93500 PANTIN

Commission paritaire des Publications n° 0419 P 11453

Tirage 5 000 exemplaires

Espagne

Des mobilisations des Indignés aux ambitions électorales de Podemos

Dans les neuf mois à venir, la vie politique en Espagne sera marquée par une succession de scrutins concernant le renouvellement des principales institutions électives. Le 22 mars, ont eu lieu les élections pour le Parlement de l'autonomie d'Andalousie. Le 24 mai auront lieu les élections municipales dans l'ensemble du pays ainsi que celles concernant la plupart des Parlements des autres grandes régions, à l'exception de celles de la Catalogne fixées fin septembre et du Pays basque prévues pour 2016. Enfin 2015 se terminera par le scrutin le plus important concernant le renouvellement du Parlement de l'ensemble de l'État espagnol, dont les élus sont chargés d'élire le Président du gouvernement, qui est le chef de l'exécutif.

Depuis 1978, quand la monarchie parlementaire a succédé au franquisme, les partis politiques sont nombreux en Espagne. Certains existent à l'échelle du pays. D'autres sont des partis régionaux. Mais les deux principaux partis qui, depuis trente-sept ans, ont alterné au pouvoir au niveau de l'ensemble de l'État espagnol et le briguent encore aujourd'hui sont le Parti populaire (PP), pour la droite, et le Parti socialiste ouvrier d'Espagne (PSOE) pour la gauche. L'un et l'autre ont alternativement constitué leur majorité au travers d'alliances à l'échelle nationale ou régionale. Mais tous ont mené au pouvoir une même politique au service des capitalistes, qui fait reculer la société. Or, pour les élections à venir cette année, un nouveau parti entend remettre en question ce rituel politique et revendique d'accéder au pouvoir au niveau du pays. Il s'agit de Podemos (« Nous pouvons »), ce parti dont le dirigeant le plus connu est Pablo Iglesias. Créé il y a moins d'un an, et ayant remporté un succès aux élections européennes de mai 2014 avec près de 8% des voix et cinq sièges de députés européens, Podemos a décidé de se lancer à la conquête du pouvoir politique, à la faveur des élections de 2015. Ses récents résultats aux élections régionales d'Andalousie, où il vient d'obtenir 15% des voix et 15 députés, montrent que sa progression électorale modifie la donne traditionnelle.

Mais que propose Pablo Iglesias et les siens aux classes populaires qui continuent de subir



Pablo Iglesias et Teresa Rodriguez (candidate de Podemos au Parlement d'Andalousie) avec leur slogan : « Nous pouvons, bien sûr que nous pouvons ».

de plein fouet les effets de la crise économique ? Quelles perspectives ouvre-t-il à ceux qu'il a su séduire grâce à ses interventions dans les débats réguliers qu'organisait la chaîne la Sexta (la Sixième) ? Pablo Iglesias dénonçait, attaquait les puissants, faisait taire ses adversaires. Il osait, et c'est ce qui l'a fait gagner.

Mais la popularité de ce jeune leader ne venait pas de rien. Pablo Iglesias a exprimé un sentiment de colère et une volonté de changement partagés par des millions de personnes. Et son ascension rapide, sans promesse ni programme répondant aux besoins des classes populaires, reflétait la rage non seulement des classes populaires les plus touchées par la crise, mais aussi de la jeunesse et de toute une petite bourgeoisie se sentant sans présent et sans avenir et aspirant à un changement. Mais ce débouché électoral s'ouvrait après huit ans pendant lesquels la société espagnole a été le théâtre de luttes, de mobilisations et de grèves. Quelles perspectives le nouveau parti offre-t-il à ceux qui regardent dans sa direction ? C'est ce que nous essaierons de comprendre dans cet article.

**UN PARTI QUI A SU S'APPUYER
SUR LA MONTÉE DES MÉCONTENTEMENTS**

Si l'on veut comprendre la place et le rôle possible de Podemos aujourd'hui, il faut revenir au moins huit ans en arrière. C'était en 2007. La crise économique mondiale secouait les sociétés de tous les pays, en particulier ceux dont le développement était plus récent, plus fragile, comme l'Espagne. L'effondrement dramatique qui a touché particulièrement le secteur immobilier, l'ensemble du BTP, le secteur bancaire et de proche en proche toutes les sphères d'activité, a ruiné le mythe de l'époque dite du « bien-être », dont aurait bénéficié toute la société depuis près de quarante ans. Oui, toute la société, disaient-ils, même les exploités, les mal payés et les chômeurs. Toujours est-il qu'en attendant une reprise économique peu probable le grand patronat, les banquiers, les grandes sociétés capitalistes sauvaient leurs profits en puisant dans les caisses de l'État et en faisant payer la crise aux classes populaires. Réduction des effectifs, baisse des salaires, développement des temps partiels et des contrats précaires ont réduit les revenus des salariés. Des millions de travailleuses et de travailleurs, dans les villes et dans les campagnes, ont été condamnés au chômage, dont le taux est passé de 10% en 2007 à plus de 25,5% en 2014. Aujourd'hui il ne serait plus que de 23,7%, se réjouit Rajoy! Mais l'actuel chef du gouvernement de droite oublie de préciser que les dernières réformes du Code du travail ont multiplié les contrats précaires. C'est ainsi qu'un salarié qui a un contrat d'une, deux ou quatre heures par jour par exemple est considéré comme ayant un emploi; emploi qu'il perdra bien souvent – surtout s'il est jeune – s'il refuse de faire gratuitement des heures supplémentaires. Les retraites ont été revues à la baisse et les salaires amputés. Expulsion hors des logements pour qui ne peut plus payer ses traites. Coupures d'eau, du gaz ou de l'électricité si l'on ne règle pas ses factures. Des millions de personnes en sont réduites à se nourrir grâce aux associations caritatives. On se croirait revenu au temps du franquisme, disent certains. Sans compter que tous les budgets des services publics ont été revus fortement à la baisse, en particulier celui, vital s'il en est, de la santé.

Or il faut savoir et dire que toute la révolte contre cette situation n'a pas attendu la création de Podemos pour s'exprimer. Car le mouvement dit du 15 Mai qui a occupé la rue à partir de mai 2011 est un mouvement de colère. Et l'on ne peut comprendre ce qu'est Podemos si l'on oublie tous les mouvements de protestation et les luttes que la violence de cette crise a suscitées sous le gouvernement de gauche de Zapatero (2004-2011)

comme ensuite sous le gouvernement de droite de Mariano Rajoy.

**DU « 15M » À LA CRÉATION DU PARTI
DE PABLO IGLESIAS**

La première riposte d'ensemble contre cette régression sociale fut donc la mobilisation du 15M (15 mai 2011). À partir de divers secteurs de la jeunesse, jeunes étudiants sans avenir ou jeunes sans diplôme et sans emploi, à partir de travailleurs, de chômeurs, une mobilisation est née. Dans un premier temps, ils se sont organisés en occupant des sites symboliques, en « prenant la rue » des grandes villes ou en campant sur des places. Puis ils ont organisé des assemblées qui se sont réunies pendant des semaines, parfois pendant des mois, voire des années. Certaines continuent de le faire.

Le mouvement a touché de proche en proche des centaines de milliers de femmes et d'hommes. Tous et toutes participaient à des actions dans les quartiers, en particulier contre les expulsions de salariés qui s'étaient endettés sur des dizaines d'années pour acheter leur logement et ne pouvaient plus faire face aux remboursements mensuels.

Il y avait là au coude-à-coude des « indignés » qui n'avaient jamais milité nulle part. Mais pas seulement; il y avait aussi des militants des grands syndicats en désaccord avec la politique de collaboration de classe de leurs dirigeants. Il y avait des militants des syndicats minoritaires, il y avait des socialistes furieux de la politique de Zapatero, des communistes, des anarchistes, des militants d'associations de quartier. Ces assemblées se réunissaient, discutaient, pour faire le point, décidaient de manifester ou de participer à des actions organisées par des travailleurs. Ce fut un moment fort d'effervescence et d'agitation. Néanmoins, dans cette mobilisation qui se qualifiait de « citoyenne », nombreux étaient ceux qui prenaient les choses en main et se déclaraient hostiles à toute référence à la classe ouvrière et même à tout discours politique. Le rejet des partis et de la politique en général marquait les limites du mouvement. Mais les débats, les discussions et les initiatives fusaient.

La mobilisation du 15M donna naissance à un réseau d'assemblées de quartiers ou de villes qui subsistèrent plusieurs mois. Ce mouvement alla de pair avec des mobilisations de travailleurs qui s'organisaient dans les « marées » des services publics, de la santé et de l'éducation, ou pour la lutte contre les expulsions, ainsi que pour les droits des femmes, dont le droit à l'avortement. Le mouvement était vivant et bien vivant.

Les « marées », comme on appelait ces

mobilisations spécifiques, se succédaient périodiquement dans les rues. Lors des manifestations, les banderoles étaient nombreuses et de couleurs différentes selon les branches d'activité. Madrid, la capitale, eut une grande importance dans la mobilisation du secteur de la santé. La « marée blanche » constitua la pointe avancée de la mobilisation contre les coupes budgétaires et les tentatives de privatisation dans la santé décidées par une partie du gouvernement de la communauté autonome de Madrid. Au bout du compte les protestataires obtinrent partiellement gain de cause.

Les organisateurs de tous ces mouvements cherchaient à coordonner et unifier les actions. Les deux initiatives de grève générale de 2013 furent très largement suivies. Mais le plus impressionnant fut sans doute le succès des « marches de la dignité », dont celle qui rassembla sans doute plus d'un million de personnes le 22 mars 2014 à Madrid. Le nombre des manifestants était impressionnant. Mais le plus significatif était l'organisation militante que ce succès révélait. Dans toutes les régions, dans toutes les villes, des groupes de manifestants s'étaient organisés. Des marcheurs venaient à pied, en bus, en train. Certains passaient de ville en ville pour regrouper et organiser les manifestants. À toutes les étapes, pour ceux qui allaient d'une ville à une autre, des militants se regroupaient et rassemblaient des travailleurs, des jeunes, des familles, qui ne faisaient pas tous le voyage mais qui participaient à cette mobilisation. À Madrid, tous les intervenants parlaient au nom de la classe ouvrière de leur ville ou leur région. La revendication reprise par tous était exprimée par le slogan « Pain, travail et toit ».

C'était un élan, un espoir, une façon de protester qui se revendiquait du mouvement ouvrier et qui n'est pas celle de Podemos.

PODEMOS À LA RECHERCHE D'UNE ALTERNATIVE POLITIQUE

En même temps que s'exprimait dans les rues, les quartiers, les entreprises le refus d'une fraction des classes populaires de payer la crise, et à l'approche des élections européennes de 2014, une autre forme de contestation prit la relève de la rue. Elle vint d'un mouvement politique qui manifesta clairement ses projets à l'approche de la période préélectorale. Son nom, Podemos, était son programme. Il affirmait qu'une autre politique était possible. C'était la traduction choisie de la formule mise en avant par Obama aux États-Unis : « Yes we can ».

Podemos ? Yes we can ? Mais en luttant comment ?

La réponse de Pablo Iglesias, son chef de file, fut claire. Elle se situait sur le terrain démocratique

des élections. Pablo Iglesias a d'emblée expliqué qu'il ne comptait pas s'appuyer sur des luttes sociales ou sur l'intervention de la classe ouvrière. Son objectif se limitait à la création d'un parti, afin de remporter les élections, pour accéder aux responsabilités. Et, à partir de là, de mettre en place ce qu'il appelle une démocratie directe. Mais pour mener quelle politique ? Cela restait volontairement dans le vague.

La contestation issue du 15M prenait un cours nouveau. C'est ce qu'expliquent nos camarades de Voz Obrera dans leur revue *Lucha de Clase* :

« L'apparition de Podemos sur le terrain électoral a supposé une modification par rapport à la mobilisation de rue. Celle-ci a diminué à mesure que les attentes électorales augmentèrent après les élections européennes (de 2014) qui furent le premier objectif du parti fondé par Pablo Iglesias. Le phénomène médiatique que représente Pablo Iglesias s'est transformé en phénomène politique, recueillant les effets de l'indignation croissante et de la colère provoquées par la corruption du régime, le chômage et le vol social réalisés par les capitalistes. Toutes les mobilisations et actions menées à terme durant ces mois ont été centrées sur l'image de Pablo Iglesias et de son parti. Les enquêtes d'opinion montraient que sa célébrité et les sondages électoraux progressaient. »

Et nos camarades d'ajouter : « Le côté positif de Podemos, c'est qu'il exprime la rage des gens qui en ont assez de cette crise et ont envie de voter pour autre chose. » Mais, ajoutent-ils : « Ce parti détermine tous ses objectifs, toute sa stratégie, tout son contenu dans une perspective électorale se situant dans le cadre de la démocratie capitaliste », c'est-à-dire une démocratie où la bourgeoisie reste en place mais qui se soumettrait à la volonté du peuple. Pablo Iglesias n'ignore pourtant pas la fonction de l'appareil d'État, la force dont il dispose et ses relais dans toute la société. Son problème est d'accréditer l'idée que le changement au niveau du pouvoir est possible sans que soit remise en cause la toute-puissance économique et politique des capitalistes et des banquiers, même s'il les accuse de tous les maux.

En réalité, Iglesias ne cherche pas à mener un combat social au service des classes populaires contre la bourgeoisie.

PODEMOS : UNE ÉVOLUTION HORS DU MOUVEMENT OUVRIER

Podemos prend ses racines dans des courants critiques de la social-démocratie espagnole, dont le PSOE était le socle autour duquel s'était articulée la « transition ». C'est ainsi qu'on a appelé en Espagne la période qui suivit la mort de Franco, en 1975, où l'on a pu voir comment la bourgeoisie

peut traverser des périodes épineuses sans être menacée, grâce à une collaboration avec des partis liés au mouvement ouvrier comme c'était le cas pour le PSOE. Pablo Iglesias joue sa carte politique dans le sillage des courants socio-démocrates qui se présentent comme plus radicaux que les politiciens du PSOE, qui se sont compromis en exerçant pendant de longues années le pouvoir.

Une partie des responsables de Podemos sont issus du milieu d'ATTAC, des jeunesses communistes, de divers mouvements dits de la Démocratie directe, ou qui ont fait leurs armes dans le syndicalisme étudiant radical, très actif à Madrid. Certains se réclament aussi de mouvements politiques ou sociaux de divers pays d'Amérique latine. Bien des militants de Podemos sont issus du trotskysme, en particulier de Izquierda anticapitalista (Gauche anticapitaliste), le frère espagnol du NPA.

Le succès de Podemos doit beaucoup au succès médiatique de Pablo Iglesias, qui a su exprimer avec fougue et humour le mécontentement social croissant et l'écœurement face aux scandales multiples dans lesquels ont été impliqués des responsables politiques, des banquiers, des notables et la famille royale.

Le talent de débattre de Pablo Iglesias a contribué à son audience, en particulier au travers d'émissions régulières sur la chaîne de télévision La Sexta où chaque jour, pendant plusieurs mois, Pablo Iglesias a pu faire entendre régulièrement un autre son de cloche, qui détonnait par rapport aux discours politiques traditionnels.

Personne ne lui en demandait plus, ni d'avoir un programme ni de prendre des engagements précis ; il suffisait que ses dénonciations sonnent vrai, et le ton de ses attaques contre l'ordre établi, la corruption, les mensonges, les injustices lui valait une popularité croissante. Il attirait les écœurés de gauche et de la droite et les désabusés de l'extrême gauche.

Et c'est en réalité le vide politique laissé par le 15M que Pablo Iglesias sut cristalliser trois ans plus tard. Pablo Iglesias a marché sans programme précis et sans promesse mais il a réussi à attirer à lui un électorat hétéroclite. Il voulait être une star populaire. Il le fut. Mais comme dirigeant politique qui n'a pas choisi le camp de la classe ouvrière et des exploités.

Le succès appelant le succès, il est devenu le symbole du changement possible. C'est cette aspiration au changement qui lui sert de programme.

PODEMOS ET LA CLASSE OUVRIÈRE

En juillet 2014, Pablo Iglesias et ses plus proches collaborateurs ont clairement montré qu'après leur succès aux élections européennes,

la direction de Podemos serait une direction centralisée, autour de sa personne et de ses conceptions organisationnelles et politiques.

Comme il l'avait annoncé dès l'été, Iglesias, lors du congrès fondateur de Podemos d'octobre 2014 à Madrid, présenta une liste bloquée de dirigeants. Izquierda anticapitalista, qui avait largement fait campagne aux Européennes et comptait au moins deux députés européens, fut ainsi écartée de la direction aussi longtemps qu'elle maintiendrait sa structure de parti différent de Podemos. Un règlement qui était aussi valable pour les partis qui défendaient une autre politique que celle d'Iglesias et de ses proches.

Pour Iglesias, il fallait construire le nouveau parti en créant partout des « cercles Podemos ». Il y avait un réel répondant dans différents milieux. Les dirigeants de Podemos invitèrent donc les anciennes assemblées du 15M qui subsistaient à se transformer en cercles Podemos. Mais la fonction de ces cercles était surtout de mettre sur pied les listes des futures campagnes électorales. Les discussions sur la politique et les actions à mener n'étaient pas le centre de leurs préoccupations.

Les réunions n'étaient pas ce qu'il y avait de plus important : les adhésions, les débats, les votes pouvaient se faire par Internet. Ce mode de fonctionnement existait au moment du 15M, mais il fut systématisé et les réunions de quartiers ont perdu de leur importance. Tout comme s'est tarie peu à peu l'habitude de débattre de tout en réunion.

Une fois élue au travers d'Internet, la direction de Podemos précisa bientôt que, pour la constitution des listes des Parlements des autonomies, il était exclu de faire état d'une double appartenance. Plus globalement, les partis qui avaient œuvré à la construction et au développement de Podemos devaient donc se dissoudre en tant que tel et renoncer à leur étiquette. Sur ce terrain, Izquierda anticapitalista n'était pas le seul courant visé.

Pablo Iglesias acceptait que des candidats fassent état de leur appartenance à des associations mais pas à des partis politiques. Izquierda anticapitalista accepta de se dissoudre et de se constituer en association sous le nom d'« Anticapitalistas » (anticapitalistes). Pablo Iglesias et ses proches voulaient se réserver le pouvoir de décider des relations politiques avec les autres appareils politiques. Il entendait être maître des positions politiques et des orientations programmatiques, sans contrôle et sans contestation statutaire possible. Et, sur ce terrain, les va-et-vient de la direction de Podemos sont significatifs.

Pour Podemos, politiquement, la référence à la classe ouvrière est dépassée. Iglesias parle du

peuple. Pour lui, ce qui mine la société, ce n'est pas le pouvoir d'une classe sociale, la bourgeoisie, mais le fait que le pouvoir est aux mains d'une « caste » incontrôlée qu'il faut écarter du pouvoir en mettant en place une « démocratie par en bas » qui saura l'évincer.

Pour les dirigeants de Podemos la référence aux idées de lutte de classe et l'idée même du communisme est d'un autre temps. Le syndicalisme est irréversiblement perverti par la corruption des appareils dirigeants. Le problème clé de la société n'est pas celui de la dictature des capitalistes, c'est celui de la pourriture de cette « caste » dirigeante, incontrôlée, qui domine la société. Et le rôle de Podemos, s'il remporte la victoire aux élections et hérite du pouvoir, c'est d'instaurer une démocratie directe où le peuple, décidant de tout, contrôlera et dirigera la marche de la société.

Mais Iglesias reste vague quant à la marche à suivre. Gardera-t-on la monarchie ? Iglesias n'exclut rien. Il a d'ailleurs demandé un entretien au nouveau roi Felipe VI, fils du roi corrompu qui a abdiqué il y a quelques mois. Pablo Iglesias veut lui dire qu'il serait un bon chef de gouvernement s'il acceptait de se faire élire. Pablo Iglesias a décidé des idées et de l'humour. Pablo Iglesias est vague aussi en ce qui concerne les statuts des autonomies, comme le Pays basque ou la Catalogne. Il affirme que s'il est à la tête du gouvernement, il consultera la population et se conformera à ses choix.

Mais tout cela n'empêche pas que jusqu'à présent l'électorat de Podemos ne se désagrège pas, comme le montrent les sondages. Parce que les classes populaires veulent le changement et que beaucoup pensent et disent qu'il faut essayer Podemos.

QUELLES PERSPECTIVES POUR LE CAMP DES TRAVAILLEURS ?

Aujourd'hui, au lendemain des élections régionales en Andalousie, les dirigeants de Podemos se disent déçus de n'avoir que 15 % des voix et de n'avoir pas battu la candidate du PSOE qui, avec 35,5 % des voix, ne perd que 4 %.

Cette réaction en dit long sur la conception de la politique des dirigeants de Podemos.

Aujourd'hui, ce sont les succès électoraux et la participation aux organes du pouvoir qui comptent.

Ils ont cru que, pour gagner, il suffisait de chevaucher les mobilisations populaires, de séduire les électeurs et de conquérir des postes, des responsabilités. Leur ascension, facile un temps, est plus compliquée qu'ils ne croyaient peut-être. Mais les illusions qu'ils tentent de semer sur leur

capacité à changer la société sans renverser le capitalisme sont des pièges pour la classe ouvrière. Et ce qu'il faut espérer, c'est que leur politique n'entraîne pas le découragement.

Il existe un certain scepticisme vis-à-vis de la politique et un doute sur les objectifs de Podemos et sur son engagement vis-à-vis des exploités, au sein de milieux militants ou sympathisants liés à la classe ouvrière qui traditionnellement ont voté et fait voter PSOE ou Izquierda unida (Gauche unie, Parti communiste espagnol), ou qui militent depuis longtemps d'abord au niveau syndical.

Ces doutes sont fondés et montrent que ce n'est pas dans le sillage de Podemos qu'il faut reconstruire le mouvement ouvrier. Beaucoup de travailleurs savent que la classe ouvrière a besoin de s'organiser et de se défendre plus que jamais dans cette période de crise. Mais elle a aussi besoin d'un parti qui vise un autre avenir à la société, celui de renverser le système capitaliste.

Il existe en Espagne un mouvement ouvrier qui a vécu au cours des cinquante dernières années des expériences politiques qui ont marqué toute la société. Celles-ci ont aussi fait apparaître toutes les limites des réformes démocratiques qui, loin de remettre en cause le système capitaliste, ne visent qu'à imposer la soumission aux classes populaires. Alors tant mieux si le 15M et Podemos ont redonné de l'espoir. Mais il faut tout faire aujourd'hui pour que la classe ouvrière, les militants de longue date et les jeunes s'interrogent sur la possibilité de s'engager sur une autre voie, celle des luttes sociales et politiques qui proposent d'en finir avec le système capitaliste.

C'est cette perspective qu'expriment en Espagne les camarades de Voz obrera qui font partie de notre courant international, l'Union communiste internationaliste (UCI). Nous citons un extrait de leur presse :

« Pour une alternative ouvrière et lutte de classe »

La seule perspective pour les travailleurs est la lutte et la construction d'organisations ouvrières, d'un parti politique ouvrier qui dénonce clairement le système capitaliste, la barbarie qui pointe à l'horizon et propose une perspective socialiste, communiste révolutionnaire. Pour cela, nous, les militants communistes, sommes conscients que c'est le mouvement ouvrier qui a entre ses mains la possibilité de changer le cours de l'histoire parce que c'est la classe ouvrière qui produit tout et organise toute la vie sociale. Et le problème est bien que la majorité des politiciens sont au service des exploités et utilisent les mobilisations des travailleurs pour dévoyer leur énergie vers des illusions sans issue et/ou vers les intérêts de la classe capitaliste.

C'est bien pour cela que, quelle que soit leurs forces, la première tâche des militants qui veulent préparer les luttes ouvrières de demain est de militer dans la classe ouvrière pour appuyer et développer la conscience que les travailleurs ont de leur force et de leurs possibilités. Il est urgent de créer et de consolider des noyaux de militants ouvriers qui défendent un programme politique de revendications qui permette de freiner l'exploitation patronale. Il est aussi urgent et indispensable de défendre l'idée que ce système d'exploitation, le capitalisme, peut être combattu et renversé.

Faire confiance aux travailleurs est vital. Notre première tâche, à partir de cette confiance, consiste à faire en sorte que les travailleurs comprennent le rôle fondamental qui est le leur dans la société, qu'ils prennent conscience d'eux-mêmes en tant que travailleurs exploités. La plus-value issue du travail salarié est le vol social sur toute la classe ouvrière par les capitalistes, pas seulement d'une entreprise ou d'un chantier, quelle qu'en soit l'importance. C'est pour cela qu'il faut combattre l'exploitation, les licenciements, le chômage et la précarité.

À partir de là, il faut expliquer qu'il est nécessaire et possible de partager le travail sans baisse de salaire, d'interdire les licenciements et exproprier les banques et les moyens de production si la classe ouvrière l'impose. Ce serait un pas en avant pour toute la société.»

Puis, après avoir évoqué la nécessité pour les travailleurs de se faire entendre à tous les

niveaux de la vie sociale et politique, les camarades concluent :

« Il est vrai que les politiciens habiles sont à l'affût des possibilités de dévier les mouvements sociaux pour les soumettre aux intérêts des exploités. Dans une telle situation, les militants de la classe ouvrière doivent impulser des discussions et la mobilisation dans les rues et dans les entreprises. Car si la classe ouvrière ne se bat pas pour ses intérêts, tout processus de démocratisation sociale et politique ne changera rien pour elle.

C'est pour cela qu'il est important que les militants de la classe ouvrière, quelle que soit leur tradition politique, discutent de l'avenir du mouvement ouvrier. Et il est urgent que la jeunesse sache qu'on peut construire une société différente de celle d'aujourd'hui. Quelle que soit notre force dans la situation actuelle ou dans d'autres situations similaires, les militants révolutionnaires n'ont d'autre force que celle qui vient de la conscience de classe des travailleurs. Nous n'avons d'autre avenir que celui qui peut se préparer quand les travailleurs décident de changer le cours du monde.»

Et nous partageons la conclusion de nos camarades car, pour préparer cet avenir, il ne suffit pas de luttes, mêmes radicales, il ne suffit pas de succès électoraux. Il faut construire un parti capable de défendre à chaque moment les intérêts économiques, moraux et politiques à long comme à court terme de la classe ouvrière. Un parti communiste révolutionnaire.

27 mars 2015



L'assemblée du quartier de Cerro Amate de Séville, créée lors du 15M, en manifestation à Madrid. Sur les banderoles : « Contre le chômage, répartition du travail sans baisse des salaires », « Interdiction des licenciements et des plans sociaux », « Des millions pour les banquiers, des licenciements pour les travailleurs, ça suffit ! »

Grande-Bretagne.

Le redressement économique sous Cameron, mythes et réalités

Dans à peine plus d'un mois, le 7 mai, auront lieu des élections législatives en Grande-Bretagne. Et, à en juger par les sondages, la coalition du Parti conservateur de David Cameron et du Parti libéral-démocrate, au pouvoir depuis 2010, pourrait bien être sanctionnée par un électorat dont une grande partie en a par-dessus la tête de faire les frais des mesures d'austérité et des prétendues « réformes » de la coalition.

Ce discrédit n'empêche pas qu'en France il se trouve des commentateurs pour chanter les louanges du gouvernement Cameron, dont la politique aurait, selon eux, réussi à sortir l'économie britannique de la crise ou tout au moins serait en bonne voie de le faire.

C'est ainsi que le journal patronal *Les Échos* du 18 mars saluait le dernier budget du gouvernement Cameron avec un enthousiasme évident : « *L'embellie se confirme : la croissance atteindra 2,5 % cette année et 2,3 % l'an prochain... La bonne santé de l'économie stimule les recettes fiscales et réduit les dépenses sociales.... Au total, le déficit est donc légèrement moins important que prévu : il tombera à 4 % du PIB en 2015-2016.... Le gouvernement a donc décidé de lever le pied : les coupes dans les dépenses publiques qu'il a programmées seront un peu moins dures à terme. À partir de 2019, les dépenses progresseront au même rythme que le PIB.* »

Dans la réalité, l'auteur de cet article élogieux s'est contenté de reprendre à son compte les termes du discours dans lequel, ce jour-là, le ministre des Finances de Cameron, George Osborne, avait présenté son budget à la Chambre des communes. Or, s'agissant d'un discours électoral destiné à marquer le lancement de la campagne officielle du Parti conservateur, Osborne y avait pris quelques libertés avec la vérité, présentant avec le plus grand aplomb une avalanche d'affirmations dont beaucoup n'étaient que des mensonges éhontés, même si l'on s'en tient aux statistiques partisans publiées par son propre gouvernement.

Dans ce même discours, Osborne s'était même laissé aller à affirmer dans une belle envolée oratoire que « *d'ici quinze ans, tout au plus, il devrait*

nous être possible de dépasser l'Allemagne, pour devenir la plus puissante économie en Europe ». Rien que ça ! Il est vrai que *Les Échos* n'ont pas jugé bon de citer cette gasconnade à l'anglaise, qui aurait fait un peu désordre dans leur panégyrique de l'austérité version Cameron. Après tout, ne s'agissait-il pas de démontrer que la politique antiouvrière, dont Cameron s'est fait le champion, offrirait une voie de sortie à la crise ?

Mais qu'en est-il donc de l'« embellie » et de la « croissance » dont parlent *Les Échos* ?

Évidemment, tout dépend de ce qu'on entend par là et, en particulier, du point de vue de classe que l'on adopte. Pour *Les Échos* et pour le duo Cameron-Osborne, il s'agit bien sûr du point de vue de la bourgeoisie, ou plus exactement de ses profits à court terme. Vue sous cet angle, la politique de Cameron a incontestablement bénéficié aux classes possédantes. Mais de là à ce qu'elle ait réglé les problèmes de l'économie britannique, comme si d'ailleurs ceux-ci pouvaient l'être indépendamment de la crise qui se poursuit à l'échelle mondiale, sans même parler de bénéficier à la majorité de la population, il faut être un politicien ou un plumitif au service de la bourgeoisie pour le prétendre.

DÉFICITS : L'ARITHMÉTIQUE DU MENSONGE

Depuis cinq ans qu'ils sont au pouvoir, Cameron et Osborne n'ont eu que trois mots à la bouche : « déficit », « dette » et, plus récemment, après que la déliquescence de l'activité économique a commencé à susciter des inquiétudes sur les marchés financiers, « croissance ». C'est à l'aune de ces trois critères qu'il faudrait juger de la politique du gouvernement Cameron, alors qu'ils ne disent pourtant rien de ses conséquences pour les classes populaires. Or, dans la réalité, même sur ces critères-là, on ne peut pas dire qu'elle aura été couronnée de succès, tant s'en faut.

Depuis 2010, dans chacun de ses budgets, annoncés au printemps, le gouvernement Cameron s'est fixé un objectif de réduction de son déficit budgétaire, qu'il a dû invariablement réviser à la baisse lors du collectif budgétaire annuel, à l'automne. En fait, malgré les coupes sauvages

effectuées dans les dépenses publiques, il n'y a pas eu une seule année où le gouvernement a atteint ses objectifs en matière de réduction du déficit.

Dans son discours du 18 mars, Osborne a eu beau claironner qu'il avait réduit ce déficit « *de moitié* » depuis 2010, ses propres services indiquent un montant équivalant à 5,6% du produit intérieur brut (PIB), soit une réduction de moins de 40%. Mais, comme chacun sait, demain on rase gratis, et Osborne s'est fait fort de transformer ce déficit en un excédent d'ici 2020, si son parti était reconduit au gouvernement le 7 mai, bien sûr.

S'agissant de la dette publique, en revanche, Osborne ne pouvait guère tricher et nier sa montée en force sous son gouvernement, pour atteindre près de 90% du PIB. Mais il s'est bien gardé de rappeler que cette dette avait augmenté de 52% depuis 2007, l'un des taux les plus élevés parmi les grands pays industrialisés, ni qu'en 2010 il s'était engagé à la ramener à 67% du PIB dès... avril 2015. À défaut, il s'est vanté d'avoir finalement réglé quelques dettes historiques, telles que celles résultant de l'effondrement de la Compagnie des mers du Sud, lors de la crise financière de... 1720! Mais au fond, cette vantardise dérisoire ne l'était pas plus que la promesse qu'en 2020, sous la férule des conservateurs, la dette pourrait être réduite à 76% du PIB, ce qui supposerait une croissance de l'économie que rien ne permet d'anticiper.

Du point de vue des objectifs proclamés de ces champions de la réduction des déficits que sont Cameron et Osborne, ces résultats ne sont donc pas bien brillants, malgré les truquages et l'opacité qui président au calcul des chiffres sur lesquels ils s'appuient.

Mais leurs vantardises dissimulent un autre tour de passe-passe, et pas des moindres. Car, en vertu d'une logique pour le moins mystérieuse, le coût passé et présent du sauvetage du secteur bancaire n'est comptabilisé ni dans les dépenses publiques, ni dans la dette. Or ce sauvetage continue à peser sur les dépenses publiques, sous la forme de subventions hors-budget au secteur financier, dont le montant était estimé à quelque 40 milliards de livres en 2014, ce qui porterait le déficit public à près de 8% du PIB, bien au-delà de ce qu'indiquent les statistiques officielles.

Quant au coût du sauvetage bancaire passé, il n'est pris en compte nulle part dans la comptabilité publique. Pourtant la planche à billets a bien été mise à contribution entre 2009 et 2012, pour injecter 375 milliards de livres en liquidités (200 sous les travaillistes et 175 sous Cameron) en rachetant aux banques leurs stocks de titres plus ou moins pourris et leurs bons du Trésor.

Et la fiction de la prétendue indépendance de la banque d'Angleterre vis-à-vis de l'État cache mal le fait que, d'une façon ou d'une autre, une partie au moins de ces centaines de milliards viennent s'ajouter à la dette publique.

En d'autres circonstances, l'émission d'une telle somme, équivalant à environ un quart du PIB annuel moyen en 2009-2012, aurait provoqué des soubresauts sur le marché des changes. Cela a d'ailleurs été le cas jusqu'en 2010, période qui a vu l'écroulement de la livre sterling. Ensuite, c'est paradoxalement la crise de l'euro, dont Cameron se déclare un farouche adversaire, qui lui a en grande partie sauvé la mise. Car, face aux remous qui menaçaient l'Europe continentale, les capitaux flottants ont reflué vers la Grande-Bretagne, soutenant du même coup sa monnaie et surtout son secteur financier pléthorique.

« CROISSANCE » OU BULLE SPÉCULATIVE ?

Le fétiche de la « croissance » s'est imposé sur la scène politique en 2011, lorsque la balance commerciale de la Grande-Bretagne et sa production industrielle ont touché simultanément leur point le plus bas. On a vu alors les travaillistes monter au créneau, avec le soutien d'un certain nombre de grands patrons, pour dénoncer le fait que la baisse des investissements de l'État sous Cameron était la cause du ralentissement de l'économie, qu'elle menaçait de récession. Du coup, la « croissance » prit une place de choix parmi les objectifs de Cameron et chaque trimestre Osborne se mit à annoncer des estimations, régulièrement révisées à la baisse quelques mois plus tard, des « progrès » du PIB qui étaient censés mesurer cette fameuse « croissance ».

L'ennui, c'est que le PIB additionne une multitude de choses qui ne se prêtent guère à être additionnées, tout au moins pas si le but est de mesurer la santé d'une économie ou sa capacité à répondre aux besoins de la population. Qui plus est, les nombreux modes de calcul du PIB et la façon dont les données utilisées pour ces calculs sont collectées, sur la base d'échantillons dont la représentativité est discutable, prêtent le flanc à toutes les manipulations.

Et Osborne n'a pas manqué de s'en servir dans son discours du 18 mars, en prétendant qu'après une hausse de 2,6% en 2014 le PIB aurait dépassé son pic d'avant la crise. Or, si les chiffres de ses services confirment ses affirmations, ils montrent également que le PIB par habitant, qui tient compte de la croissance de la population, est toujours 3% en dessous de ce pic, au même niveau qu'en 2006. D'autres indices publiés par les services officiels accusent la même tendance, en particulier celui de la

production industrielle, toujours 8,4% en dessous de son pic au début de 2008.

Mais en fait, si le PIB a pu augmenter, même modestement, au cours des deux ou trois dernières années, c'est en fait dû à l'effet combiné d'une nouvelle hausse des prix immobiliers, en partie alimentée par des programmes de subventions publiques, et d'une remontée en force de l'endettement des ménages, y compris parmi les plus modestes.

C'est en 2011, année où il procéda coup sur coup à deux injections de liquidités de 50 milliards de livres dans le système bancaire, que le gouvernement Cameron lança son premier programme destiné, disait-il, à « encourager » les banques à prêter de l'argent aux entreprises. Ce fut un fiasco : comme rien n'avait été prévu pour imposer aux banques de baisser leurs taux d'intérêt en contrepartie des incitations que leur offrait l'État, très peu d'entreprises avaient profité de ce programme.

Du coup, le gouvernement changea de stratégie et lança un deuxième programme, cette fois destiné à relancer l'immobilier sous couvert d'aide aux accédants à la propriété. Et ce programme fut reconduit d'année en année, ou remplacé par d'autres, jusqu'à ce jour où on estime que leur coût s'est élevé à 12,7 milliards de livres pour la seule année 2014.

Mais, comme il n'était pas non plus question d'imposer la moindre contrainte aux banques ou au patronat pour bénéficier de ces programmes, les milliards de l'État servirent à subventionner la construction de logements haut de gamme, tandis que s'aggravait la pénurie des logements accessibles à la majorité de la population. Les « investisseurs » ne tardèrent pas à se bousculer pour saisir l'occasion. Et les prix immobiliers se mirent à grimper en flèche.

Cette nouvelle bulle spéculative est comparable, à bien des égards, à celle de 2007, qui elle aussi avait commencé à se former à la suite d'un krach boursier, celui des « nouvelles technologies », en l'an 2000. Mais elle se trouve aggravée par un facteur qui, lui, est nouveau. Il s'agit de la montée en puissance de la spéculation sur la colocation. Dans un contexte où la baisse de son pouvoir d'achat interdit à une fraction croissante de la population d'accéder à la propriété ou de louer des logements neufs, les propriétaires professionnels louant des logements en colocation se multiplient, qu'il s'agisse de particuliers aisés ou, de plus en plus souvent, d'investisseurs institutionnels. Ces professionnels, qui ne possédaient que 12% des logements privés avant la crise, en possèdent maintenant 20%. Et eux aussi se bousculent pour racheter les logements

en vente, y compris dans le marché de l'ancien.

Résultat, non seulement ces prix ont rapidement retrouvé le pic qu'ils avaient atteint lors de l'éclatement de la bulle spéculative, en 2007, mais ils l'ont dépassé de 15%, et de bien plus dans les grandes villes.

Cette hausse de l'immobilier alimente à son tour la hausse de l'endettement des ménages. Celle-ci est due à la fois, comme à la veille de la crise, à l'augmentation de la masse des emprunts hypothécaires contractés par les acheteurs, mais aussi aux loyers exorbitants imposés par les propriétaires privés, qui sont d'autant plus élevés que ces propriétaires ont des traites plus élevées à payer sur les logements qu'ils ont achetés pour les louer.

Du coup, on estime qu'aujourd'hui le loyer absorbe 40% du revenu des locataires du secteur privé. Et un nombre croissant d'entre eux se retrouvent à payer à crédit leurs loyers et factures courantes, voire leurs dépenses au supermarché, en empruntant soit directement auprès d'offices financières, soit par le biais de cartes de crédit, et dans les deux cas à des taux usuraires. Cet endettement non garanti par un bien immobilier a augmenté depuis deux ans à raison de 10% par an en valeur, pour atteindre aujourd'hui 240 milliards de livres, ou 13% du PIB.

C'est donc l'ensemble de ces transactions autour de l'immobilier, qu'elles soient liées aux constructions subventionnées par l'État, aux ventes de logements ou à leur location, et le rôle que joue le crédit dans le financement d'une partie de ces transactions, qui alimentent pour une bonne part la « croissance » de l'économie britannique qui enthousiasme tant d'« experts ». Comme si cette « croissance » n'avait pas tous les attributs, pourtant désormais bien familiers, d'une bulle spéculative qui, par définition, ne peut que crever un jour ou l'autre !

L'« EMBELLIE »... DES REVENUS DU CAPITAL

En revanche, et c'est certainement ce qui plaît tout particulièrement à ces experts dans la Grande-Bretagne de Cameron, on y a assisté à une remontée spectaculaire des revenus du capital.

Les indices de cette remontée ne manquent pas. C'est ainsi par exemple que, le vendredi 20 mars, l'indice FTSE 100, des cent plus grosses entreprises cotées sur le marché boursier de Londres, a dépassé pour la première fois la barre des 7000, 70 points au-dessus de son précédent record historique du 30 décembre 1999, à la veille du krach des « nouvelles technologies ».

Une telle augmentation peut paraître dérisoire sur une période de près de seize ans. Mais elle

prend une autre signification quand on sait que cet indice avait perdu 57 % de sa valeur entre octobre 2007 et février 2009, passant de 6 721 à 3 830, pour remonter ensuite de 82 % jusqu'au 20 mars dernier.

Ce qui est vrai du cours des actions l'est aussi du total des dividendes versés par les entreprises cotées à la Bourse de Londres. Leur précédent record datait du début de la crise, en 2008, avec 67 milliards de livres. Après avoir touché le fond en 2010, avec 55 milliards de livres, il remonta de 76 % pour atteindre 97 milliards en 2014, soit près des trois quarts du budget affecté à l'ensemble du système de santé au cours de cette année-là.

Il faut noter néanmoins qu'une partie significative de ces dividendes furent versés à titre « exceptionnel » par des entreprises, surtout par les plus grosses, dont le but était de faire monter le cours de leurs actions en redistribuant une partie plus importante de leurs profits. D'autant que ce genre d'opérations est particulièrement profitable en Grande-Bretagne, où le taux d'imposition des profits boursiers a été tellement réduit par les travaillistes lorsqu'ils étaient au pouvoir que Cameron n'a même pas jugé nécessaire d'aller plus loin dans cette direction.

Cela signifie, évidemment, que ces entreprises font des profits malgré la crise, ce que confirme une enquête récente de la firme américaine Global Insight, selon laquelle le taux de profit moyen des entreprises cotées à Londres s'est établi à 15,6 % en 2014, dépassant celui de 2008. Cela signifie surtout qu'elles sont prêtes à en disposer au seul bénéfice de leurs actionnaires, ce qu'illustre le fait que leurs investissements continuent à baisser. En 2014, ils ont représenté 14,5 % du PIB, le niveau le plus bas de tous les pays du G20, contre 18 % en 2007. En revanche, au même moment, les entreprises du FTSE100 détenaient des réserves de liquidités équivalant à près de 3 % du PIB, l'équivalent du coût annuel du service de la dette publique !

La politique de Cameron est pour quelque chose, bien sûr, dans la reprise des profits, même si sur ce plan, comme sur bien d'autres, il n'a fait que reprendre en grande partie à son compte la politique de ses prédécesseurs travaillistes.

Au premier rang de cette politique figurent les différentes injections de liquidités au profit des banques. Or, dans un rapport publié l'an dernier, la Banque d'Angleterre a reconnu elle-même que ces opérations n'avaient bénéficié qu'aux plus riches, et en particulier aux 5 % les plus riches. Ce sont en effet ces riches, avec les entreprises auxquelles ils sont liés, qui sont à la fois les instigateurs et les bénéficiaires de la remontée des

cours boursiers, grâce aux liquidités libérées par la Banque d'Angleterre.

Ensuite figurent les cadeaux fiscaux à la bourgeoisie. Le plus important de tous tient aux multiples mécanismes d'optimisation fiscale légale introduits par les travaillistes. Mais, contrairement aux salariés, dont les impôts sont prélevés sur la feuille de paie, les bourgeois déclarent eux-mêmes ce qu'ils estiment devoir et, s'il n'y a pas de personnel pour vérifier leurs déclarations (car les effectifs des services fiscaux ont réduit comme peau de chagrin) ou si la consigne est de ne pas fouiner, les tricheurs s'en tirent sans être inquiétés. C'est ce que l'on a pu constater lorsqu'on a appris que, quatre ans après la transmission des fameux fichiers de la banque HSBC au gouvernement Cameron, sur les 8 883 ressortissants britanniques qui cachaient leur argent dans les coffres de sa filiale suisse un seul avait été l'objet de poursuites ! Or on estime que le montant annuel de l'évasion fiscale dépasserait les cent milliards de livres. Ce qui est sûr, c'est que ces tricheurs bénéficient de la complicité des plus hautes sphères de l'État, comme en témoigne par exemple le fait que, deux ans après l'éclatement du scandale HSBC, Cameron nomma le président de son conseil d'administration ministre du Commerce dans son propre gouvernement !

Un autre cadeau fiscal concerne le taux de l'impôt sur les bénéfices. Les travaillistes l'avaient déjà réduit de 30 à 28 %. Mais Cameron l'a finalement ramené par étapes à 20 % cette année, ce qui en fait le taux le plus bas parmi les pays du G20, à égalité avec la Russie et la Turquie. Pour la seule année 2015, cela représentera une réduction d'impôt cumulée de 15 milliards de livres pour les grandes entreprises.

Ce sont donc sans doute plus d'une centaine de milliards de livres, voire peut-être beaucoup plus, qui auront été transférés à la bourgeoisie depuis les débuts de la crise, que ce soit sous forme de manque à gagner pour les finances publiques ou sous forme de subventions plus ou moins directes. En tout cas bien assez pour payer l'intégralité des dividendes versés par les entreprises à leurs actionnaires !

« RÉFORMES PUBLIQUES » OU RENFORCEMENT DE LA BÉQUILLE ÉTATIQUE ?

Mais il y a encore bien d'autres mécanismes au travers desquels l'État a été mis à contribution depuis 2010 pour renflouer les profits de la bourgeoisie. L'un d'entre eux est celui des fameuses « réformes du secteur public » qui a été, à divers degrés et sous des formes différentes, l'un des principaux objectifs de tous les gouvernements

qui se sont succédé en Grande-Bretagne depuis l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher, en 1979.

L'enjeu de ces « réformes » peut se résumer à deux objectifs complémentaires : d'une part réduire les coûts salariaux et les responsabilités du secteur public, de façon à pouvoir consacrer une plus grande part des fonds publics à satisfaire les appétits de la bourgeoisie ; et d'autre part fournir à la bourgeoisie de nouvelles sources de profits en lui offrant des activités rapidement rentables nécessitant un minimum d'investissements.

Tels étaient déjà les objectifs poursuivis dans les grandes privatisations des années 1980 et 1990. Mais depuis, il n'y a plus grand-chose d'important à privatiser, en dehors des services postaux que Cameron a fini par privatiser en 2014, malgré l'hostilité de l'opinion publique, y compris dans son propre électorat, après que les travaillistes y ont renoncé.

Les seules organisations publiques qui restent sont l'enseignement primaire et secondaire, la santé, les services municipaux et les diverses administrations centrales, et dans chacun de ces cas ce sont les travaillistes qui ont lancé le mouvement, en utilisant le biais de la sous-traitance pour laisser aux entreprises privées des « niches profitables » où elles pouvaient s'insérer en vendant leurs services à l'organisation concernée.

En arrivant au pouvoir, Cameron n'a donc eu qu'à poursuivre la politique des travaillistes en imposant à ces organisations, qui sont toutes financées directement sur le budget de l'État, une accélération du rythme des suppressions d'emplois d'une part et des passages en sous-traitance de l'autre, au nom des contraintes liées aux déficits publics.

Sur le plan des suppressions d'emplois, les chiffres parlent d'eux-mêmes : après les quelque 300 000 emplois publics qui avaient disparu sous les travaillistes, un autre million a disparu depuis 2010, réduisant l'effectif total à 5,4 millions de salariés.

Ces chiffres dissimulent néanmoins des situations différentes. Dans certains cas il s'agit de suppressions d'emplois ouvertes, dues à la fermeture d'un lieu de travail par exemple, ou plus hypocrites, où un salarié se voit « offrir » un transfert dont la hiérarchie sait qu'il ne peut pas l'accepter. Dans d'autres cas, des secteurs entiers de travail sont passés en sous-traitance et les travailleurs concernés se voient donner le « choix » entre la porte ou un contrat de travail avec un sous-traitant privé, pour un salaire inférieur et des conditions de travail aggravées. Ce dernier cas a été par exemple la règle générale dans les services municipaux d'aide à la personne, où une

grande partie du personnel sous-traité est maintenant payé en dessous du salaire minimum, pour le plus grand bénéfice d'entreprises qui, en se spécialisant dans cette activité, se sont constitué de véritables empires dans l'ensemble du pays.

Néanmoins la dégradation qui en résulte pour les usagers comme pour les travailleurs de ces secteurs a des conséquences parfois dramatiques. Tel a été le cas dans les services d'aide à la personne mentionnés plus haut, mais aussi dans les hospices municipaux, où les scandales de maltraitance se sont multipliés ces dernières années du fait des pressions exercées par les entreprises sous-traitantes sur un personnel de moins en moins qualifié et trop peu nombreux.

Dans la santé, le problème a été plus délicat pour les divers gouvernements passés et présents, parce qu'une grande partie de la population, y compris dans l'électorat de droite, est très attachée au principe de la gratuité des soins (même si les médicaments ne le sont pas pour tout le monde) et que, de ce fait, les possibilités pour une entreprise privée de faire du profit dans le cadre d'une telle organisation ne sont pas évidentes.

Chaque gouvernement depuis Thatcher y a donc été de sa propre réforme et Cameron n'a pas fait exception. Toutes ces réformes ont eu ceci de commun de s'appuyer sur un « marché de la santé » dans lequel, sous une forme ou une autre, les divers acteurs du système étaient liés par des relations commerciales fictives dans lesquelles ils devaient administrer un budget limité. Dans ce « marché », les travaillistes avaient introduit de nouveaux acteurs, des établissements privés, spécialisés dans certaines opérations, soins ou examens plus profitables, qui vendaient leurs services au système de santé (et donc émarquaient sur son budget). Le tout était coordonné par des autorités régionales publiques.

Cameron a donc accéléré la semi-privatisation de ses prédécesseurs. Mais, sous prétexte de « *supprimer une couche de bureaucratie* », il décréta la dissolution des autorités régionales, dont le personnel fut mis à la rue, tandis que les généralistes, qui n'en avaient ni le temps ni les moyens matériels, se trouvèrent chargés de faire leur travail. Il en résulta un chaos indescriptible qui fut amplifié par le fait que les hôpitaux, contraints par des budgets trop étroits, cessèrent de recruter et supprimèrent des activités sans avoir les moyens de savoir si un besoin existait pour ces activités. Qui plus est, Cameron créa un système disciplinaire imposant aux hôpitaux qui se comportaient « mal » dans la gestion de leur budget la tutelle punitive d'entreprises privées supposées leur enseigner les vertus du « management ».



Manifestation au sud de Londres en février 2013 : « Sauvons l'hôpital de Lewisham », « Sauvons nos hôpitaux locaux du NHS » (National Health Service, le service public de santé).

Inutile de dire que cela ne fit qu'aggraver le chaos et que les innombrables objectifs officiels, pourtant bien modestes, par exemple, pas plus de quatre heures d'attente avant de voir un médecin en urgence, ne sont jamais atteints. Le fait que le personnel arrive encore à traiter des patients tient souvent du miracle. Mais pendant ce temps-là les établissements privés continuent à vendre leurs services à prix d'or à la Santé publique, grevant ainsi son budget, et à faire vivre grassement les actionnaires des multinationales de la santé qui se sont précipitées sur ce pactole.

Toute une galaxie d'entreprises sous-traitantes vivent ainsi désormais, et fort bien, aux crochets des budgets publics. Et il ne s'agit pas de PME. On y trouve des noms de multinationales, comme le groupe anglais Serco (100 000 salariés), le géant danois du nettoyage ISS (520 000 salariés), le groupe américain Hospital Corporation of America (203 000 salariés) ou encore le groupe de service français Atos (86 000 salariés). De ce point de vue, Cameron n'a sans doute fait que continuer ce qui avait été commencé avant lui. Mais, tout comme ses prédécesseurs, il a augmenté de façon significative la part du budget de l'État, et de son déficit, qui alimente directement les profits du capital et lui sert de béquille.

SOUS-EMPLOI, MONTÉE DE LA PAUVRETÉ : LE COÛT POUR LA CLASSE OUVRIÈRE

Cela fait déjà plus de deux ans que, mois après mois, le gouvernement Cameron présente

trionphalement les chiffres du chômage. Le commentaire est toujours le même : le taux d'emploi a battu un nouveau record tandis que le nombre de chômeurs et de bénéficiaires des allocations chômage a encore baissé.

Pendant ce temps, les économistes s'interrogent gravement : s'il y a tant de travailleurs ayant un emploi, comment se fait-il que la production industrielle continue à stagner à la baisse ou qu'on n'assiste pas à une explosion du PIB ? Et on peut les entendre se plaindre amèrement de la baisse de la productivité en Grande-Bretagne, qui freinerait la reprise.

Or, au début de cette année, un rapport de l'office de statistique est venu souligner l'hypocrisie tant des rododromes officielles que des interrogations des commentateurs économiques. Analysant les difficultés du gouvernement à réduire le déficit budgétaire, ce rapport montrait qu'elles étaient en partie dues à la faiblesse des recettes de l'impôt sur le revenu et de la TVA, qui paraissait contredire la montée de l'emploi dont se vantait le gouvernement. Il ajoutait que cette baisse reflétait une baisse régulière des salaires horaires réels pour la majorité des contribuables, mais aussi une diminution encore plus importante de leur revenu réel.

En fait, sur 1,1 million d'emplois privés créés depuis le début de la crise, la grande majorité ont été non qualifiés, précaires, à temps partiel ou ne garantissant aucun horaire minimum (contrats « zéro heure ») et surtout, pour plus de la moitié,

des emplois qui combinent tous les aspects de la précarité, des emplois d'autoentrepreneurs. Dans le même temps, nombre d'emplois existants ont été transformés en emplois à temps partiel ou en contrats d'autoentrepreneurs. Pour autant qu'ils ne rencontrent pas d'opposition, les patrons ont tout avantage à de telles transformations, parce qu'ils n'ont pas de cotisations sociales à payer sur les temps partiels en dessous de 18 heures par semaine et, dans le cas des autoentrepreneurs, parce qu'ils ne sont pas couverts par les accords collectifs, sur les salaires en particulier.

Cameron peut bien se vanter d'un taux d'emploi de 73,2% et d'un taux de chômage de 5,7%, ce qui représente quand même 1,86 million de travailleurs sans emploi. Mais, parmi les travailleurs ayant un emploi, 6,5 millions ont un emploi précaire d'un type ou d'un autre. Et puis il y a les jeunes de moins de 25 ans, dont plus de 14% sont chômeurs.

À ceux-ci s'ajoutent les « inactifs qui veulent un emploi » : ils sont plus de 2,2 millions, pour l'essentiel des chômeurs que les tracasseries ubuesques des bureaux de chômage ont fini par pousser à renoncer à s'y faire enregistrer. Introduit par les travaillistes en 2009 et aggravé par le gouvernement de Cameron en 2012, le système des sanctions à l'encontre des chômeurs est devenu un véritable cauchemar. Pour un oui ou pour un non, un rendez-vous manqué, un CV mal rédigé ou non envoyé, un refus d'aller travailler gratuitement sous couvert de faire un stage de formation, etc., on peut être privé de toute allocation sociale, et pas seulement des allocations chômage. La première sanction est de quatre semaines, les suivantes s'allongent. Une récente enquête montrait que 70% des chômeurs enregistrés avaient été sanctionnés au moins une fois en 2014. Alors, les chômeurs abandonnent et rejoignent les rangs des « inactifs ».

C'est tout cela qui explique que tant de travailleurs finissent par prendre le premier job précaire venu. C'est d'ailleurs le but de ce système punitif, à la fois faire des économies sur les allocations chômage et fournir au patronat une main-d'œuvre corvéable à merci.

Mais, du coup, la paie de ces travailleurs constamment ballottés d'un emploi précaire à un autre, qui représentent collectivement plus de 20% des salariés, reste plus ou moins au niveau du salaire minimum, voire en dessous. À ceux-ci s'ajoutent les cinq millions de travailleurs du secteur public dont les salaires sont gelés depuis 2009. Du coup, le pouvoir d'achat du salaire horaire moyen a encore baissé de 1,6% en 2014, pour la sixième année consécutive. Au

total, la baisse du salaire horaire réel moyen est de près de 10% depuis le début de la crise, ce qui équivaut à un retour de quinze ans en arrière, au niveau de l'année 2000. Et pour les autoentrepreneurs c'est pire encore, puisque leur pouvoir d'achat a baissé de 22% depuis 2008.

Par une cynique ironie, ce gouvernement qui s'était fait fort, au nom de la nécessité de réduire les déficits publics, de faire baisser le coût des allocations sociales liées au chômage en forçant les chômeurs à prendre le premier emploi venu, à n'importe quelles conditions, a dû faire face à une hausse incompressible de ses dépenses sociales. Car, en Grande-Bretagne, les allocations sociales avaient été conçues au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale non pas seulement pour les chômeurs, mais pour les pauvres en général, ce qui permettait au patronat de payer de très bas salaires. Et aujourd'hui on se retrouve dans la situation où, du fait de l'appauvrissement général de la population laborieuse, le nombre de salariés suffisamment pauvres pour avoir droit aux allocations sociales dépasse très largement celui des chômeurs, et augmente de plus en plus. En plus de la baisse de la recette des impôts liée à la baisse des salaires réels, c'est là la principale cause des difficultés de Cameron à réduire ses déficits.

Mais Cameron a beau être pris dans ces contradictions, elles lui importent peu. L'essentiel à ses yeux est d'entretenir auprès des marchés la fiction que l'économie britannique est en bonne santé et que les dépenses de l'État sont sous contrôle, afin de protéger le parasitisme du capital britannique et garantir ses profits.

Quant à la classe ouvrière, plus le temps passe, plus les mesures qui s'attaquent à ses conditions de vie s'accumulent, et plus s'accumulent les comptes qu'elle aura à régler avec cette bourgeoisie qui croule sous l'argent qu'elle a volé aux travailleurs en les exploitant et en pillant les caisses publiques. Ces comptes, elle ne pourra pas, bien sûr, les régler par le bulletin de vote le 7 mai. Elle n'aura même pas la possibilité d'exprimer son refus de la politique d'austérité de Cameron, parce qu'aucun des partis qui se présentent dans cette élection ne la condamne clairement d'un point de vue de classe. Si elle veut non seulement faire payer à la bourgeoisie ce qu'elle a subi pendant ces années de crise, mais surtout lui faire payer cette crise, c'est dans les usines, dans les bureaux et dans la rue, là où peut réellement s'exprimer sa force collective, qu'elle devra passer à l'offensive.

25 mars 2015

Les États-Unis acceptent de négocier avec Cuba pour mieux le dominer

Quand le dirigeant cubain Raúl Castro et le président américain Barack Obama ont annoncé, le 17 décembre 2014, la reprise des relations entre leurs deux pays, l'ensemble des commentateurs y ont vu un tournant dans les relations américano-cubaines, ce qui est indéniable. Mais beaucoup ont ajouté que ce tournant était autant une décision du régime cubain, en place depuis 56 ans, que de l'impérialisme américain, ce qui n'est pas exact.

Il est vrai que dix-huit mois de négociations secrètes –certains disent qu'elles ont été initiées depuis une décennie– se sont conclues par un échange récent de prisonniers et par des déclarations publiques annonçant la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays. Le « *todos somos americanos* » (« nous sommes tous américains »), petite phrase prononcée par Barack Obama le 17 décembre, calibrée pour être reprise en boucle par les médias, était destiné à ce que sa nouvelle politique soit interprétée comme un geste de bienveillance fraternelle vis-à-vis de Cuba. Elle mettait sur un pied d'égalité, mais seulement en parole, une île pauvre des Caraïbes peuplée de onze millions d'habitants et la première puissance mondiale.

En réalité, depuis la révolution castriste de 1959, l'impérialisme américain s'est opposé systématiquement à Cuba. Les États-Unis ont tout tenté pour faire pression sur le régime cubain pendant plus d'un demi-siècle sans réussir à le faire céder. Et c'est finalement le onzième président américain successif à isoler Cuba par un embargo qui a fini par changer de politique devant un tel échec. Ce n'est pas Fidel Castro qui a coupé les relations de son pays avec les États-Unis pendant une si longue période, mais l'inverse. Finalement, malgré toute sa puissance et ses capacités économiques, financières et militaires, la bourgeoisie américaine ne peut pas tout, ne contrôle pas tout, et en l'occurrence pas toujours ce qui se passe à moins de 200 kilomètres de ses côtes.

LA RÉVOLUTION CUBAINE

Les États-Unis ont dominé Cuba à partir du moment où ils sont intervenus dans sa guerre d'indépendance contre l'Espagne à la fin du 19^e siècle. En fait Cuba est passé d'une

dépendance coloniale à une dépendance néocoloniale. Jusqu'en 1959 les dirigeants cubains ont accepté que les grandes entreprises américaines accaparent la plus grande part des richesses du pays et le produit du travail des Cubains. Ils ne pouvaient accéder au pouvoir, et surtout s'y maintenir, qu'avec l'accord de l'impérialisme américain.

La situation était telle sous la dictature de Batista, durant les années 1950, que non seulement l'agriculture, les infrastructures et la faible production industrielle de l'île étaient contrôlées par les capitaux américains, mais aussi toute une « industrie » destinée aux riches touristes américains, allant des hôtels aux casinos, en passant par la prostitution.

C'est cette situation humiliante aux yeux des nationalistes cubains qui a été la base de la révolution castriste, d'autant plus que la faible bourgeoisie cubaine était privée de cette manne, tout entière accaparée par le clan Batista. La petite bourgeoisie nationaliste, dont Fidel Castro qui était un jeune avocat démocrate, était révoltée par la dictature. Quant aux travailleurs des villes et des campagnes, ils vivaient dans la misère et dans l'espoir qu'un changement de régime leur apporte un changement social.

Fidel Castro, son jeune frère Raúl, Che Guevara et leurs compagnons menèrent pendant deux ans une guérilla dans les montagnes, en s'appuyant sur les paysans. Leurs premiers succès contre l'armée de Batista, pourtant soutenu par les États-Unis, leur valurent le soutien et le ralliement de couches toujours plus importantes de la population. Non seulement les paysans des zones contrôlées par la guérilla les aidaient –sinon ils n'auraient pas pu s'y maintenir bien longtemps– et ceux du reste du pays plaçaient des espoirs dans leurs succès, mais c'était aussi de plus en plus le cas des classes privilégiées cubaines ulcérées par la dictature de Batista.

Dans le sillage des bourgeois cubains petits et grands, les différents partis d'opposition se rallièrent ou s'allièrent à la guérilla castriste. Le programme politique de Fidel Castro n'avait rien qui puisse les effrayer. Il voulait la fin de la dictature et de la corruption, et le retour à l'application de la Constitution démocratique de 1940. Nulle trace de

Richard Nixon, vice-président américain, serre la main de Fidel Castro en visite à Washington en 1959, avant la rupture.



marxisme ou de communisme. La classe ouvrière cubaine n'était d'ailleurs pas appelée à se mobiliser particulièrement, Castro voyant surtout dans les villes un vivier de recrutement pour son armée de guérilleros en expansion dans les montagnes.

Le régime de Batista finit par s'écrouler, le dictateur étant même lâché à la fin par son tuteur américain. Fidel Castro entra à La Havane en janvier 1959 et associa au pouvoir des hommes politiques de la bourgeoisie cubaine.

LES PRESSIONS AMÉRICAINES NE FONT PAS PLIER CASTRO

Les États-Unis étaient pourtant mal à l'aise avec Castro. Le groupe de dirigeants issus de la guérilla était des hommes qu'ils ne contrôlaient pas, qu'ils n'avaient pas eux-mêmes mis au pouvoir et qui jouissaient dans le pays d'une popularité telle qu'elle leur permettait d'avoir une base politique autonome.

Les États-Unis commencèrent à faire pression sur le nouveau pouvoir pour que Castro ne joue pas de rôle de premier plan. En réponse, celui-ci fit en sorte d'être nommé Premier ministre. Le président Eisenhower refusa de le rencontrer lorsqu'il vint aux États-Unis en avril 1959. À son retour à Cuba, Castro annonça une réforme agraire, assez modérée. Les dirigeants américains, et dans leur foulée Urrutia, le nouveau président cubain installé en janvier 1959, taxèrent Castro de communiste. Pourtant, il venait de déclarer: « *Nous*

voulons établir à Cuba une véritable démocratie, sans aucune trace de fascisme, de péronisme et de communisme. » À l'été 1959, Castro fit démissionner ce président qui se retournait contre lui. À La Havane, une manifestation gigantesque appuya Castro et démontra que la population le soutenait.

Toutefois, les pressions américaines croissantes firent se détacher du nouveau régime les hommes de la bourgeoisie cubaine les plus liés à l'impérialisme. Castro avait voulu s'appuyer sur toute la bourgeoisie et la petite bourgeoisie cubaines, en n'éliminant du pouvoir que ceux qui étaient les plus liés à Batista et qui étaient aussi vomis par la population. Mais des officiers de l'armée et des responsables de haut niveau de l'État démissionnèrent. Des propriétaires terriens, des industriels, des ingénieurs et des intellectuels commencèrent à quitter un pays qu'ils contrôlaient de moins en moins. Ils formèrent le noyau réactionnaire de l'immigration cubaine anticastriste aux États-Unis, concentrée à Miami en Floride. Mais cela ne fit pas céder le jeune régime.

En mars 1960 le ministre des Finances démissionna, car face aux menaces des États-Unis de ne plus acheter le sucre cubain – la canne à sucre était la principale production agricole de l'île – Castro entama des négociations commerciales avec l'URSS. En pleine guerre froide entre l'impérialisme américain et la bureaucratie soviétique,

Khrouchtchev était ravi de voir Cuba ne pas se plier aux diktats de Washington.

Lorsque le premier tanker contenant du pétrole soviétique accosta à Cuba, non seulement les États-Unis protestèrent contre ce qu'ils voyaient comme une ingérence soviétique dans « l'hémisphère occidental » sous leur coupe, mais les raffineries de l'île appartenant à des groupes pétroliers américains refusèrent de traiter ce pétrole.

Castro réagit en saisissant les raffineries. Les États-Unis réduisirent leurs achats de sucre. À l'été 1960, Castro nationalisa une partie des entreprises américaines opérant à Cuba, et étendit la réforme agraire. En octobre 1960, les États-Unis déclarèrent l'embargo sur toutes les exportations américaines vers Cuba, sauf certains médicaments et aliments, pendant que l'ambassadeur américain était « *rappelé pour consultation* » à Washington.

L'embargo décidé par Eisenhower est encore en vigueur et c'est Obama qui envisage à présent d'y mettre fin et d'échanger à nouveau des ambassadeurs avec La Havane.

L'ALLIANCE AVEC L'URSS

L'impérialisme américain ne se contenta pas de pressions économiques. Il monta et parraina une tentative militaire pour renverser le régime cubain. En avril 1961, plus d'un millier d'émigrés cubains anticastristes, financés et armés par la CIA, débarquèrent dans la baie des Cochons, au sud de l'île. Ils furent vaincus par les forces armées cubaines appuyées sur une mobilisation populaire incarnée dans des milices encadrées par le régime.

Si, avec le recul, on sait que cette défaite a mis fin aux vellétés d'intervention armée des États-Unis, la menace a toujours pesé sur Cuba. D'autant plus que l'armée américaine ne s'est pas privée d'intervenir dans de nombreux pays, y compris directement et officiellement chez des voisins de Cuba comme à Saint-Domingue en 1965, à la Grenade en 1983, au Panama en 1999 et en Haïti en 2004.

La CIA a même multiplié les tentatives d'assassinat de Fidel Castro, pendant que le département d'État (ministère des Affaires étrangères) classait Cuba parmi les « pays soutenant le terrorisme » !

C'est la menace militaire permanente et le blocus économique qui ont poussé Castro à l'alliance avec l'URSS. En 1962, Castro était prêt à accueillir des missiles nucléaires soviétiques à Cuba, qui auraient bien sûr été pointés vers le territoire américain. Après tout, Cuba était bien à la portée des missiles américains et son espace aérien souvent violé par l'US Air Force. C'est finalement l'URSS qui a reculé au dernier moment et annulé

leur installation, ne voulant pas risquer une guerre directe avec les États-Unis à propos de cette « crise des missiles ».

Cuba a tout de même noué une alliance solide avec la bureaucratie soviétique. À partir de 1962, Fidel Castro commença à se définir comme un marxiste-léniniste et proclama que Cuba marchait vers le « communisme ». En 1965, il transforma son Mouvement du 26 juillet, qui faisait référence à l'insurrection tentée en 1953 par les jeunes démocrates nationalistes contre Batista, en Parti communiste de Cuba.

Cuba a ensuite été un allié indéfectible de l'URSS, qui était indispensable à sa sécurité militaire et à sa survie économique. Non seulement face aux États-Unis, mais y compris en approuvant les crimes de la bureaucratie soviétique, comme l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968.

UN RÉGIME QUI DÉFIE L'IMPÉRIALISME

Le malheur de Cuba est que la géographie le situe dans l'arrière-cour de la plus grande puissance impérialiste du 20^e siècle. Jusqu'en 1959, les dirigeants cubains se soumettaient à cette emprise pesante, à cette forme de néo-colonialisme. Ils en tiraient un pouvoir soutenu par les États-Unis, et de substantiels avantages personnels. Fidel Castro a rompu avec ce comportement. Il a répondu à chaque pression impérialiste par une mesure touchant les intérêts américains à Cuba, jusqu'à la rupture complète.

Ce mauvais exemple, du point de vue impérialiste, est ce qui a gêné le plus les dirigeants successifs des États-Unis. Car pour être capable de résister aux États-Unis, le régime castriste a dû s'appuyer sur les classes populaires cubaines et bâtir en leur faveur un système social, éducatif, sanitaire bien plus avancé que ce qui existait dans les pays voisins. Les nationalisations successives ont fini par englober presque complètement l'économie cubaine, mettant entre les mains du régime castriste les moyens, non pas de développer réellement l'économie car ce n'était pas à la portée d'un petit pays comme Cuba, de plus victime d'un embargo, mais de faire des progrès rapides dans les domaines où la mobilisation de la population et de l'État pouvait aboutir rapidement à des résultats.

Ce n'était pas le socialisme ou le communisme. Ni avant que Castro ne se découvre marxiste-léniniste et ne s'allie à la bureaucratie soviétique, ni même après. À moins de considérer que le socialisme n'a aucun rapport avec la classe ouvrière, sa mobilisation, ses partis et ses instruments de pouvoir. Mais cela n'empêche pas que le régime nationaliste cubain a eu le mérite de tenir tête jusqu'à présent aux États-Unis.

La résistance opiniâtre de Cuba face à la superpuissance voisine a suscité bien des espoirs dans d'autres pays. Et c'est précisément une possible contagion à d'autres pays de la Caraïbe, ou d'Amérique latine, qui a longtemps inquiété la bourgeoisie américaine et lui a dicté sa politique continuellement hostile à Cuba.

DES RÉALISATIONS SOCIALES MALGRÉ UNE ÉCONOMIE ÉTOUFFÉE

Privée par l'embargo américain de ses liens économiques traditionnels, l'économie cubaine a été maintenue la tête hors de l'eau pendant des dizaines d'années par l'URSS, qui y voyait l'avantage de contrer les États-Unis pratiquement à domicile. Cuba s'est donc intégré dans l'espace économique constitué par l'URSS et les pays de son glacis, essentiellement en Europe de l'Est, au point que 90 % de ses échanges extérieurs dépendaient de cette zone dans les années 1980. Et, comme avant 1959, l'économie cubaine n'avait pratiquement qu'un seul atout à faire valoir dans ses échanges : le sucre. Castro misa donc sur le développement de la canne à sucre.

Cette spécialisation a permis à l'économie cubaine de survivre, mais absolument pas d'être indépendante. Ce qui n'est qu'un rêve nationaliste dans une économie internationale depuis longtemps. À Cuba les terres ont été affectées en priorité à la culture de la canne à sucre, au point que le pays a dû importer des produits alimentaires. La population a connu bien des restrictions dans la consommation de produits ordinaires. Mais à tout prendre pas plus, et plutôt moins que dans les pays voisins complètement soumis au capitalisme américain.

Et puis il faut mettre au crédit du régime cubain une mobilisation réussie dans le domaine de l'éducation qui a permis d'alphabétiser 100 % de la population selon l'Unicef, à comparer avec un taux de 72,5 % pour son voisin Haïti. De même pour la santé où, pour donner un indicateur classique de développement, la mortalité infantile à Cuba se situe entre celle du Canada et de la Nouvelle-Zélande, et est inférieure à celle des États-Unis selon les données de l'atlas de la CIA !

Les médecins cubains, appuyés par la production de médicaments bon marché, une des rares branches industrielles un peu développées dans l'île, ont une réputation justifiée. Et la diplomatie cubaine se sert régulièrement de cet atout en proposant ses services : ainsi le Venezuela de Chávez a pu offrir des services médicaux à sa population pauvre en fournissant en échange du pétrole peu cher à Cuba. Récemment, des centaines de médecins cubains sont allés combattre les ravages du virus Ebola en Afrique de l'Ouest.

Les dirigeants cubains poussent même parfois l'ironie jusqu'à proposer de l'aide humanitaire aux États-Unis, incapables et peu désireux de venir au secours de leurs propres populations défavorisées victimes de catastrophes comme l'ouragan Katrina qui a ravagé la Nouvelle-Orléans en 2005.

Soumise aux mêmes aléas climatiques que ses voisins du golfe du Mexique, la population cubaine en souffre beaucoup moins que celle d'Haïti ou même des très riches États-Unis. Une meilleure organisation sociale, des inégalités moindres, une plus grande confiance de la population envers les autorités, une plus grande attention du régime aux besoins de la population, tous ces facteurs font une réelle différence quand il s'agit d'évacuer une zone qui risque d'être touchée par un ouragan. Ils sont un reflet des choix politiques des dirigeants castristes.

UNE CATASTROPHE ÉCONOMIQUE...

Ces réussites, malgré le sous-développement du pays, expliquent que le régime castriste ait pu se maintenir pendant des décennies, sans trop de contestation. Mais cet équilibre a été bouleversé par la disparition de l'URSS en 1991 et le désintéret immédiat des nouveaux maîtres de la Russie post-soviétique vis-à-vis de Cuba.

En quelques années les échanges avec les ex-pays de l'Est ont chuté de 93 %, entraînant une baisse du PIB cubain de plus d'un tiers de sa valeur et une chute du revenu moyen par habitant encore plus importante.

Les dirigeants des États-Unis ont alors essayé d'achever l'économie cubaine, qui était déjà à genoux. Ils ont alors renforcé le blocus par deux lois, en 1992 et 1996, faisant notamment pression sur les autres pays tentés de commercer avec Cuba et menaçant de sanctions les entreprises non américaines ne respectant pas l'embargo décidé par Washington. Ainsi un navire commercial ne pouvait plus rallier un port américain dans les six mois suivant une escale à Cuba.

... QUI PROFITE AUX PRIVILÉGIÉS CUBAINS

Les années 1990 furent très dures pour Cuba. Le régime proclama une « période spéciale en temps de paix », surtout faite de restrictions pour la population. Le marché noir s'étendit. Castro entama une politique de réformes économiques allant toutes dans le sens de la création d'entreprises privées et d'une plus grande différenciation sociale.

Le secteur agricole de la canne à sucre perdit 600 000 emplois pendant que les marchés libres paysans étaient autorisés, sans que cela n'améliore le ravitaillement des pauvres dans les villes. Désormais le pays produit un million de tonnes de

sucre par an. C'est un recul considérable puisqu'il y a cinquante ans le régime avait fait de la production de 10 millions de tonnes de sucre à l'horizon 1970 une bataille économique majeure.

Le tourisme se développe depuis une quinzaine d'années avec l'autorisation d'investissements étrangers. Ce qui permet à une petite bourgeoisie cubaine, profitant de ses liens familiaux avec la diaspora cubaine, d'ouvrir des restaurants. Mais on constate aussi le retour de la prostitution. De nouveaux riches ont émergé, souvent en lien avec les dignitaires du régime, générant une corruption accrue.

Cuba a pu nouer des liens politiques et économiques avec le Venezuela de Chávez dans les années 2000, évitant ainsi le naufrage grâce à l'accès à un pétrole bon marché. Mais les pénuries et l'émergence d'une économie marchande sont des ferments qui attaquent par tous les bouts le régime castriste bâti sur un certain égalitarisme et la satisfaction des besoins de base de la population pauvre. Fidel Castro lui-même, commentant le danger du développement d'une petite et moyenne bourgeoisie, déclarait en 2005 : « *Les Yankees [les États-Unis] ne peuvent pas détruire ce processus révolutionnaire [le régime castriste], mais ce pays peut s'autodétruire lui-même.* »

En 2006, malade, Fidel Castro a laissé son frère Raúl jouer le rôle de premier plan sans que l'orientation politique ne change. En 2010, Raúl Castro a annoncé qu'un demi-million d'employés de l'État seraient licenciés et incités à devenir des travailleurs indépendants, sans trop savoir ni dans quel secteur économique ni avec quel capital. En 2011, le 6^e congrès du Parti communiste cubain a avalisé la suppression progressive de la *libreta*, un système de bons alimentaires mensuels permettant de vivre une quinzaine de jours. Selon Raúl Castro, la *libreta*, qui mettait les plus pauvres à l'abri de la faim, est devenue un « *fardeau insoutenable* ».

L'an dernier l'extension du port de Mariel, réalisée avec des capitaux brésiliens, a donné lieu à l'inauguration d'une zone franche. Et une loi récente garantit huit ans d'exemption fiscale pour les investissements étrangers sur l'île.

Désormais les discours officiels indiquent à l'adresse des marchés internationaux et des privilégiés locaux qu'il faut « diminuer des dépenses sociales énormes ». Tout en continuant à servir à la population pauvre les proclamations « révolutionnaires » habituelles, comme cet affichage : « *Les changements à Cuba amènent plus de socialisme.* » Répondant récemment à des journalistes, un cadre du régime castriste disait : « *Nous allons devenir comme la Chine ou le Vietnam, un pays socialiste avec le capitalisme.* »

Pour être exact, il faudrait parler de pays capitaliste utilisant une propagande « socialiste ».

Ce sont bien les couches les plus riches de l'île qui profitent de cette évolution économique. Surtout celles qui sont liées ou cherchent à se lier au monde bourgeois extérieur et en premier lieu à ceux des exilés cubains qui ont réussi aux États-Unis, ou bien celles qui sont proches de l'appareil d'État. Alors que la coupure la plus importante était jusqu'alors de 100 pesos, la mise en circulation de billets de 200, 500 et même 1 000 pesos depuis le 1^{er} février n'est certainement pas destinée aux classes populaires.

UNE PÉNÉTRATION ÉCONOMIQUE AMÉRICAINE ACCRUE

C'est dans ce contexte que l'impérialisme américain opère un revirement de sa politique cubaine. Ce changement n'est pas brutal, la rumeur de négociations secrètes entre les deux pays circulant depuis une dizaine d'années. Et de fait, l'embargo américain qui étrangle l'île s'est assoupli à partir de l'an 2000. Non pas que l'impérialisme américain ait alors voulu soulager les Cubains souffrant de pénuries alimentaires, mais parce que des grandes entreprises américaines ne voulaient plus être écartées de ce marché de 11 millions de personnes situé à moins de 200 kilomètres des côtes des États-Unis. Les groupes Cargill et Archer Daniels Midland, exportateurs de blé et de soja, ainsi que Tyson Food's et Pilgrim's Pride, producteurs de poulet congelé, ont pris pied sur le marché cubain.

À son arrivée à la Maison Blanche en 2009, Barack Obama avait assoupli les règles absurdes à propos des voyages aériens. Auparavant, un seul voyage tous les trois ans pouvait être effectué depuis les États-Unis vers Cuba, à condition d'arriver la veille à l'aéroport pour se plier à des formalités administratives des plus tatillonnes. Depuis 2009, on peut voyager une fois par an et on annonce à présent une fluidité supplémentaire.

Obama avait aussi levé certaines restrictions sur les transferts d'argent à destination de Cuba. Les milieux américano-cubains les plus réactionnaires s'y étaient déclarés hostiles, ne voulant pas permettre au régime castriste de profiter de cet assouplissement. D'autres Américano-cubains y voyaient au contraire le moyen d'une pénétration économique favorisant les petits entrepreneurs, avec qui ils ont des liens familiaux à Cuba. À présent, il existe un flux annuel d'un à trois milliards de dollars des États-Unis vers Cuba.

La communauté cubaine installée aux États-Unis est divisée sur l'attitude de l'impérialisme vis-à-vis de l'île. Les immigrés issus des anciennes classes privilégiées, venus par hostilité au

castrisme dès l'installation du régime, sont ceux qui ont réussi à peser dans la politique locale en Floride et en particulier à Miami, ainsi que dans le New Jersey. Si ce sont eux qui ont le plus les moyens de se faire entendre, ce ne sont pas forcément les plus nombreux. De multiples vagues d'immigrés ont suivi, la plupart pour des raisons économiques, ayant laissé à Cuba de la famille avec laquelle ils veulent garder le contact. Ceux-là sont plutôt favorables à une normalisation des rapports entre les États-Unis et Cuba. Toutefois, ils s'inquiètent que cela finisse par mettre fin au traitement de faveur permettant à tout Cubain mettant les pieds sur le sol américain de pouvoir être naturalisé bien plus facilement et rapidement que n'importe quel autre immigré latino-américain. Cette politique était un geste de propagande hostile au régime castriste et permettait de le priver le plus possible d'intellectuels et de cadres.

Quoi qu'il en soit, ce ne sont pas les postures des politiciens cherchant à obtenir les voix des Américains d'origine cubaine ni les jeux de pouvoir à Washington entre un président démocrate et des sénateurs républicains qui sont décisifs. Ce sont des intérêts bien plus puissants qui jouent aujourd'hui en faveur d'une lente normalisation des rapports entre l'impérialisme américain et le régime nationaliste cubain. L'ouverture potentielle de l'économie cubaine aux capitaux américains intéresse les hôtels Marriott, Coca-Cola et Pepsi-Cola dans le secteur du tourisme, les groupes de matériel agricole John Deere et Caterpillar, ainsi que des multinationales de l'alcool, du tabac et des télécommunications.

Cet appétit des entreprises américaines pour le marché cubain n'est certainement pas étranger au voyage à La Havane que le président français Hollande vient d'annoncer pour mai. Comme d'habitude, il servira de commis voyageur pour les capitalistes français qui, du fait de l'embargo américain, bénéficiaient jusqu'alors à Cuba de quelques opportunités profitables et qui craignent à présent d'en être évincés au bénéfice du puissant impérialisme voisin.

Aux États-Unis, certains envisagent même le développement d'un tourisme médical, qui verrait des Américains ayant des difficultés à assumer le coût important des soins dans leur propre pays, où tout le monde n'a pas d'assurance-santé couvrant tous les risques, venir se faire soigner à moindres frais à Cuba où la médecine est performante. On se demande alors si les Cubains pauvres pourraient eux-mêmes avoir encore accès à ces soins.

La pénétration américaine à Cuba suit même la voie de congrégations évangélistes qui s'y implantent en déployant une aide humanitaire, par exemple la fourniture d'eau potable dans une

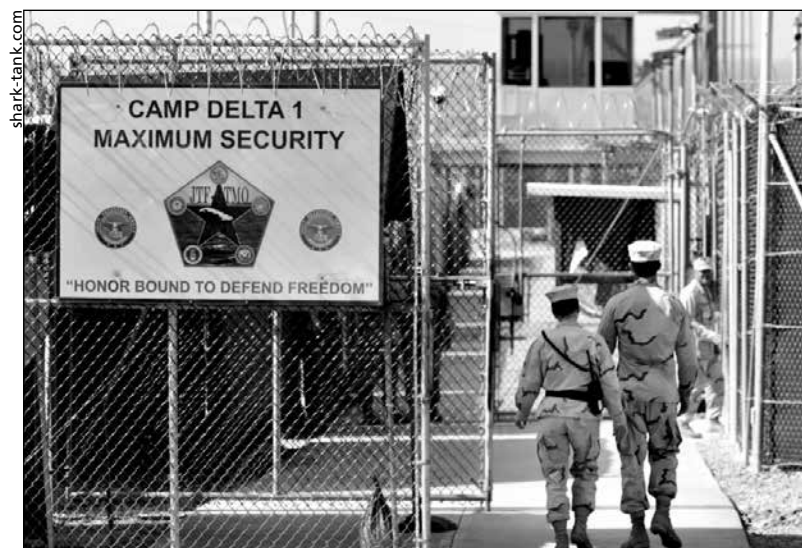
bourgade, là où l'État cubain a laissé les services publics se dégrader fortement.

DES NÉGOCIATIONS, MAIS PAS SUR UN PIED D'ÉGALITÉ

Si la levée de l'embargo est évoquée officiellement aux États-Unis depuis les déclarations du 17 décembre 2014, les pressions de l'impérialisme américain sur Cuba n'en continuent pas moins. Selon la Maison Blanche, la normalisation permettra de mettre plus de pression sur le régime castriste. Les dirigeants américains agitent en permanence la question de la démocratie et des droits de l'homme à Cuba.

Bien sûr le régime castriste a réprimé les opposants au fil des décennies. Il y a des prisonniers politiques à Cuba. Et la montée des inégalités a plutôt tendance à alimenter le mécontentement social, même si les opposants que soutiennent les pays impérialistes et dont parlent ici les médias ne sont pas les représentants politiques des travailleurs cubains. Mais la dictature politique n'a jamais tracassé la bourgeoisie américaine dans le choix de ses alliés. Particulièrement pas en Amérique latine, où la liste des dictateurs mis au pouvoir et soutenus par les États-Unis est longue.

Et puis, on entend beaucoup moins parler de droits de l'homme à propos d'un petit territoire de l'île de Cuba qui est sous contrôle des États-Unis : Guantánamo. Base navale de ses forces armées depuis plus d'un siècle, Guantánamo a abrité jusqu'à 10 000 soldats américains. Ils sont moins d'un millier aujourd'hui, mais ils sont les gardiens du camp de détention attendant où sont retenus, en dehors du contrôle de toute justice, et même torturés, des prisonniers du monde entier depuis 2001. Il en reste plus de 120 encore aujourd'hui, malgré les promesses d'Obama de fermer le



Camp américain de prisonniers à Guantánamo, portant la devise « Lié par l'honneur pour défendre la liberté »...

camp de Guantánamo. La Havane demande régulièrement que ce morceau de territoire cubain lui soit restitué.

Sous la pression des États-Unis, Cuba a relâché plusieurs dizaines de prisonniers depuis le 17 décembre pour montrer sa bonne volonté lors des négociations, pendant que les Américains libéraient plusieurs Cubains qu'ils détenaient sous des accusations d'espionnage. Mais, début janvier, la visite officielle à Cuba de parlementaires américains préférant discuter avec des dissidents cubains n'a pas été l'occasion pour eux de rencontrer Raúl Castro.

Dans les négociations actuelles, le bras de fer continue entre la plus grande puissance impérialiste et les dirigeants nationalistes de ce petit pays peu développé. La question d'éventuelles réparations financières est aussi mise sur le tapis : les États-Unis osent se plaindre encore de la nationalisation des avoirs des entreprises américaines au début des années 1950. Cuba rétorque en chiffrant le manque à gagner pour son économie durant 55 ans d'embargo.

Il y aura probablement encore bien des péripéties avant que les deux pays n'échangent ne serait-ce que des ambassadeurs, ce qui se fera peut-être au sommet des Amériques les 10 et 11 avril prochains, sans parler de la levée totale de l'embargo.

Ce sont les États-Unis qui ont fait le choix de modifier une politique s'avérant être une impasse face à la résistance cubaine à leurs pressions depuis plus de cinq décennies. Mais, s'il est certain que leurs trusts veulent tirer profit de l'économie cubaine, ils n'en ont pas un besoin vital. Au contraire, Cuba, qui n'a dû sa survie qu'à l'aide de l'URSS, puis à celle du Venezuela, lui-même en crise profonde actuellement, a absolument besoin d'échapper à l'embargo. Cela donne à la superpuissance américaine une position de force dans les négociations actuelles.

QUELLES PERSPECTIVES POUR LES TRAVAILLEURS CUBAINS ?

Sans surprise, Raúl Castro a déclaré récemment : « *Nous veillerons au respect de notre indépendance nationale et de notre autodétermination.* » Ce qui est une gageure, avec l'ouverture grandissante de l'économie cubaine aux capitaux américains. Mais cela, c'est le problème du régime nationaliste instauré par Fidel Castro en 1959 dans le but de permettre à Cuba d'échapper à l'emprise de son puissant voisin qui lui barre la

route du développement économique. Or il n'y a plus de développement national possible depuis longtemps dans un monde dominé par l'impérialisme. Cuba ne fait pas exception. De nombreux régimes nationalistes, dont certains se sont parés faussement des couleurs communistes, en ont fait l'amère expérience.

Ce qui n'empêche pas les communistes révolutionnaires d'être entièrement de leur côté dans leur confrontation aux puissances impérialistes. Et, dans le cas de Cuba, de réclamer la fin de l'embargo américain.

Toutefois, le régime castriste ne représente pas les intérêts de tous les Cubains. Il a certes longtemps recherché le soutien des travailleurs, et dans ce but leur a permis l'accès à l'éducation, à la médecine. Mais depuis une dizaine d'années le régime cubain a pris un tournant favorisant nettement le développement d'une petite et moyenne bourgeoisie au détriment des classes populaires des villes et des campagnes. Son caractère de classe s'est ainsi de plus en plus nettement affirmé quand les difficultés économiques se sont accrues.

C'est pourquoi il est dérisoire de rechercher une solution dans « *l'organisation de formes de pluralisme dans le Parti communiste cubain* », comme le réclame le bureau exécutif de la IV^e Internationale (ex-Secrétariat unifié) dans une déclaration de décembre 2014. Car cela revient à se mettre à la remorque du régime castriste, dont le caractère absolument non démocratique vis-à-vis de la classe ouvrière ne peut que s'accroître au moment où les différences sociales s'accroissent.

S'ils ne veulent pas faire les frais des nouveaux rapports diplomatiques de Cuba avec les États-Unis, et éviter que la pénétration du grand capital ne se traduise par une exploitation brutale et une misère plus grande, les travailleurs cubains ne peuvent avoir confiance que dans leurs propres forces et capacités d'organisation. L'État cubain, avec ou sans les frères Castro à sa tête, ne défendra pas leurs intérêts.

À l'heure où la bourgeoisie américaine et l'État cubain se rapprochent et souhaitent s'entendre sur leur dos, les travailleurs cubains trouveront peut-être de leur côté des alliés parmi les travailleurs américains dans un combat commun contre leurs oppresseurs. C'est en tout cas un rapprochement américano-cubain de ce type qui constitue la perspective internationaliste des communistes révolutionnaires.

16 mars 2015

Afrique du Sud

D'un syndicat rouge à un parti rouge ?

Nous publions ci-dessous la traduction d'un article de la revue trotskyste britannique Class Struggle publiée par nos camarades de Workers' Fight (n° 104, printemps 2015).

L'expulsion du Syndicat national des ouvriers de la métallurgie d'Afrique du Sud (Numsa) et de ses 338 000 adhérents des rangs de la principale confédération syndicale du pays, Cosatu (Congrès des syndicats sud-africains), le 7 novembre 2014, n'a surpris personne. Cela faisait des mois, voire des années que les commentateurs parlaient de tensions dans les rangs de Cosatu. Mais une telle rupture publique entre deux organisations appartenant au mouvement ouvrier officiel a néanmoins provoqué un choc.

Ses implications politiques sont importantes car il s'agit d'une scission dans la confédération syndicale qui participe au gouvernement du pays, en tant que troisième composante de l'alliance tripartite avec le Parti communiste sud-africain (SACP) et le Congrès national africain (ANC), et dont les structures se confondent depuis vingt ans avec celles de ses deux partenaires.

Numsa est le plus important et le plus combatif des 18 syndicats de Cosatu, qui compte 2 200 000 membres. C'est un syndicat qui se proclame « rouge », se revendique des « principes du marxisme-léninisme » et a le soutien officiel de sept ou huit autres syndicats affiliés à Cosatu. Derrière Numsa, un peu moins d'un million de travailleurs syndiqués se retrouvent ainsi dans les faits en opposition ouverte avec la direction de Cosatu.

Mais Numsa a aussi le soutien moral de centaines de milliers de travailleurs qui se sentent abandonnés tant par leurs directions syndicales que par l'ANC. Il peut certainement compter sur la solidarité des 50 000 mineurs qui, après avoir été trahis par le Syndicat national des mineurs (Num) affilié à Cosatu, avaient rejoint l'Association syndicale des mines et de la construction (Amcu), avant même le massacre des grévistes du platine, à Marikana, en 2012. Parmi ceux qui expriment leur solidarité avec Numsa, il y a également Nactu (Conseil national des syndicats), une confédération syndicale rivale de Cosatu dont on parle peu, mais qui existe depuis 1985 et à laquelle l'Amcu est affilié.

Cette rupture appelle un certain nombre de

questions : pourquoi les dirigeants de Cosatu ont-ils décidé d'excommunier Numsa dans un tel contexte ? Peuvent-ils s'en tirer sans dommages ? Et quelles seront les conséquences pour la classe ouvrière sud-africaine ?

LA RUPTURE DE NUMSA AVEC L'ANC

La raison principale de cette exclusion a été la décision de Numsa de rompre avec l'ANC, lors d'une conférence spéciale de délégués qui s'est tenue le 20 décembre 2013, tout juste quatre mois avant les élections législatives de 2014 et seulement quinze jours après la mort de cette icône de l'ANC qu'était Nelson Mandela.

Les porte-parole de Numsa ont justifié cette rupture en invoquant les multiples domaines dans lesquels l'ANC avait « été trop loin » : sa responsabilité dans le massacre des grévistes de la mine de platine Lonmin de Marikana, en 2012 ; les scandales de corruption qui l'ont touché ; sa politique économique décrite comme « néo-libérale » ; et enfin le fait que, selon les délégués de Numsa, l'ANC a depuis longtemps renoncé aux objectifs de la Charte de la liberté de 1955, le programme nationaliste et réformiste du mouvement de libération nationale anti-apartheid en général et de l'ANC en particulier.

Pourtant, bien sûr, pour une organisation comme Numsa qui se présente comme un « syndicat socialiste rouge », la Charte de la liberté n'a rien de révolutionnaire. Mais, comme ses porte-parole le soulignent, bien des objectifs de la Charte, qui seraient réalisables dans un cadre capitaliste, n'ont même pas vu un début de réalisation.

Ironie de l'histoire, l'ANC a promis cette année, à l'occasion du 60^e anniversaire de la Charte, de renouveler son engagement de réaliser ses objectifs. Mais même dans les limites des plus modérées fixées par cette Charte, il reste encore beaucoup de chemin à faire.

Par exemple, après vingt ans de règne de l'ANC, seulement 7 % des terres ont été reprises à leurs propriétaires blancs, « pour être redistribuées à ceux qui la travaillent », pour reprendre

les termes de la Charte. Bien entendu, les gens n'ont pas le « *droit d'occuper des terres là où ils le désirent* », comme le promettait la Charte. C'est pourquoi on a assisté à des occupations « illégales » de terres ces derniers temps. Il n'y a pas de salaire minimum ; les courtiers de main-d'œuvre (agences de recrutement privées) sont là pour faire en sorte que l'objectif d'un « *salaire égal pour un travail égal* » ne soit pas réalisé. Et « *les richesses minérales du sol, les banques et l'industrie monopolistique* » ne sont pas devenues la « *propriété du peuple tout entier* » comme le promettait la Charte. Bien sûr que non.

Numsa a également annoncé, lors de sa conférence spéciale de décembre 2013, qu'il étudiait la possibilité de lancer un nouveau parti ouvrier, dans la mesure où il considère que la faillite morale et politique de l'ANC et du SACP rend ces partis incapables de représenter les intérêts des pauvres et de la classe ouvrière. Et ce fut probablement là le fait le plus important de cette conférence. Depuis, Numsa a fait ce qu'il s'était engagé à faire, comme on va le voir.

Hormis la rupture de Numsa avec l'ANC et sa décision de promouvoir la construction d'un nouveau parti, Cosatu avait d'autres raisons « officielles » d'exclure Numsa. Par exemple, Numsa était accusé d'avoir débauché les membres de syndicats rivaux. Mais, en fait, il avait déjà demandé au ministère du Travail l'autorisation d'étendre son champ de recrutement à d'autres secteurs, autorisation qui lui fut effectivement accordée juste un mois après son exclusion.

Enfin, il y a les rivalités de factions au sein de Cosatu. La direction de Cosatu est aujourd'hui dominée par des partisans farouches (pour l'instant en tout cas) du gouvernement Zuma et par des membres de son mentor politique, le très stalinien SACP. Cette faction est dirigée par S'dumo Dlamini, un ancien infirmier membre du Nehawu (Syndicat national de l'éducation, de la santé et des secteurs connexes) qui est président de la confédération, et par son bras droit, Frans Baleni, le leader stalinien du syndicat des mineurs Num. Ce syndicat revendique toujours 300 000 membres, bien qu'il ait payé chèrement sa trahison des mineurs du platine, à la fois avant, pendant et après le massacre de Marikana.

Baleni siège au comité central du SACP. S'dumo Dlamini et le secrétaire général de l'ANC, Gwede Mantashe, un ancien secrétaire général du Num, siègent avec un autre pilier du Nehawu, Fikile Majola, au bureau politique de onze membres du SACP. Et, pour l'instant, leur soutien à tout ce que fait le gouvernement est sans faille.

Ces fidèles de Zuma et du SACP avaient

tenté en 2013 de se débarrasser définitivement du secrétaire général de Cosatu, Zwelinzima Vavi, qui était, à leur goût, trop critique envers le gouvernement. Ils avaient fabriqué contre lui une accusation de viol, charge qui fut retirée par la suite. Il avait également été faussement accusé de pratiques frauduleuses lors de la vente de l'ancien siège de Cosatu. Les accusations de fraude furent écartées, mais Vavi avait admis qu'il avait eu des relations sexuelles consensuelles avec une employée. Il fut suspendu pour cela, ce qui avait provoqué des tensions entre les syndicats partisans et adversaires de Vavi, en d'autres termes, entre les syndicats qui étaient prêts à se dresser contre la corruption du « *gouvernement bourgeois de l'ANC* », comme le décrivent les leaders de Numsa, et ceux qui étaient décidés à le défendre à tout prix.

Du fait des profondes rivalités internes au sein de Cosatu, Vavi continua à être menacé d'exclusion, tandis que son cas faisait la navette entre les tribunaux et les médiateurs autoproclamés de l'ANC. Numsa a toujours défendu Vavi, ce qui constituait une autre transgression impardonnable, même si Vavi a finalement été réintégré le 7 avril 2014, juste avant les élections législatives.

Mais ensuite Vavi se rendit coupable d'un autre « méfait ». Au lieu de déclarer explicitement son soutien à l'alliance ANC-SACP, comme l'avaient toujours fait les leaders de Cosatu dans le passé, il ne prit pas position. S'il n'avait pas tant tenu à garder son poste à la direction de Cosatu, peut-être aurait-il osé ouvrir la bouche et dire ce que tant de travailleurs pensaient. Il ne le fit pas. De même qu'il s'abstint d'assister à la réunion où fut prononcée l'expulsion de Numsa et que, après cette expulsion, il se cantonna dans une position équivoque, disant que oui, bien sûr, il était contre cette expulsion mais que, quand même, Numsa avait mal agi en chassant sur les territoires d'autres syndicats...

Il faut également rappeler que Vavi avait adopté une position tout aussi ambiguë sur une question bien plus importante : après le massacre de Marikana, il s'était refusé à condamner la police, le gouvernement, l'ANC ou le Num, se contentant de stigmatiser les conditions d'existence des mineurs. Cela lui avait valu des critiques à l'époque, mais il n'avait jamais corrigé sa position par la suite. Non sans ironie, Vavi avait déjà mis de l'eau dans son vin vis-à-vis de Zuma et compagnie lorsqu'il fut suspendu par la direction de Cosatu. Et pourtant, c'est malheureusement ce même Vavi que le secrétaire général adjoint de Numsa, Karl Cloete, aimerait voir à la présidence de l'Afrique du Sud, selon les propos qu'il a tenus lors d'une interview sur une radio locale.

Le processus qui devait aboutir à l'expulsion de Numsa occupa une bonne partie de l'année 2014. Diverses personnalités, représentants du gouvernement, du SACP et de l'ANC furent invitées à faire fonction d'arbitres. Même le vice-président de l'ANC, Cyril Ramaphosa, y alla de sa médiation, ce qui fit un beau scandale parmi les membres de Numsa, pour des raisons dont nous parlerons plus loin. Le congrès extraordinaire, requis par les statuts de Cosatu en cas d'expulsion d'un syndicat affilié, fut bien réclamé par neuf syndicats de la confédération, mais il ne fut jamais convoqué. En d'autres termes l'offensive de la direction de Cosatu contre Numsa était « antistatutaire ». Mais comme la seule contre-offensive qui lui fut opposée resta sur un terrain purement légal, elle refusa de faire marche arrière.

MIEUX VAUT MOINS, MAIS MIEUX...

La confrontation finale des 7 et 8 novembre 2014 eut donc aussi pour cadre une réunion spéciale « antistatutaire » du Comité exécutif central (CEC) de la confédération, au lieu du congrès extraordinaire qu'auraient exigé ses statuts. L'expulsion de Numsa y était jouée d'avance. Néanmoins, le secrétaire général de Numsa, Irvin Jim, choisit de se montrer plus diplomate que jamais, développant devant le comité un argumentaire en faveur de l'unité de la confédération pendant plus de trois heures. Néanmoins, à l'aube du lendemain, 33 membres du comité votèrent pour

l'exclusion et 24 contre. Numsa était désormais hors de Cosatu.

Aujourd'hui, la ligne de démarcation entre les deux tendances qui s'opposent parmi les leaders du mouvement ouvrier est publique et peut-être définitive : d'un côté « *les collaborateurs et les vendus* » qui contrôlent pour le moment Cosatu, et de l'autre les « *vrais révolutionnaires* » de Numsa et de 7 (ou 8) plus petits syndicats.

Ces alliés de Numsa sont dirigés par Fawu, le Syndicat des travailleurs de l'agroalimentaire (avec près de 114 000 membres). En fait, même s'il est resté discret à ce sujet, Fawu avait également décidé, lors d'un congrès de trois jours réuni en février 2014, de ne pas donner la consigne de voter pour l'ANC.

Les autres syndicats solidaires de Numsa sont le Syndicat des travailleurs du commerce, de l'habillement et assimilés d'Afrique du Sud (Saccawu avec 107 000 membres), le Syndicat des travailleurs de la communication (CWU, 18 000 membres), le Syndicat des travailleurs de l'état et assimilés d'Afrique du Sud (Sasawu, 144 000 membres), le Syndicat des travailleurs du secteur public et assimilés d'Afrique du Sud (Pawusa), l'Organisation démocratique du personnel infirmier d'Afrique du Sud (Denosa, 72 000 membres), et le Syndicat des footballeurs sud-africains (Safpu). Il y a aussi le cas particulier d'un huitième syndicat, le syndicat des travailleurs municipaux (Samwu, 180 000 membres). Au



Manifestation à Durban le 19 mars 2014, journée de grève nationale. Sur les pancartes de Numsa : « Stop à la division de la classe ouvrière ! », « Application de la Charte de la liberté maintenant ! », « Abattons le système capitaliste injuste maintenant ! »

départ, il avait soutenu Numsa. Mais au moment du vote sur son expulsion, trois des quatre délégués de Samwu ignorèrent leur mandat et se rangèrent dans le camp adverse. Néanmoins, nombre de sections locales de Samwu, comme celle de la province du Cap-Oriental, continuent à soutenir Numsa.

Une déclaration conjointe, en date du 13 novembre 2014, signée par les sections de la province du KwaZulu-Natal de Fawu, de Denosa, de Pawusa et de Numsa, donne une idée de leur humeur. Après avoir décrit la situation économique désastreuse des travailleurs, elle ajoute : « *Nous sommes, par conséquent, un peuple furieux. Le nombre de manifestations par habitant est probablement le plus élevé au monde, avec 1 882 manifestations violentes selon les derniers chiffres de la police [en fait, il y en a eu 2 000 en 2014], dans lesquelles il semble que ce soit la police qui verse le plus souvent le sang de nos travailleurs. Dans ses trois dernières enquêtes annuelles le Forum économique mondial a classé nos travailleurs comme étant les plus furieux de la planète. Cette année, Price Waterhouse Coopers a estimé nos milieux d'affaires comme étant les plus corrompus du monde.* »

Ils ajoutent que Cosatu a été paralysé par sa servilité politique envers le gouvernement et que « *pour dire les choses clairement, cette paralysie a conduit les travailleurs à se détourner de Cosatu. Lorsque les travailleurs ont été massacrés à Marikana et en grève dans le platine pendant cinq mois, lorsque des grèves sauvages à répétition ont éclaté à travers le pays; lorsque les travailleurs se sont battus pour un salaire décent à De Doorns [il s'agit des grèves de travailleurs agricoles de 2012-2013], et plus récemment, lorsqu'ils se battent comme ils le font aujourd'hui dans les services postaux, où était Cosatu ? Comme l'a fait remarquer Zwelinzima Vavi, il y a trop de dirigeants parmi ceux des syndicats affiliés à Cosatu qui sont eux-mêmes bénéficiaires du nouvel apartheid économique. Ils n'ont pas le courage de changer les relations de pouvoir.* »

Alors, aujourd'hui, la lutte se mène sur deux fronts. Il y a d'un côté la lutte pour l'unité syndicale contre les partisans du gouvernement dans le mouvement ouvrier; et de l'autre, il y a la lutte pour un nouveau parti ouvrier susceptible de faire retrouver à la classe ouvrière la voie de la révolution dont elle a été privée par le règlement politique qui marqua la transition après la fin de l'apartheid, en 1994, une révolution sociale destinée à, pour citer le programme de Numsa, « *exprimer nos objectifs communistes : de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins* ».

Dans un premier temps, Numsa était prêt à

accepter son exclusion de Cosatu, parce que bien trop d'énergie et de temps avaient déjà été gaspillés dans une bataille juridique perdue d'avance, d'abord contre la menace d'exclusion de Vavi puis contre celle visant Numsa. C'était l'opinion exprimée par le secrétaire général adjoint de Numsa, dans une interview de décembre 2014. Mais, alliés de Numsa, soucieux avant tout de restaurer l'unité de la confédération, tenaient à poursuivre les recours juridiques, ce qui fut fait, de même que demeure à l'ordre du jour l'exigence d'un congrès extraordinaire de Cosatu pour statuer sur l'expulsion de Numsa.

« *Il ne peut y avoir de Cosatu sans Numsa* », dit le chef de file du Fawu, Katishi Masemola. Mais il ajoute aussi que, si nécessaire, il pourrait y avoir une nouvelle confédération.

L'HISTOIRE DE NUMSA

Les membres de Numsa avaient pris la décision collective de rompre avec l'ANC tout juste quinze jours après la mort de Nelson Mandela, le leader légendaire de l'ANC et de la lutte contre l'apartheid. Les pleurs et les lamentations générales, même parmi de nombreux membres de Numsa, ne les ont pas dissuadés de faire le choix de cette rupture historique avec le passé. Cela dit, la plupart d'entre eux réalisent aujourd'hui que l'ANC et le SACP ont cyniquement tourné le dos à l'essentiel des aspirations sociales pour lesquelles ils étaient censés lutter et que ce que ces partis appellent le pouvoir de la majorité noire n'est que le pouvoir du capitalisme, avec une exploitation, une pauvreté et une misère sociale à peine atténuées par la disparition de l'apartheid. De sorte que, vingt ans après la transformation « en douceur » du système de l'apartheid en un régime dirigé par l'ANC, sous l'égide de Mandela, sans toucher aux institutions étatiques en place, le seul « héritage » des décennies de luttes passées est le gouvernement corrompu et assassin de Jacob Zuma. Car n'est-ce pas ce gouvernement qui a donné le feu vert au massacre des grévistes de la mine de platine Lonmin de Marikana, en 2012 ? Et n'est-ce pas Cyril Ramaphosa, aujourd'hui vice-président de Zuma, qui, plus que tout autre, a du sang sur les mains, parce qu'il était à la fois haut responsable de l'ANC à l'époque, gros actionnaire de Lonmin et l'un des hommes d'affaires les plus riches du pays.

En effet, ce massacre a été sans aucun doute la goutte d'eau qui a fait déborder le vase pour une très grande partie de la gauche sud-africaine et de ses militants syndicaux. Le fait de choisir son camp après Marikana a, en quelque sorte, séparé le bon grain de l'ivraie.

Les origines de Numsa remontent aux combats

des années 1980, sous l'apartheid. Il fut formé en mai 1987, à partir de la fusion de quatre syndicats organisant des travailleurs de l'automobile et de la métallurgie, des mineurs et des travailleurs d'industries liées aux précédentes. Ces syndicats avaient eux-mêmes été formés au début des années 1970, à une époque où ils devaient opérer dans l'illégalité, derrière la façade de « Fonds de prévoyance ouvriers ». Des milliers de travailleurs les avaient rejoints après les grandes grèves de Durban en 1972-1973. Le syndicat des travailleurs de la métallurgie avait ainsi été constitué en 1973. Il avait ensuite aidé à la création, en 1974, d'un conseil consultatif de coordination syndicale, et enfin à celle du prédécesseur de Cosatu actuel, la Fédération des syndicats sud-africains (Fosatu), formée en 1979. Le Cosatu aura donc chassé de ses rangs l'organisation même qui lui avait donné naissance !

Comme il a été dit précédemment, Numsa se présente lui-même comme un syndicat « rouge », dirigé par les travailleurs eux-mêmes. Il donne une formation intense à un noyau de dirigeants parmi des délégués syndicaux sélectionnés (la « brigade Mbuyiselo Ngwenda », du nom d'un ancien dirigeant de Numsa dans l'automobile), afin de construire un cadre politique, à la fois pour diriger le syndicat, mais aussi, désormais, pour promouvoir le « mouvement pour le socialisme » et le projet d'un parti ouvrier.

Ces délégués sont envoyés dans des stages politiques où on attend d'eux qu'ils étudient les classiques marxistes dont, par exemple, la brochure « *Que faire ?* » de Lénine, mais aussi des textes de Mao, de Staline et de représentants contemporains de diverses tendances post-marxistes ou anti-mondialistes, comme Samir Amin, Charles Post, Leo Panitch ou Marta Harnecker. Récemment, on leur a aussi donné à lire l'article d'Ernest Mandel « *Sur les partis d'avant-garde* ».

La question des mouvements sociaux est toujours abordée avec l'objectif déclaré que ce soient les travailleurs eux-mêmes qui en assurent la direction. Et Numsa a la possibilité réelle de le faire, grâce à son réseau d'organisations locales et aux compétences d'organiseurs de ses délégués.

Conformément à son engagement de construire un « mouvement pour le socialisme » et d'aider à la fondation d'un « vrai » parti ouvrier, Numsa a organisé, au début de l'année 2014, plusieurs conférences pour discuter de ces questions ainsi que du lancement d'un « Front unique ». Ces initiatives ont reçu une certaine publicité grâce au renfort apporté récemment par des personnalités telles que Ronnie Kasrils, un vieux dirigeant



Irvin Jim en meeting pour le lancement du Front unique, en juin 2014.

du SACP et ancien responsable de Umkhonto weSizwe (le Fer de lance de la nation, l'organisation militaire de l'ANC sous l'apartheid), qui a appelé à l'abstention aux dernières élections.

LA GRÈVE DE LA MÉTALLURGIE

En juillet 2014, Numsa a dû mettre ces questions temporairement de côté, tandis qu'il dirigeait une grève illimitée de plus de 220 000 ouvriers dans la métallurgie, la sidérurgie, la construction électrique, les télécoms et quelques secteurs annexes. Cette grève, qui engloba des ouvriers d'entreprises petites et grandes, mais aussi de la compagnie nationale d'électricité Eskom, démarra le 1^{er} juillet 2014 et dura quatre semaines.

Il s'agissait d'une grève sur les salaires. À l'origine, la revendication de Numsa était une augmentation de salaire de 15%. Mais avant le déclenchement de la grève (et après deux mois de pourparlers avec Seifsa, la fédération des employeurs de la métallurgie), il l'avait ramenée à 12%. Le syndicat exigeait également un accord bénéficiant à tous les travailleurs, qu'ils soient horaires ou mensuels, avec une clause de renégociation annuelle, ainsi que l'arrêt du recours aux agences de recrutement (sortes d'agences d'intérim qui fournissent aux employeurs des travailleurs sous un statut d'autoentrepreneurs).

Seifsa voulait pour sa part un accord de trois ans, avec une clause qui revenait de fait à ce que le syndicat renonce à recourir à la grève, et il fallut deux semaines de grève pour qu'elle finisse par offrir 9%, mais sans renoncer à cette clause.

C'était une grève ambitieuse et exceptionnelle. Elle visait en particulier à mettre au pas des PME notoirement dirigées par des patrons de choc payant des salaires de misère, et cela dans de multiples industries, de sorte qu'elle entraîna au coude-à-coude des travailleurs de



Manifestation de grévistes de Numsa le 1^{er} juillet 2014 à Johannesburg.

toutes catégories. Ce fut, dès le départ, une grève militante qui impliqua tous les grévistes dans ses actions. Cela n'avait rien à voir avec les grèves qu'on voit en Grande-Bretagne, où elles sont de simples gestes de protestation dépassant rarement 24 heures. Ce fut une grève illimitée jusqu'à satisfaction, dans tout le pays, avec des piquets de grève volants, des barrages sur les routes, des marches et des manifestations. La grève perturba l'approvisionnement en pièces chez Toyota, General Motors et Ford, les obligeant à arrêter la production dans leurs usines d'assemblage. Elle paralysa la construction des nouvelles centrales d'Eskom et, bien sûr, elle contraignit des milliers de PME, d'entrepôts et de chantiers à fermer.

Après quatre semaines de grève, Seifsa accepta de négocier. Elle offrit une augmentation de 10% par an pendant trois ans pour les plus bas salaires et des rallonges de 7,5% à 10% par an pendant trois ans, pour les autres. Elle abandonna également sa clause antigrève. Elle fit également d'autres concessions sur des questions telles que celle du préavis en cas de chômage technique, des congés de maternité, des temps de repos entre deux équipes, etc.

Le 29 juillet 2014, Numsa signa un accord avec la Seifsa. Mais ce n'était pas la fin de la grève, car pour toute une partie des grévistes qui étaient employés par les plus petites entreprises, elle se transforma en lock-out. Ces entreprises décidèrent soudain qu'elles n'étaient pas

représentées par la Seifsa et donc pas liées par cet accord. Certaines étaient effectivement membres d'une organisation patronale de PME, la Neasa, et d'autres y adhèrent. Elles déclarèrent ne pas pouvoir se permettre 10% de rallonge et mirent leurs travailleurs à la porte.

Ce lock-out ne dura pas moins de six mois. En décembre 2014, une décision du tribunal de l'emploi contraignit ces entreprises à mettre fin à leur lock-out et à payer les salaires dus aux travailleurs lock-outés. Mais cette décision fut suivie de toutes sortes de mesures de rétorsion contre les travailleurs et beaucoup furent licenciés pour avoir fait grève.

Mais Neasa refusait toujours les 10%. Elle fit appel contre l'extension de l'accord de la Seifsa à ses entreprises adhérentes et obtint gain de cause. En fin de compte, Numsa fut contraint d'accepter une rallonge de 8% pour ses membres dans les PME, pourtant les plus mal payés, au lieu des 10% obtenus dans les plus grandes entreprises.

Cette grève soulève quelques questions, bien sûr. Tous les travailleurs y auront gagné une augmentation de salaire très supérieure à ce qui est imaginable en Grande-Bretagne. Mais, même les mieux payés des syndiqués de Numsa ne touchent que 5 euros de l'heure, et les plus mal payés, 2,50 euros. Cela signifie qu'une augmentation de 10% ne représente pas tant que ça ! Les meilleurs salaires dans ce secteur, pour des

ouvriers qualifiés, représentent moins de la moitié du salaire minimum britannique. Or la nourriture et les produits de base ne coûtent qu'environ 25 à 30% de moins qu'en Grande-Bretagne! Mais là n'est pas la vraie question. Ce qu'on peut se demander, c'est pourquoi le problème avec la Neasa et ses patrons de combat n'avait pas été anticipé. Dans les faits, l'accord séparé de Numsa avec Seifsa offrit la possibilité aux patrons de diviser les rangs des grévistes et d'utiliser l'arme du lock-out contre les plus vulnérables. Quant à la Neasa, elle poursuit ses actions en justice. De sorte que, de toute évidence, Numsa aura de nouveau à s'occuper des ouvriers des PME dans un avenir proche.

Mais peu importe, dès la fin juillet 2014, Irvin Jim avait déjà déclaré à la presse que son syndicat avait remporté une victoire incontestable : « *Nous sommes heureux d'informer le public et le pays dans son ensemble que la dernière proposition [celle de la Seifa] est un produit de la sueur et de l'âpre combat mené par nos travailleurs pour un salaire décent. C'est le produit d'une bataille de quatre semaines, qui était déterminée à en finir avec le système de salaire digne de l'apartheid colonial en vigueur dans la métallurgie.* » Il avait ajouté qu'il s'agissait d'une victoire massive compte tenu de l'augmentation misérable proposée par les patrons avant la rupture des négociations. Sauf qu'après deux semaines de grève, cette proposition avait été portée à 9,5% à la mi-juillet et que Numsa avait finalement accepté tout juste 0,5% de plus, après deux semaines supplémentaires de grève.

Cela dit, comme certains commentateurs le notèrent, cette grève constitua un test de loyauté et de combativité pour les membres de Numsa, compte tenu du fait qu'au même moment leur syndicat devait faire face par ailleurs à de multiples menaces. Et le fait est qu'ils ont passé ce test haut la main!

RETOUR AU PROJET DE PARTI OUVRIER

Numsa revint à son « projet de parti ouvrier » en août 2014 en organisant une réunion officiellement intitulée « *Conférence internationale de Numsa : construisons notre propre mouvement pour le socialisme ; apprenons des luttes des autres* », à laquelle il invita 81 organisations politiques de 28 pays différents. Pour la brigade politique des délégués de Numsa, le nom donné à l'événement fut néanmoins plus prosaïque : « *Module 4 de la formation politique marxiste-léniniste* »!

Parmi les invités internationaux toutefois, seuls 40 participèrent effectivement. Ils furent interrogés pendant une semaine par les 140 délégués et dirigeants de Numsa présents. Ils durent répondre

à des questions sur la façon dont ils étaient organisés, expliquer pourquoi et détailler ce qu'ils avaient réussi à faire pour les travailleurs et, plus généralement, faire part de leur expérience militante aux membres de Numsa.

En fait, ces représentants internationaux avaient été sélectionnés selon certains critères qui révèlent en partie le point de vue politique de la direction de Numsa. Ils avaient été choisis parmi les partis de « gauche » au pouvoir, comme en Bolivie et autres pays d'Amérique du Sud ; ceux qui avaient « une certaine énergie révolutionnaire », catégorie dans laquelle on trouvait Die Linke pour l'Allemagne, le Front de Gauche pour la France et, bien sûr, Syriza pour la Grèce. Il y avait des délégués de syndicats qui avaient joué un rôle dans la mise en place de partis ouvriers, comme en Corée du Sud, à Trinité-et-Tobago, au Zimbabwe et en Zambie. Étaient également représentés une organisation d'extrême gauche du Brésil, une organisation de centre gauche des Philippines, le Parti communiste indien marxiste et des organisations syndicales, entre autres. Le problème de Numsa a sans doute été de savoir comment juger des prétentions de tout ce monde-là!

Bien sûr, le « phénomène Lula » et plus récemment, les « phénomènes » Chavez, Rousset et Morales au Venezuela, au Brésil et en Bolivie sont tous considérés comme des modèles par le mouvement ouvrier officiel incarné par Cosatu et le SACP. Cependant, la direction de Numsa (qui parle de son propre « phénomène Numsa ») en use aussi comme d'un point de départ, même si c'est pour conclure en général, mais en termes assez vagues, qu'il ne s'agit finalement que de « partis bourgeois » et que la classe ouvrière doit diriger elle-même en son propre nom.

Reste à savoir quels enseignements ont été tirés de ce congrès international. Pour y donner suite, des représentants de Numsa doivent aller rendre visite à diverses organisations à l'étranger. Irvin Jim a fait lui-même une tournée de conférences auprès des syndicats américains, qui sera suivie par des visites à Podemos en Espagne et à Syriza en Grèce.

PROJETS D'ÉDUCATION DES TRAVAILLEURS

La « Ford Indaba », assemblée organisée par Numsa sur les usines Ford au lendemain de son expulsion de Cosatu, le 17 novembre dernier, illustre le soin qu'apporte l'appareil du syndicat à s'expliquer devant sa base.

Le but de cette assemblée était d'expliquer aux délégués ce qui venait de se produire et de répondre à leurs questions. Irvin Jim, qui était à la tribune, commença par un rappel des principes

de base : « *Nous sommes un syndicat rouge parce que nous nous attaquons au caractère de classe du capitalisme ; les syndicats jaunes se contentent de négocier le meilleur accord pour leurs membres tout en s'accommodant du système capitaliste.* » Il rappela ensuite le préambule du programme de Numsa qui précise que Numsa est une organisation de lutte de classe : « *Nous, membres de Numsa, nous engageons fermement à édifier une Afrique du Sud unie, libre de toute oppression et exploitation économique. Nous croyons que cet objectif ne peut être réalisé que sous la direction d'une classe ouvrière organisée et unie.* »

Un des sous-titres de son exposé était : « *À quoi ressemble la direction de la classe ouvrière ?* » Suivait une explication de la conscience de classe et de la nécessité d'un parti de l'avant-garde ouvrière. Les autres sous-titres étaient les suivants : « *Pourquoi une direction de la classe ouvrière ; la nécessité d'une théorie révolutionnaire ; le contrôle démocratique des travailleurs* » et puis, finalement, la discussion sur l'exclusion. Il déclara aux délégués : « *Nous devons être présents dans les structures de Cosatu et les revendiquer au nom de la classe ouvrière.* »

D'autres réunions de ce type ont été organisées à travers le pays et Numsa a également commencé à convoquer des réunions de son « Front unique », bien qu'en vérité ce qu'il entend par là soit un « front populaire ». Ce Front unique est maintenant destiné à regrouper les « mouvements sociaux », des oppositionnels de l'ANC et du SACP et ceux qui manifestent contre les déficiences des services publics, afin d'essayer d'organiser des luttes plus efficaces et mieux coordonnées. L'avenir dira si les Combattants de la liberté économique (EFF) de Julius Malema seront eux aussi inclus dans ce Front unique. Pour l'instant, chacun dit ne pas y être opposé en principe, tout en s'accusant mutuellement d'être trop timide pour faire le premier pas. Il est vrai que la direction de Numsa traite avec un certain mépris l'idée que l'EFF pourrait avoir quoi que ce soit à voir avec le marxisme-léninisme comme il le prétend, contrairement à Numsa qui, lui, comprend Marx et Lénine. Mais il est bien difficile de savoir ce que cela signifie réellement de la part de Numsa : apparemment il s'agit d'un mélange fait d'un rejet de certains aspects du stalinisme tout en considérant le maoïsme comme acceptable, de références à la tradition du courant sud-africain pour la construction d'un parti ouvrier des années 1970-1980 (contre les nationalistes de l'ANC-SACP à l'époque), de quelques idées déformées issues de la tradition trotskyste et d'un langage qui se veut « internationaliste ».

Comme mentionné précédemment, en janvier 2015, Irvin Jim est parti pour une tournée de conférences aux États-Unis, donnant des interviews à des radios alternatives et prononçant des discours devant des sections syndicales. Il y a confirmé publiquement l'orientation « socialiste » de son syndicat (tous ses discours peuvent être vus sur YouTube). Toutefois, il a expliqué à des militants du syndicat de services SEIU de la santé que : « *Bien qu'on puisse discuter du fait que la Charte de la liberté soit ou non une ébauche socialiste, son adoption lors d'un Congrès du peuple en 1955 a été le résultat d'une décision collective quant à la forme de société que le peuple voulait pour l'Afrique du Sud, et elle trouve encore un écho auprès des masses.* » Mais évidemment, on n'a jamais proposé à ces masses le choix d'une autre « Charte », communiste celle-là, qui aurait pu remporter encore plus leur adhésion. Mais, là encore, Jim couvre ses arrières en prétendant que le *Manifeste communiste* et la Charte de la liberté sont presque identiques ! Espérons que ses disciples liront le *Manifeste communiste* eux-mêmes...

En fait, Irvin Jim a même été plus explicite sur son allégeance à la Charte de la liberté, quand il a lancé son Front unique, en disant : « *Notre appel à un front unique de la classe ouvrière et à un mouvement pour le socialisme est précisément une façon de défendre le programme national démocratique de la Charte de la liberté, qui reste le seul programme capable de jeter les bases d'une transformation socialiste de la société sud-africaine.* »

Cela montre les limites majeures du « phénomène Numsa ». La Charte de la liberté n'offre en fait qu'une perspective nationaliste, pas celle de l'internationalisme prolétarien auquel même Jim fait parfois allusion. Elle ne fait que ramener la classe ouvrière à la théorie de la révolution par étapes et du socialisme dans un seul pays, le programme stalinien que les partis communistes des pays sous-développés ont utilisé pour tromper la classe ouvrière et les masses pauvres depuis 90 ans.

Bien sûr, pour les travailleurs britanniques, y compris pour ceux d'entre eux qui militent à l'extrême gauche, le « syndicalisme rouge » de Numsa, sans parler de son projet de Parti ouvrier, peut sembler appartenir à une autre planète. Mais en Afrique du Sud, malgré ses limites, cela constitue une confirmation du fait que l'esprit de lutte des années 1980 est encore bien vivant.

Pour Numsa, cependant, l'avenir ne s'annonce pas simple, en premier lieu parce que la direction actuelle de Cosatu est largement inféodée au gouvernement corrompu et assassin de Jacob

Zuma. Et les travailleurs ont déjà vu jusqu'où il est prêt à aller pour protéger ses intérêts et ceux de sa clientèle. Le massacre des mineurs grévistes de Lonmin en août 2012 en est peut-être le pire exemple, mais il y en a beaucoup, beaucoup d'autres.

Les militants et dirigeants de Numsa peuvent s'attendre – et ils le savent – à ce que leurs adversaires ne reculent devant rien pour les arrêter dans leur entreprise. C'est ce qu'illustre, par exemple, l'assassinat de sang-froid de trois délégués de Numsa en août dernier, près de leur domicile dans le KwaZuluNatal. On montre déjà du doigt les membres de la commission exécutive de Cosatu qui ont suscité la création d'un syndicat de la métallurgie rival de Numsa, en utilisant ostensiblement d'anciens cadres de ce syndicat passés en dissidence, tel Cedric Gina, comme hommes de paille.

Lorsqu'on a interrogé Irvin Jim sur les menaces qui pouvaient peser sur sa vie, il a répondu sans ambiguïté : « ... ils peuvent s'attaquer à moi comme individu, mais pas à la classe ouvrière. C'est elle qui a le nombre. Et tout ce que nous avons à faire c'est d'élever son niveau de conscience face aux intérêts dominants, c'est-à-dire leur pillage, essentiellement, et leur gaspillage des ressources. Je pense que nous devrions tous être prêts à vivre pour faire avancer l'humanité plutôt que pour favoriser la cupidité. Je pense que s'ils me tuent... du moment que j'exprime les intérêts de la classe ouvrière, celle-ci continuera le combat. Ils ne peuvent pas tous nous tuer. »

La situation peut être lourde de dangers pour ceux qui choisissent de s'attaquer au pouvoir et au système, mais aussi riche en possibilités, précisément en raison de l'évolution politique qui s'est produite au sein et autour de Numsa et qui l'a amené au point où il en est aujourd'hui.

VERS LE PARTI DONT A BESOIN LA CLASSE OUVRIÈRE ?

Numsa fera-t-il ce qu'il a dit ? Lancera-t-il un parti ouvrier avec l'intention de mener une lutte politique sérieuse contre l'alliance ANC-SACP ? Et pas seulement sur le plan électoral ?

Les discussions au sein de Numsa pour savoir si le nouveau parti doit être un parti de masse ou un parti d'avant-garde sont-elles significatives, c'est-à-dire basées sur une réelle compréhension du léninisme auquel ses dirigeants disent se référer, ou bien n'est-ce qu'une abstraction ? Numsa se laissera-t-il influencer et détourner de ses objectifs par ses relations avec certains réformistes des

plus abjects auprès de qui sa direction a choisi d'« apprendre », ou ceux qui prétendent avoir des références révolutionnaires, mais ne sont pas ce qu'ils disent être ? Il est impossible de ne pas être tenté de préjuger négativement de l'avenir du « moment Numsa ». Cela tient à ses choix d'alliances politiques et à sa réticence à s'engager avec des tendances révolutionnaires comme le trotskysme, sinon dans les formes dérivées qu'il revêt en Afrique du Sud, telles que le Wasp (parti ouvrier et socialiste, dont la politique reflète celle du Socialist Party britannique), entre autres.

Pour l'instant, cependant, Irvin Jim continue de donner plus ou moins les bonnes réponses et c'est en soi une source d'inspiration pour les militants ouvriers potentiels.

Par exemple, lorsqu'on lui a demandé dans une interview sur *Real News* (une chaîne américaine indépendante d'information de gauche) si Numsa organiserait une nouvelle confédération syndicale, il a répondu : « Une chose sur laquelle nous ne ferons pas marche arrière, c'est la poursuite de la lutte pour l'union des travailleurs sud-africains, parce qu'ils doivent continuer à être une boussole, car seule la classe ouvrière est capable de mener la révolution à sa conclusion logique... Elle est la plus exploitée. Et si elle a un instrument politique clair, un parti d'avant-garde qui élève son niveau de conscience au niveau de celui de la classe qui l'exploite, cette classe ouvrière peut être prête pour la révolution. »

Il a également ajouté : « Nous demandons à nos membres de rejoindre le mouvement de la classe ouvrière internationale, nous savons que ce n'est pas localement que nous avons affaire au capital et au capitalisme, mais internationalement. »

La direction de Numsa a pris un cap exaltant et courageux, et il est temps que cela arrive en Afrique du Sud. Ce pays a une classe ouvrière organisée, politisée et combative qui mérite bien mieux que les dirigeants corrompus, ridicules et criminels qui siègent au gouvernement et dans les directions de l'ANC, du SACP et de Cosatu.

L'initiative de Numsa conduira-t-elle enfin à l'émergence de l'instrument politique dont la classe ouvrière sud-africaine a besoin, un parti révolutionnaire se fixant comme objectif de renverser le capitalisme, non seulement en Afrique du Sud, mais à l'échelle internationale ? L'avenir le dira. Mais au moins, en soulevant la nécessité pour la classe ouvrière de construire sa propre organisation politique, il montre la bonne direction.

22 février 2015

Mexique

Un régime en état de décomposition avancée



Dans la nuit du 26 au 27 septembre 2014, à Iguala, dans l'État du Guerrero, au sud du Mexique, des policiers ont attaqué des étudiants d'une école normale rurale avant de livrer 43 d'entre eux aux hommes de main d'un cartel local qui les a assassinés. Le caractère atroce de cette affaire a mis à jour la collusion entre la police, les gangs, le maire d'Iguala et le gouverneur du Guerrero, révélant le niveau de corruption mais aussi de décomposition du régime politique du Mexique.

La municipalité d'Iguala, comme beaucoup d'autres, était sous la coupe de criminels et de fonctionnaires corrompus. Le maire avait épousé la sœur de membres du cartel. Il avait d'ailleurs été choisi pour ce poste par un dirigeant de l'État du Guerrero à cause de ses liens familiaux. Ce cartel du Guerrero, comme tous les autres, s'est imposé par la terreur avec le soutien des pouvoirs



Protestation populaire après les assassinats d'Iguala: « Maire d'Iguala, tu peux dormir après la mort de nos enfants ? »

locaux. Bien avant cette affaire, en effet, le gouverneur de l'État était complice des disparitions et exécutions de militants ou d'étudiants, liés à des organisations paysannes ou à des groupes d'autodéfense communautaires. Faire appel aux gangs pour réprimer la contestation est une pratique courante des pouvoirs locaux.

Le maire comme le gouverneur, qui ont dû quitter leurs fonctions du fait de ce scandale, appartiennent au Parti de la révolution démocratique (PRD) qui prétendait, en naissant il y a vingt-cinq ans, en finir avec la corruption et le clientélisme qui rongent le pays, et qui est désormais aussi corrompu que ses concurrents.

Les meurtres d'Iguala ne sont pas la première atrocité au Mexique. Bien d'autres avaient déjà affleuré dans l'actualité comme ces milliers de viols et d'assassinats de jeunes femmes dans la région de Ciudad Juarez, au nord du pays, au cœur des « maquilas », ces entreprises qui sous-traitent la fabrication de télévisions et d'ordinateurs pour le marché mondial en exploitant de jeunes ouvrières sous-payées et corvéables à merci. Il y a eu aussi l'affaire Florence Cassez qui suggérait que pouvoir politique, police, gangs et médias pouvaient être en très bons termes. Enfin, un peu avant Iguala, un rapport d'Amnesty international signalait que la torture pratiquée par des fonctionnaires d'État avait augmenté de 600 % ces dix dernières années. Le rapport dénonçait l'impunité des tortionnaires et l'inertie des deux institutions censées protéger les victimes, le procureur général et la Commission nationale des droits de l'homme.

À peine le massacre d'Iguala était-il révélé que les Mexicains découvraient un autre massacre. Après un affrontement armé entre des soldats et un groupe présenté comme un gang, on découvrit que ces militaires avaient froidement exécuté vingt personnes de ce groupe, dont une jeune fille de 15 ans. Ce massacre était dissimulé depuis juin 2014. Sa révélation après l'affaire d'Iguala tombait mal.

Ces affaires, et bien d'autres, sont les fruits de la corruption et du caractère répressif de l'État mexicain, auxquels s'est ajoutée ces dernières années la violence des cartels de la drogue qui ont pris un formidable essor. Cela gangrène un Mexique qui, sous le joug de sa bourgeoisie et de l'impérialisme nord-américain, est submergé par le chômage, la corruption, la misère, la violence, la répression, c'est-à-dire en pleine décomposition politique et sociale.

LE PARTI RÉVOLUTIONNAIRE INSTITUTIONNEL, HÉRITIER DES FOSSOYEURS DE LA RÉVOLUTION

Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), chassé du pouvoir en 2000 après 71 ans de règne, est revenu aux affaires en 2012. Il en avait été écarté douze années par son frère ennemi, le PAN, un parti de droite né en 1939 d'une scission du PRI d'opposants proches de l'église et, alors, adversaires des réformes de Cárdenas.

Le PRI est l'héritier du parti fondé en 1929 par Plutarco Elias Calles qui changea deux fois de nom avant de devenir le PRI. Pendant la révolution mexicaine dont le radicalisme était dû à l'entrée en scène d'armées paysannes conduites par Pancho Villa et Emiliano Zapata, Calles fut d'abord leur allié puis il choisit le camp de ceux qui allaient profiter de cette révolution en faisant rentrer dans le rang les paysans insurgés.

La révolution avait éclaté en 1910 pour mettre un terme à 35 ans de dictature de Porfirio Diaz. Dans les dernières années du 19^e siècle, celui-ci avait entamé l'industrialisation du pays notamment pour mettre une main-d'œuvre bon marché à la disposition des capitalistes étrangers, en tête le voisin nord-américain. « *Pauvre Mexique, si loin de dieu et si près des États-Unis* », avait lancé un jour le cynique dictateur. On construisit ports, routes et voies ferrées destinés à faciliter le pillage impérialiste des ressources du pays : sucre dans le centre, élevage dans le nord, café dans le sud, divers minerais et pétrole.

Les paysans pauvres, traités comme des esclaves, avaient soif de terres : 1 % de la population possédait 97 % de la superficie du pays, et 96 % de la population se partageaient 1 % des terres ! Cette concentration terrienne s'accompagnait d'une répression féroce contre toute contestation. En 1908, plusieurs soulèvements paysans furent durement réprimés.

Les ouvriers n'étaient guère mieux traités. En 1900 parut à Mexico le journal anarchiste *Regeneración*, publié par les frères Florès Magon, qui entendait défendre les intérêts des ouvriers et des paysans pauvres. Les frères Magon durent quitter le Mexique en 1904 à cause de la répression. Mais la diffusion du journal continua. Il inspira les militants ouvriers qui allaient lancer des syndicats à partir de 1904. *Regeneración* appelait à une réforme agraire radicale, l'annulation des dettes des paysans, la restitution des terres communales (*ejidos*) et des terres en friche, mais aussi la journée de travail de huit heures, l'interdiction du travail des enfants, un salaire minimum, le repos dominical obligatoire, l'abolition des *tiendas de raya* (les commerces appartenant aux employeurs où s'endettaient les salariés), des droits pour les

travailleurs, des indemnités pour les accidents de travail et des pensions de retraite; un programme résumé en une formule: «*terre et liberté*».

En 1904, plusieurs commerces de la capitale Mexico virent leurs employés lancer une pétition pour obtenir des heures de liberté le dimanche, déclenchant contre eux la colère des patrons. En 1906, dans la mine de Cananea (État du Sonora), les mineurs mexicains en grève exigèrent des salaires égaux à ceux des travailleurs nord-américains employés par la même mine et payés double. Des militants magonistes distribuèrent des tracts en faveur de la grève et un manifeste politique exigeant un gouvernement représentatif et la démission de Porfirio Diaz. Pendant la grève, des bâtiments furent brûlés, des magasins de la compagnie pillés et les affrontements entre grévistes et nervis de la compagnie minière tuèrent vingt personnes et firent autant de blessés. L'armée fédérale mit fin à la grève. Les dirigeants des mineurs furent jetés en prison.

La grève frappa ensuite le secteur textile. Les patrons obtinrent l'arbitrage de Diaz. Il rendit sa décision en 1907: une poignée de mesures sociales mais la grève restait interdite. Les travailleurs d'Orizaba, où se concentrait le plus grand nombre d'usines textiles, rejetèrent cette décision. Parmi eux, les travailleurs de Rio Blanco, affamés mais décidés, donnèrent l'assaut aux magasins de la compagnie mais furent sauvagement réprimés. Il y eut 200 morts.

Malgré la répression, les cheminots se préparaient à la grève en 1908. Diaz les menaça de réquisition et la grève fut suspendue. Diaz reprit l'initiative en déclarant qu'il serait ravi que se crée un parti d'opposition. Ce qui n'était qu'une diversion fut pris au mot par un propriétaire foncier de la région du Morelos, Francisco Madero. Sa campagne pour l'élection présidentielle de 1910 fut un succès, Diaz le fit donc arrêter quelques jours avant le vote et fut réélu! Madero s'évada, proclama la nullité des élections et appela à l'insurrection. Un groupe de petits paysans propriétaires, conduit par Pancho Villa, et des mineurs dirigés par Pascual Orozco, répondirent à cet appel. Les paysans espéraient obtenir des terres, les mineurs la journée de huit heures payées dix. En mars 1911, ils furent rejoints par des paysans du Morelos conduits par Emiliano Zapata, motivés par la promesse de Madero de restituer les terres communales.

Le 21 mai, Diaz partait en exil et le 7 juin, Madero entra dans Mexico. Le 6 novembre, il était élu président. Comme il tardait à rendre les terres communales, Zapata et ses troupes se soulevèrent pour s'en emparer. Dans son programme, Zapata invitait les paysans à prendre ces terres et

à les défendre les armes à la main. Il réclamait par ailleurs l'expropriation sans compensation des terres de l'Église catholique et la nationalisation sans compensation des biens des capitalistes et des propriétaires opposés à la révolution. En réponse, Madero lança contre eux l'armée du général Huerta. Mais l'insurrection paysanne s'étendit. Ayant renoncé à la réforme agraire qu'il avait prétendu incarner, Madero se retrouva isolé. Soutenu par les États-Unis, le général Huerta joua sa carte. Il emprisonna Madero et le fit assassiner le 22 février 1913.

À son tour, Huerta fut écarté par un autre grand propriétaire et politicien, Venustiano Carranza. Celui-ci s'attira le soutien des possédants et des États-Unis en annonçant que les propriétaires, mexicains ou pas, pourraient réclamer des indemnités pour les dommages causés par la révolution. Mais il lui fallait à son tour venir à bout de l'insurrection paysanne.

Au nord, Pancho Villa conduisait une armée de dizaines de milliers d'hommes qui l'emporta à plusieurs reprises sur les troupes de l'État fédéral tandis que, dans le Morelos, les paysans armés de Zapata lançaient une réforme agraire radicale. Fin 1914, au faîte de leur puissance, les deux armées entrèrent dans Mexico. Villa et Zapata se firent photographier dans les fauteuils du gouvernement, mais retournèrent dans leurs fiefs respectifs. Dirigeants d'une révolution paysanne, ils ne se voyaient pas exercer le pouvoir à Mexico. Comme l'a écrit un historien de la révolution mexicaine: «*Exercer le pouvoir exige d'avoir un programme. Appliquer un programme impose d'avoir une politique. Mettre en œuvre une politique exige un parti. Mais les paysans n'avaient rien de tout ça.*»

LA CLASSE OUVRIÈRE DANS LA RÉVOLUTION MEXICAINE

La classe ouvrière, dont les luttes avaient été un prologue à la révolution, aurait pu donner une base à la révolution dans les villes. Mais les principaux dirigeants ouvriers de la Casa del obrero mundial (Maison de l'ouvrier du monde), qui organisait 50 000 ouvriers, avaient des préjugés contre les paysans et ne cherchèrent pas à s'allier avec eux. De plus, de formation anarchiste, ils ne comprenaient pas la nécessité pour la classe ouvrière de prendre le pouvoir. Après des hésitations, ils finirent par négocier avec le général Alvaro Obregón qui, d'abord avec Carranza puis sans lui, allait être l'artisan de la reconquête du pouvoir par la bourgeoisie. Après avoir publié un décret qui rendait les terres communales aux paysans, Carranza plaça la compagnie de téléphone Ericsson sous le contrôle du syndicat des travailleurs

de l'électricité qui mit à la tête de l'entreprise le dirigeant syndical Luis Morones qui allait devenir un important allié d'Obregón et Carranza.

En promettant de reconnaître les syndicats et d'accorder des droits aux travailleurs, Obregón put enrôler dans son armée jusqu'à 10 000 travailleurs dans des bataillons ouvriers, ce qui allait être d'un apport décisif dans la lutte contre les armées de Villa et Zapata. Certains militants s'y opposèrent. D'autres restèrent neutres. Et d'autres encore rejoignirent les armées paysannes.

En 1915 se noua donc une alliance décisive entre l'État et la classe ouvrière qui, en absence d'une politique indépendante, allait donner son caractère original au régime bourgeois qui sortirait de dix années de luttes révolutionnaires. Obregón, plus que Carranza, avait compris que pour que leur clan l'emporte, cette alliance avec le mouvement ouvrier était indispensable. Il y eut encore cinq ans d'affrontements jusqu'en 1920. Sans alliés dans les villes, les paysans insurgés restèrent isolés dans leurs différentes régions et le général Obregón put ainsi en venir à bout. Les bataillons ouvriers démobilisés, il y eut en 1916 un regain des luttes ouvrières et les affrontements furent violents. Obregón l'emporta en fermant la Casa.

Puis Carranza et Obregón s'affrontèrent. Mais, là encore avec l'appui de Morones et de la nouvelle centrale syndicale lancée en 1919, la Confédération régionale des ouvriers mexicains (Crom), Obregón l'emporta. Président de 1920 à 1924, il reprit une partie des revendications paysannes en même temps qu'il faisait assassiner Zapata et Villa. En 1924, Plutarco Calles lui succéda. S'étant heurté aux milieux conservateurs, notamment l'Église catholique, Obregón fut assassiné en 1928 par un catholique. Calles ne pouvant plus se représenter, il continua à tirer les ficelles de la politique derrière des présidents de paille jusqu'en 1934, date à laquelle il fut à son tour écarté par Lazaro Cárdenas.

Tout au long des années 1920, aussi bien Obregón que Calles bénéficièrent du soutien de la Crom qui reçut en échange des postes gouvernementaux. Dans un premier temps, les bureaucrates de la Crom conservèrent le langage lutte de classe de leurs origines anarchistes. Mais, en 1927, ils avouèrent ne pas être « *des ennemis du capital, mais plutôt ses collaborateurs* ». Ils contrecarrèrent l'influence des militants anarcho-syndicalistes ou communistes dans plusieurs secteurs du mouvement ouvrier, sans toutefois juguler la corporation la plus combative, les cheminots. Dans le secteur pétrolier en revanche, les patrons étaient tout-puissants et imposaient leur dictature aux salariés en s'appuyant sur des

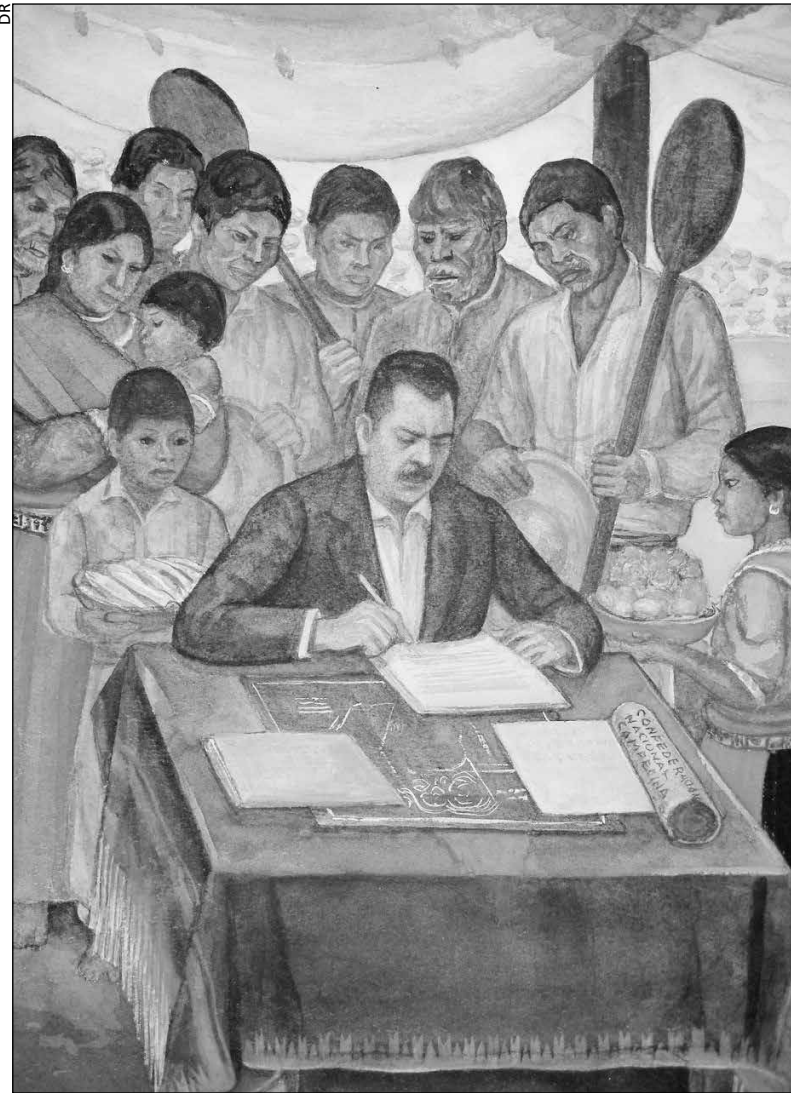


Tableau représentant Lazaro Cardenas signant le décret de la réforme agraire.

nervis, les gardes blanches. Enfin, une large part de l'économie, les mines, le bois, le café, le coton, le caoutchouc ou le sucre, restait entre les mains du capital étranger. Les affrontements avec les forces conservatrices eurent aussi pour conséquence de renforcer le poids du capital étranger, ce qui exacerba le sentiment national, un sentiment dont Cárdenas allait tirer avantage.

UN SEXTENNAT DE CONCESSIONS AUX TRAVAILLEURS

La crise de 1929 n'épargna pas le Mexique. Les masses ouvrières et paysannes entrèrent à nouveau en mouvement. Les grèves se multiplièrent à partir de 1932 et devinrent intenses en 1934-1936. La crise avait affaibli la Crom et une nouvelle organisation syndicale, dirigée par Lombardo Toledano, était apparue. En 1934, Lazaro Cárdenas fut élu. Plus encore que les précédents dirigeants du Mexique né de la révolution, Lazaro Cárdenas avait conscience de la

nécessité d'encadrer les ouvriers et paysans. Il fit sa campagne électorale en invitant, dans tout le pays, ouvriers et paysans à s'organiser. Il changea le nom de son parti qu'il baptisa Parti de la révolution mexicaine avec pour devise « *une démocratie pour les travailleurs* ».

En 1935, les dirigeants des principaux syndicats décidèrent de le soutenir. Cárdenas était pour une centrale unique regroupant « *les blancs comme les rouges* ». Cette centrale, la Confédération des travailleurs mexicains (CTM) vit le jour en 1936. Les grèves continuèrent chez les électriciens, puis dans l'industrie du pétrole en 1937. Les compagnies pétrolières anglo-saxonnes, ne voulant rien céder aux ouvriers, passèrent outre aux injonctions des tribunaux mexicains. Pour les travailleurs en lutte, pour les dirigeants syndicaux, mais aussi pour une partie des gouvernants, l'expropriation était désormais à l'ordre du jour. Cárdenas en fit son affaire, celle de l'État mexicain contre les compagnies. Le 18 mars 1938, il annonça leur expropriation avec la limite cependant que les compagnies expropriées furent finalement indemnisées, en même temps qu'il refusait que ces compagnies soient placées sous administration ouvrière. Cárdenas n'ayant pas cédé aux compagnies étrangères, il laissa l'image d'un champion de l'indépendance du Mexique face à l'impérialisme.

Par ailleurs, il renforça les droits accordés aux syndicats et lança la plus vaste réforme agraire depuis la révolution. Les sept réformes agraires précédant celle-ci avaient fait 780 000 bénéficiaires. Celle de Cárdenas en fit 730 000, quasiment autant. De cette manière, ce président renforça les liens entre les classes populaires et l'État, s'appuyant sur ce soutien pour faire avancer sa politique nationaliste.

Trotsky écrivit à ce sujet : « *Dans les pays industriellement arriérés, le capital étranger joue un rôle décisif. D'où la faiblesse relative de la bourgeoisie nationale par rapport au prolétariat national. Ceci crée des conditions particulières du pouvoir d'État. Le gouvernement louvoie entre le capital étranger et le capital indigène, entre la faible bourgeoisie nationale et le prolétariat relativement puissant. Cela confère au gouvernement un caractère bonapartiste sui generis particulier. Il s'élève, pour ainsi dire, au-dessus des classes. En réalité, il peut gouverner, soit en se faisant l'instrument du capital étranger et en maintenant le prolétariat dans les chaînes de la dictature militaire, soit en manœuvrant avec le prolétariat et en allant même jusqu'à lui faire des concessions et conquérir ainsi la possibilité de jouir d'une certaine liberté à l'égard des capitalistes étrangers.* »

C'est cette dernière option qu'avait prise

Cárdenas. Ses successeurs allaient choisir l'autre. En 1946, le Parti de la révolution mexicaine prenait le nom quelque peu contradictoire de Parti révolutionnaire institutionnel.

Après-guerre, le PRI continua de s'afficher comme l'héritier de la révolution mexicaine. Mais il renforça son système de parti unique qui s'appuyait sur les notables locaux, les « caciques », les nouveaux propriétaires parvenus de la révolution, les fonctionnaires d'État et les dirigeants syndicaux. Tous dans leur secteur agissaient comme des « parrains » d'une mafia d'État, distribuant emplois, aides et protection.

Malgré un système électoral appuyé sur un mandat de six ans non renouvelable, le régime politique était de fait une dictature qui entendait encadrer la population, empêcher les soulèvements populaires et permettre à la bourgeoisie de vaquer à ses affaires et d'entretenir de fructueuses relations avec le grand voisin du Nord, les États-Unis.

Dans un pays où la misère est restée un mal endémique, où aujourd'hui encore des dizaines de millions de Mexicains ne mangent pas à leur faim et survivent avec des petits boulots, la contestation ouvrière et paysanne n'a jamais manqué de se manifester. Quand le paternalisme du régime ne suffisait plus, la répression s'abattait fermement pour écraser ceux qui relevaient la tête.

LE PRI CONTRE LES CLASSES POPULAIRES EN LUTTE

En 1946, la CTM intégra le PRI, ce qui réveilla différentes oppositions au sein du mouvement syndical. Le syndicat des cheminots, influencé par des militants comme Valentin Campa, venu du Parti communiste mais en rupture avec lui, était à la pointe de cette opposition. Ce syndicat rompit en 1947 avec la CTM et lança sa propre confédération, la CUT qui, ralliant divers militants combattifs, entendait exiger des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail. Le gouvernement réagit rapidement. Il calomnia l'un des dirigeants du syndicat des cheminots. Puis un accident causé par des cheminots négligents fut désigné comme un sabotage qu'on colla sur le dos de Campa qui fut emprisonné pour quatre ans. Puis ce fut l'attaque en règle contre le syndicat des cheminots et la CUT s'effondra. L'État s'attaqua ensuite aux travailleurs du pétrole, aux mineurs et aux métallos. Dans les années cinquante, les attaques visèrent le syndicat des enseignants et à nouveau les cheminots.

En juin 1958, passant outre les dirigeants de leur syndicat, les cheminots se mirent en grève pour une augmentation de salaire. Ils reçurent le soutien des travailleurs du pétrole, d'enseignants

et d'étudiants qui manifestèrent avec eux. Le principal dirigeant de ce mouvement était Demetrio Vallejo. Il convainquit le syndicat des électriciens et celui des enseignants de soutenir la grève qui s'étendait à 100 000 travailleurs et paralysait tout le système de transport. Il y eut des affrontements avec la police et l'armée, mais les cheminots ne cédèrent pas. Dans le syndicat, les bureaucrates furent désavoués. L'affaire devenait politique et le dirigeant des grévistes s'adressa directement au président d'alors, López Mateos. En conséquence, les salaires furent augmentés de près de 17%. Mais cette victoire fut de courte durée, l'État et les dirigeants de la CTM préparaient la revanche.

En mars 1959, le syndicat des cheminots menaçait d'une nouvelle grève pour faire appliquer l'augmentation des salaires dans des secteurs où les patrons traînaient à s'exécuter. La nouvelle équipe dirigeante crut pouvoir compter cette fois encore sur la présidence. Mais l'armée attaqua les grévistes, il y eut des morts. 10 000 cheminots furent licenciés et 15 000 perdirent leur ancienneté. Les dirigeants furent condamnés et emprisonnés. Vallejo allait purger douze années de prison.

Le régime ne fut pas plus tendre avec ceux qui voulaient faire appliquer la réforme agraire, voire la relancer. C'était l'ambition d'un ancien combattant de la révolution mexicaine, Ruben Jaramillo. À 16 ans, il avait rejoint l'armée de Zapata. La présidence de Cárdenas avait relancé la réforme agraire mais elle retomba après 1940. Jaramillo comprit que son mouvement paysan avait besoin du soutien des ouvriers. Dans les années quarante, avec la guerre mondiale, le PC mexicain étant pour l'union sacrée avec le gouvernement, il se rapprocha des trotskystes, alors les seuls pour la lutte de classes et contre l'impérialisme. En 1948, il se présenta comme candidat au poste de gouverneur de Morelos. Il reçut un bon accueil des paysans et ouvriers. Ayant dénoncé la fraude du PRI dans cette élection, une pratique commune de ce parti, il fut mis hors la loi et se réfugia dans la Sierra avec ses compagnons tout en poursuivant son agitation en direction des paysans. En 1953, il fut amnistié. Il devint le défenseur incontesté des droits des paysans pauvres. À la campagne présidentielle de 1958, López Mateos s'arrangea pour être photographié à ses côtés et lui proposa même un poste gouvernemental que Jaramillo refusa.

Il continua la lutte, conduisant notamment des milliers de paysans à occuper de grands domaines. Il dénonça également les agissements de la direction d'une raffinerie de sucre, se faisant ainsi des ennemis mortels parmi les riches et les

puissants. Il fut finalement assassiné en 1962 par la police à son domicile, en même temps que sa femme enceinte et ses trois fils. Seule sa fille y échappa de justesse.

Pas étonnant donc qu'en 1968, les étudiants qui manifestaient contre le régime à la veille des Jeux olympiques furent à leur tour massacrés. Un de leurs meetings sur la place des Trois-Cultures, à Mexico, fut encerclé par les forces de répression qui tirèrent, faisant plusieurs centaines de morts.

LE RÉGIME DU PARTI UNIQUE À L'AGONIE

Le système du parti unique donna des signes de craquements quand la crise de 1982 frappa le Mexique. La baisse du prix du pétrole le plongea dans une forte récession. En réaction, les dirigeants du PRI commencèrent à remettre en cause le rôle de l'État dans l'économie. Cette politique allait conduire, comme ailleurs dans le monde, au démantèlement des entreprises et des services publics, mais aussi des terres communes dans les campagnes, remettant ainsi en cause l'héritage du sextennat de Lazaro Cárdenas. La bourgeoisie entendait ainsi garantir ses profits. Les temps devenant plus difficiles, il lui fallait diminuer la part des classes populaires.

Le mécontentement populaire s'exprima lors de l'élection présidentielle de 1988. Les électeurs votèrent contre le PRI officiel en donnant leurs suffrages au « courant démocratique » apparu au sein du PRI et qui présentait Cuauhtémoc Cárdenas, le fils de Lazaro. Il prétendait rétablir les droits sociaux que le PRI avait remis en cause. Mais les dirigeants du PRI lui barrèrent la route. En pleine élection, ils annoncèrent une panne informatique rendant impossible le décompte des voix, assurant ainsi la désignation du candidat du PRI, Carlos Salinas de Gortari.

En 1989, le courant de Cárdenas devint le Parti de la révolution démocratique (PRD). Il attira à lui la plupart des militants de la gauche mexicaine, du Parti communiste à l'extrême gauche maoïste et trotskyste, notamment la majorité du PRT (Parti révolutionnaire des travailleurs), une organisation liée au courant du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale, ainsi que divers groupes militants de quartier, tous alors convaincus que leur heure viendrait en 1994.

La mise en place au 1^{er} janvier 1994 de l'Alena, l'accord de libre-échange nord-américain associant les États-Unis, le Canada et le Mexique, allait se révéler surtout profitable pour les deux premiers. Il fut néanmoins présenté par les dirigeants du PRI comme une aubaine pour la population mexicaine. Mais l'Alena, qui fit la fortune de quelques capitalistes mexicains prêts à surexploiter leurs ouvriers pour satisfaire la demande

de biens de consommation à destination des États-Unis ou de l'Europe, fit surtout la fortune des grandes multinationales internationales et aggrava encore l'exploitation des travailleurs mexicains. En même temps que ce marché économique commun se mettait en place, les États-Unis renforçaient la frontière pour bloquer la route des émigrants mexicains. L'entrée en vigueur de l'Alena fut saluée par la première manifestation organisée par les militants et sympathisants de l'EZLN, l'Armée zapatiste de libération nationale basée dans le Chiapas. Cette action entendait rappeler qu'on peut résister à l'impérialisme et aux attaques contre les classes populaires, et reçut comme telle une certaine sympathie de la population, mais resta symbolique.

LE MIRAGE DE LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE

Aux élections de 1994, le PRD n'obtint pas le même succès qu'en 1988. Le PRI succéda au PRI et Salinas fut remplacé par Ernesto Zedillo. Ce dernier fut choisi et élu par défaut car deux autres dirigeants du PRI avaient été assassinés, le secrétaire général Ruiz Massieu et le candidat officiel à la présidence choisi par le PRI, Luis Donaldo Colosio. Très discrédités par ce scandale, les dirigeants du PRI commencèrent à évoquer une « transition démocratique » pour 2000.

Pour le PRI, cette transition ne devait pas profiter au PRD, d'autant plus que, depuis 1997, le PRD était à la tête du district fédéral de Mexico et y menait une action sociale appréciée par la population. Le PRI se tourna donc vers le PAN, une vieille scission du PRI et un parti de droite qui présentait toutes les garanties de maintenir l'ordre établi. C'est ainsi que le dirigeant du PAN et représentant de Coca-Cola au Mexique, Vicente Fox, se retrouva président de 2000 à 2006. De 2006 à 2012, lui succéda un autre dirigeant du PAN, Felipe Calderón.

Officiellement, la démocratie apparut donc en 2000 avec l'éviction du PRI. Le Mexique était censé entrer dans une ère nouvelle. En fait, c'était un simulacre. Les clans dirigeants du PRI et du PAN avaient négocié entre eux pour que, au-delà de l'alternance, rien ne change. L'élection de 2006 fut à nouveau exacerbée par la fraude massive qui barra cette fois encore la route au candidat du PRD.

Après quatre jours de suspense, Felipe Calderón était proclamé vainqueur de l'élection présidentielle. Le candidat du PRD, Andrés Manuel López Obrador, AMLO pour ses partisans, fit appel, sans succès. Ce résultat fabriqué fut entériné par l'Institut fédéral électoral (IFE), censé empêcher la fraude mais y prenant sa part. Cette

fraude engendra un profond mécontentement populaire dans les rues de Mexico. Plusieurs manifestations massives de soutien à AMLO parcoururent les rues de la ville. Dans la ville d'Oaxaca, une région très pauvre, le mécontentement contre le PRI et le PAN prit un tour insurrectionnel. Il fallut des mois pour qu'un mouvement qui avait commencé par une grève d'enseignants, que la répression avait élargie à l'ensemble de la population et étendu aux villes voisines, rentre dans le rang.

Le second sextennat du PAN aggrava encore la situation des classes populaires. Les privatisations successives multiplièrent le nombre des chômeurs. Le Mexique était emporté dans la crise mondiale de 2008. Mais le fait le plus marquant des douze années de règne du PAN fut la montée en puissance des cartels de la drogue avec ce qui l'accompagne, l'explosion de la violence.

L'EXPANSION DES CARTELS DE LA DROGUE

L'histoire des cartels de la drogue au Mexique est largement dépendante de la proximité des États-Unis qui en furent sinon les initiateurs du moins bien souvent les prescripteurs. En 1914, les États-Unis avaient interdit l'opium et la coca à usage non thérapeutique. Le pavot était alors cultivé légalement au Mexique, mais pas la coca, qui l'était en Bolivie, Colombie ou Pérou. Le pavot poussait dans les États mexicains du nord-ouest, notamment le Sinaloa. La commune de Badiraguato fut même surnommée la Sicile mexicaine. Dans les années 1920, le Mexique interdit à son tour la production et la vente de marijuana et d'opium.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis manquant de morphine pour leurs soldats, le président Roosevelt fit relancer la culture du pavot au Mexique. Dans les années soixante, la consommation de drogue de la jeunesse américaine stimula la production de marijuana puis de pavot. Les trafics prirent leur essor. Les chefs des cartels mexicains s'imposèrent bientôt comme intermédiaires dans le transport vers les États-Unis, de la cocaïne venant de Colombie.

Dans les années 1980, les États-Unis, par l'intermédiaire de la CIA, favorisèrent ces liens pour financer leurs mercenaires, les contras, en guerre contre les sandinistes du Nicaragua. Certains contras furent entraînés dans des ranches du cartel de Sinaloa. Depuis, les cartels mexicains contrôlent le marché local – le Mexique est le troisième producteur mondial d'opium derrière l'Afghanistan et la Birmanie – et le trafic de cocaïne vers les États-Unis, premier consommateur mondial. Et l'argent produit par ces trafics inonde les circuits bancaires internationaux.

En 1985, l'assassinat d'un fonctionnaire de la DEA, le département antidrogue des États-Unis, refroidit les relations avec les cartels. L'agence antidrogue sous l'autorité du président mexicain fut dissoute. La police judiciaire hérita de sa mission, mais il s'avéra bientôt que son chef favorisait le cartel du Golfe du Mexique. En 1995, un général fit arrêter un parrain du cartel de Sinaloa. L'année suivante, ce général était nommé par le président Zedillo à la tête de l'institut national pour combattre les drogues. Mais en 1997 ce même général était emprisonné pour complicité avec le cartel de Juarez. En 1999, les présidents Clinton et Zedillo se rencontrèrent pour coordonner la lutte antidrogue chez Hernández Ramírez, soupçonné d'être impliqué dans le trafic de cocaïne.

Telle était la situation quand le PAN arriva à la tête de l'État en 2000. Le président Fox nomma un militaire procureur général qui lui-même plaça d'autres militaires à des postes-clés. Dès lors, le ministère de la Défense allait jouer un rôle central dans la lutte antidrogue. En 2005, l'opération « Mexique sûr » provoqua l'arrestation de quelques dirigeants de cartels et de milliers de comparses, mais le même volume de drogue entrait toujours aux États-Unis.

Président de 2006 à 2012, Felipe Calderón rencontra lui aussi le président George W. Bush pour parler drogue. Il claironna qu'il allait lui faire la guerre. Des dizaines de milliers de militaires et policiers furent déployés contre les cartels concurrents du cartel de Sinaloa qui semblait avoir les faveurs des dirigeants mexicains comme des États-Unis. Ce que les cartels démantelés ne livraient plus, Sinaloa s'en chargeait. Son chef, « *El Chapo* » (le petit) Guzman, fut même répertorié dans les grandes fortunes du magazine *Forbes*.

Ces attaques contre plusieurs cartels firent monter la violence. Les arrestations ou les morts de chefs de cartel déclenchaient guerres de succession et règlements de compte sanglants. En outre, les mouvements des troupes censées les combattre s'accompagnaient de très nombreuses d'exactions, quelquefois très cruelles, contre la population.

Des notables liés aux cartels attaqués furent démis de leurs fonctions : un ex-gouverneur d'État ; le chef de la lutte antidrogue ; des collaborateurs du ministre de la Sécurité publique ; le chef de la police de Cancun et de nombreux policiers ; une dizaine de maires ; un juge et divers fonctionnaires d'État. Indirectement, ces arrestations montraient à quel point l'argent des cartels irriguait tout l'appareil d'État.

En 2010, suite à la mort d'un douanier nord-américain, une enquête parlementaire

américaine découvrit que les chemins qui amenaient de la drogue aux États-Unis, ramenaient au retour armes et explosifs aux cartels, avec la complicité des douaniers américains qui avaient la consigne de leur hiérarchie de fermer les yeux. Cette affaire, et d'autres éléments rendus publics, indiquait que le gouvernement américain avait pris fait et cause avec le cartel de Sinaloa. Une journaliste mexicaine, Anabel Hernandez, arriva à des conclusions voisines : la politique du PAN, la « guerre antidrogue », avait surtout renforcé le cartel du Sinaloa qui contrôle la plupart des points de passage à la frontière avec les États-Unis.

Le résultat est que la violence a atteint un niveau sans précédent. Plus d'une fois, on a découvert des charniers comparables à l'assassinat des 43 étudiants du Guerrero. Cette extrême violence permet tous les règlements de compte y compris contre les opposants au régime. Les assassinats de journalistes fouineurs, de syndicalistes combatifs, de militantes féministes, de maires incorruptibles ou de personnes opposées à cette violence sont courants. Cela gangrène toute la société et la population civile en paye le prix fort. Depuis 2006, il y a eu au moins 80 000 morts, 25 000 disparus et 1,6 million de personnes déplacées.

En mai 2012, le président Calderón dut admettre que la corruption avait permis la pénétration du crime organisé au sein des institutions. 80 % des municipalités seraient sous son emprise. Il faut dire que les moyens financiers des cartels sont illimités : ils dépassent largement le budget de la Défense. Ce cancer, limité au départ à deux États, s'étend maintenant à plusieurs autres, y compris Mexico.

Le discrédit de Calderón, rendu impopulaire par les conséquences de son prétendu combat contre la drogue, déclencha une crise au sein du PAN qui ne parvint pas à imposer un successeur. Et Vicente Fox accepta finalement un partenariat avec le candidat du PRI à l'élection présidentielle, Enrique Peña Nieto.

NI PRI, NI PAN, NI PRD

Le succès du PRI marqua les élections de mi-mandat en juillet 2009. Le PAN perdit la moitié de ses députés. Le PRI récupéra la majorité au parlement. S'ajouta une montée de l'abstention et des votes nuls, exprimant le rejet des classes populaires pour le PRI et le PAN, mais aussi le PRD qui régressa. C'était une des conséquences de ses divisions internes.

Le courant dirigeant du PRD était plus préoccupé de trouver des arrangements avec la présidence Calderón que de se faire l'écho des préoccupations des classes populaires, ce qui lui fit

perdre des municipalités. López Obrador, désormais oppositionnel, appela à voter uniquement pour les candidats de son courant, accentuant ainsi le recul du PRD et le découragement de ses électeurs. En 2011, López Obrador a rompu avec le PRD et lancé un nouveau mouvement, Morena, Mouvement pour la régénération nationale, une sorte de répétition de la création du PRD à ses débuts.

Il reste qu'en 25 ans d'existence, le PRD n'a pas réussi à supplanter le PRI et le PAN. Le nationalisme réformiste de Cuauhtémoc Cardenas qui l'animait à ses débuts et pouvait laisser croire que le PRD allait ramener une période de réformes comparables à celle de son père, a fait long feu. Aujourd'hui, le PRD ne se différencie plus guère du PRI et du PAN, au point que et Cuauhtémoc Cardenas et López Obrador ont pris leurs distances.

Étant donné le discrédit du PAN, le PRI n'a pas eu beaucoup de mal à capter la colère des électeurs, y compris en dénonçant de façon démagogique une privatisation des services publics de santé en cours, alors que le PRI au gouvernement aurait mené la même politique. La corruption devenue proverbiale du PAN fit oublier 71 ans de corruption du PRI, tandis que la fraude électorale du PAN en 2006 avait effacé celle du PRI en 1988. Voter PRI devenait le « vote utile » et préservait cette fois encore le vieil appareil d'État corrompu. L'élection présidentielle du 1^{er} juillet 2012 a donc ramené au pouvoir le PRI avec comme président Enrique Peña Nieto. Cette élection comme celles de 1988 et de 2006 a été marquée par la corruption, la fraude et les protestations dans les rues de Mexico des électeurs floués.

Plusieurs manifestations au lendemain de l'élection dénoncèrent alors l'achat de votes et à nouveau la complicité de l'IFE, l'officine censée veiller à la bonne marche de l'élection et qui valida cette fois encore une élection plus que douteuse. Peña Nieto ayant fait réprimer avec violence un mouvement étudiant quand il était gouverneur, les étudiants se portèrent à la tête de la mobilisation d'abord contre sa candidature puis contre la fraude électorale. Même si ces manifestations n'empêchèrent pas l'intronisation de Peña Nieto, elles ternirent le retour du PRI aux affaires.

Pour maintenir un système politique vermoulu, le PRI a donc remplacé l'ancien système du parti unique par un système associant par un pacte les trois partis censés représenter la droite (PAN), le centre (PRI) et la gauche (PRD), sous l'autorité du président avec pour objectif de satisfaire les

exigences des capitalistes, mexicains ou étrangers – en tête la privatisation de l'entreprise pétrolière mexicaine Pemex. Cette complicité entre les trois partis du système explique que dans certaines régions, l'abstention aux élections atteint 70%. Bien des électeurs des classes populaires n'attendent plus rien de ces partis.

Si la société mexicaine n'a cessé de se déplacer sur la droite au cours de ce dernier quart de siècle, c'est d'abord parce que les partis au pouvoir, en même temps qu'ils favorisaient toutes les exigences des capitalistes, mexicains ou étrangers, n'ont cessé de continuer de porter des coups au mouvement ouvrier. Les privatisations successives ont multiplié les chômeurs. Et tous les gouvernements s'en sont pris aux travailleurs qui cherchaient à résister aux attaques, comme le fit le président Calderón qui mobilisa la force publique contre les travailleurs du syndicat des électriciens en 2009.

En absence d'une opposition ouvrière organisée, défendant ses intérêts de classe, le capitalisme a poursuivi sa route, de façon de plus en plus débridée et menaçante pour toute la société avec pour conséquence, au Mexique, que 7 millions de jeunes de 18 à 30 ans ne suivent pas d'études et n'ont aucun travail et que 30 millions de personnes, le quart des Mexicains, travaillent dans le secteur informel.

S'attaquer à la dictature du capital est donc une nécessité. La seule force sociale qui peut mener ce combat jusqu'au bout est la classe ouvrière. Or, le Mexique est le cinquième producteur mondial de pétrole, un très grand producteur de gaz, le premier producteur d'argent. Il dispose d'une industrie automobile, de sidérurgie ou de pétrochimie. Il existe donc une classe ouvrière importante. Surexploitée, elle a vu ses salaires réels diminuer et bien peu disposent d'une couverture sociale du fait de toutes les attaques endurées au cours du dernier quart de siècle.

Dans le passé, les travailleurs mexicains ont montré une grande combativité, mais il leur a manqué ce que Trotsky relevait en mars 1939 : *« Au Mexique, actuellement il n'y a aucun parti ouvrier, aucun syndicat qui développe une politique de classe indépendante et qui serait capable de lancer une candidature indépendante à des élections. Dans ces conditions ce que nous pouvons faire est limité à la propagande marxiste et à la préparation du futur parti indépendant du prolétariat mexicain. »*

C'est toujours d'actualité.

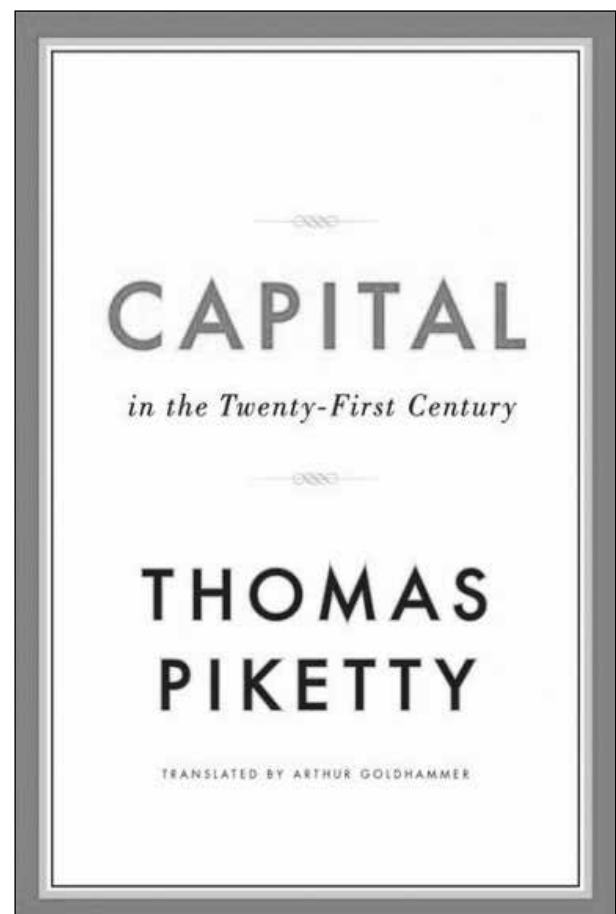
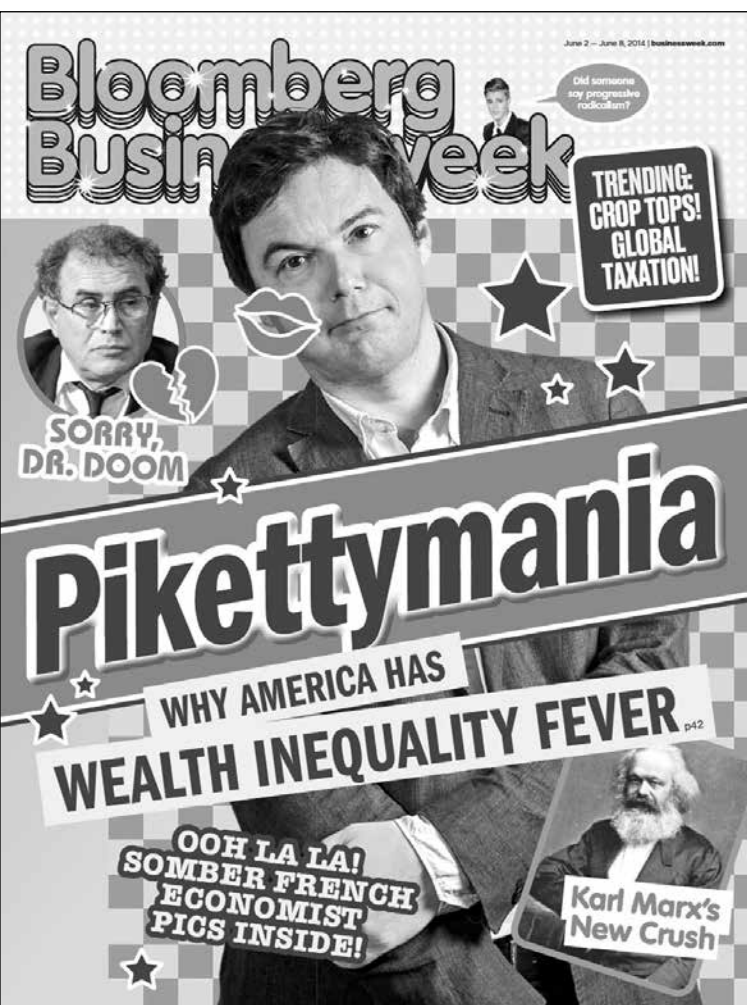
24 mars 2015

Le capital au XXI^e siècle, une tentative d'actualiser le réformisme

Le livre de Thomas Piketty, *Le capital au XXI^e siècle*, près d'un millier de pages d'économie politique, a été un succès de librairie (1,5 million d'exemplaires dans le monde) doublé d'un succès médiatique pour l'auteur, aux États-Unis d'abord, et en France où il a reçu un accueil très favorable, en particulier de la presse de gauche. Thomas Piketty est effectivement un économiste, proche du PS, connu aussi pour avoir été conseiller de Ségolène Royal en 2007 et avoir soutenu Hollande en 2012. Mais le succès de son livre s'explique surtout par l'axe choisi par l'auteur, un axe réformiste assumé, apportant une analyse et une réponse à un phénomène évident: l'aggravation constante des inégalités sociales depuis plusieurs dizaines d'années.

Thomas Piketty fait d'abord le constat (en

termes de statistiques) d'une société malade, minée par des inégalités sociales toujours plus criantes. Il alarme ceux à qui il s'adresse: « *Le capitalisme produit mécaniquement des inégalités insoutenables, arbitraires, remettant radicalement en cause les valeurs méritocratiques sur lesquelles se fondent nos sociétés démocratiques. Des moyens existent cependant pour que la démocratie et l'intérêt général parviennent à reprendre le contrôle du capitalisme et des intérêts privés.* » (p. 18 de l'édition papier). Et, à défaut des solutions qu'il préconise, il affirme « *qu'il est probable que prévaudront diverses formes de repli national. On assistera par exemple à différentes variantes de protectionnisme et de contrôle des capitaux plus ou moins coordonnées. Ces politiques mèneront sans doute à des frustrations*



Le capital au XXI^e siècle, version américaine (ci-dessus).
Le magazine économique américain Bloomberg se moque de la « Pikettymania » (à gauche).

[...] et à des tensions croissantes entre pays » (p. 836). La cause que Piketty épouse n'est pas celle du renversement de la société actuelle, mais celle d'une société capitaliste régulée, où ceux qui « méritent » de réussir peuvent toujours le faire. Quand il parle des inégalités grandissantes, il a surtout en vue le décrochage par le haut des plus riches, de quelques dizaines de milliers ou centaines de milliers de personnes, cette nouvelle oligarchie, dit-il, s'appropriant l'essentiel des richesses et en passe de s'approprier la « démocratie » (« *appropriation du processus politique par les 1 %* » les plus riches, p. 832). Il ne discute ainsi jamais du chômage, dont le rôle n'est pourtant pas négligeable dans l'aggravation de la condition des couches populaires.

Les solutions qu'il préconise n'ont rien d'original dans ces milieux-là. Sa mesure principale est un impôt mondial et progressif sur le capital permettant, dit-il, de redistribuer les richesses. Comme moyen politique, pas question de compter sur la lutte de classe. Elle est d'ailleurs complètement absente de son livre, y compris quand il parle du passé. Il s'agit de convaincre les dirigeants politiques de reprendre à leur compte son programme. Pour cela, son livre se veut une démonstration qui est articulée ainsi : les inégalités sociales sont le produit de la marche normale du capitalisme car la fraction dominante accapare en temps normal une part toujours plus grande des richesses produites chaque année, et cela au travers des revenus générés par ses capitaux, dont le rendement est supérieur à la croissance de l'économie. Cette inégalité entre un rendement du capital (à ne pas confondre avec le taux de profit) et une croissance de l'économie inférieure est pour lui à la source de la profonde divergence entre riches et pauvres. Il l'exprime ainsi : cette inégalité « *implique que les patrimoines issus du passé se recapitalisent plus vite que le rythme de progression de la production et des salaires [...]. L'entrepreneur tend inévitablement à se transformer en rentier et à dominer de plus en plus fortement ceux qui ne possèdent que leur travail. Une fois constitué, le capital se reproduit tout seul, plus vite que ne s'accroît la production. Le passé dévore l'avenir.* » (p. 942).

Il affirme qu'il est cependant possible d'inverser cette tendance, de faire en sorte que la richesse produite soit distribuée autrement tout en restant dans le cadre du capitalisme. Il faudrait pour cela que le rendement du capital soit inférieur à la croissance de l'économie. Cela signifierait que la richesse de la société progresse plus vite que ne peuvent en accumuler les propriétaires de capitaux. Cela signifierait que la propriété du capital se dilue peu à peu dans toute la société. La preuve de cette possibilité est apportée selon l'auteur

par la période des années 1910-1960 où, dit-il, les capitaux se seraient déconcentrés, où les inégalités dans la propriété du capital auraient donc régressé. Et il continue par la période suivante, celle des années 1960 jusqu'aux années 1980, où il affirme que les inégalités sont demeurées relativement stables, notamment parce qu'une « nouvelle classe patrimoniale » (en fait des travailleurs devenus propriétaires de leur logement) a fait son apparition (p. 410). Tout cela étant le produit de circonstances à la fois non maîtrisées (la réduction des inégalités dans la première moitié du XX^e siècle étant le produit des guerres de 1914-1918 et 1939-1945 et des crises des années 1920 et de 1929, de l'inflation galopante) et maîtrisées, à savoir, toujours selon l'auteur, une politique fiscale prélevant sur les revenus des capitaux des financements conséquents pour opérer une certaine redistribution, qui serait la clé de la stabilité de la période se terminant dans les années 1980.

UN POINT DE VUE ET DES OBJECTIFS ÉTRANGERS À LA CLASSE OUVRIÈRE

Thomas Piketty ne remet donc pas en cause le système capitaliste lui-même. En argumentant au passage contre Marx, il propose des mesures qui selon lui seraient les seules réalistes, concrètement applicables et qu'il déclare explicitement compatibles avec le système capitaliste. En réformiste, il ne discute que de corriger la répartition des richesses sans remettre en cause la propriété privée des entreprises et l'organisation de la production par le marché. Il souhaite juste que ceux qui sont très riches le soient un peu moins et laissent un peu plus de place aux autres. L'auteur se fait donc le porte-parole de cette petite bourgeoisie inquiète de la tournure des choses, qui voit son avenir bouché par le retour en force des positions acquises par héritage, par l'enrichissement effréné des milliardaires et par les super-salaires d'une poignée de cadres dirigeants des grandes entreprises.

Ce point de vue se voit également au travers des catégories qui lui servent à son analyse. Ainsi, les classes sociales disparaissent complètement dans son propos pour laisser la place à des fractions de la population, 10 %, 1 % ou 0,1 %. Les oppositions qu'il dessine ne s'expriment pas entre travailleurs et capitalistes, entre exploités et exploités, mais entre pauvres et riches. Son horizon se résume à des pauvres moins pauvres et à des riches moins riches. Pour reprendre les termes de Rosa Luxemburg dans sa polémique contre le réformiste Bernstein, qui lui aussi remplaçait, à la fin du XIX^e siècle, la lutte des classes par l'opposition entre riches et pauvres : « *En transférant la notion de capitaliste*

de la sphère de la production dans celle de la propriété, et en "parlant d'hommes au lieu de parler d'entrepreneurs", Bernstein transfère également le socialisme du domaine de la production dans le domaine des rapports de fortune; il transforme les rapports entre le capital et le travail en rapports entre riches et pauvres. Nous voilà ramenés de Marx et d'Engels à l'auteur de l'évangile du pauvre pécheur, avec cette différence que Weitling, avec son sûr instinct de prolétaire, voyait précisément dans cet antagonisme entre riches et pauvres les antagonismes de classes sous leur forme primitive; il entendait en faire un levier du socialisme; Bernstein, lui, voit la réalisation du socialisme dans la transformation des pauvres en riches, c'est-à-dire dans l'atténuation des antagonismes de classes; il s'engage donc dans une voie petite-bourgeoise » (*Réforme sociale ou révolution?*, deuxième partie, chapitre I). Piketty procède à la même opération. Cela lui permet de s'ouvrir, croit-il, des perspectives tout en niant les contradictions de fond du capitalisme, qui sont à la source des crises récurrentes et des conflits permanents que connaît la société humaine, en niant la lutte des classes et la lutte des pays impérialistes entre eux pour le repartage récurrent des marchés.

Il en va de même quand il discute du rendement du capital. Le rendement du capital de Piketty n'est pas le taux de profit de Marx. Le taux de profit de Marx correspond au profit réalisé par le travail productif dans les entreprises, avant que ce profit ne soit redistribué sous forme d'investissements ou de dividendes ou simplement consommé par les propriétaires des entreprises. Le rendement du capital de Piketty, c'est le point de vue de ceux qui possèdent une part de capital, que ce soit au travers de leur livret A, de leurs obligations ou de leurs actions, ce qui permet à Piketty de faire disparaître l'opposition entre exploités et exploités, en mettant l'ouvrier qui a quelques économies sur le même plan que le bourgeois. Mais l'argent placé sur un livret A ne devient capital que parce qu'il est mis à disposition des capitalistes par l'intermédiaire des banques et des caisses d'épargne. C'est pour cette raison que les épargnants ne touchent qu'une très faible partie du profit que les entreprises peuvent réaliser avec. De même, le rendement des actions ne correspond pas au taux de profit des entreprises, mais à leur politique pour attirer et valoriser les capitaux en Bourse et à la spéculation qui y est associée. Il arrive d'ailleurs que des entreprises empruntent auprès des banques toute une partie des dividendes qu'elles versent aux actionnaires.

Piketty discute donc du point de vue de la fortune des individus. Mais pas de n'importe quels individus. En régime capitaliste, la loi des salaires

est ainsi faite qu'il n'est pas possible à la masse des travailleurs d'être autre chose que des travailleurs. C'est la condition même du capitalisme, avoir à disposition une armée de prolétaires qui n'ont pour eux que leurs bras ou leur tête et qui sont contraints, économiquement, d'aller vendre leur force de travail jour après jour. Les salaires ne sont donc que le prix de la force de travail, c'est-à-dire l'équivalent de ce qui est nécessaire, dans une société donnée, à sa reconstitution. Les salaires dépendent certes du rapport de force entre travailleurs et patronat. Mais ce rapport de force, à cause ne serait-ce que du chômage, est la plupart du temps en défaveur des travailleurs. Il leur faut lutter, s'imposer, pour que le patronat paye la force de travail ne serait-ce qu'à sa valeur au sens ci-dessus, c'est-à-dire au minimum lui permettant de survivre et de se reproduire. Dans tous les cas, les salaires ne peuvent pas permettre à la classe des travailleurs de sortir globalement de sa condition. Le résultat de cette loi des salaires peut se lire dans les statistiques de Piketty: 50% de la population des pays riches détient moins de 5% du patrimoine national. Et les 40% suivants ne possèdent en moyenne que leur toit sur la tête, acquis souvent après vingt ou vingt-cinq ans de crédits immobiliers (page 391).

C'est pourquoi l'objectif de Piketty, la réduction des inégalités sociales dans le cadre du capitalisme, ne peut pas être celui des travailleurs mais ne peut être que celui des petits bourgeois isolés, qui comparent leur fortune à celle de la grande bourgeoisie, et qui cherchent les moyens de limiter sa voracité.

Mais, plus encore, cet objectif n'a de sens ni pour les travailleurs, bien sûr, ni non plus pour la petite bourgeoisie. Cet objectif et les moyens qu'il y associe supposent que l'économie capitaliste est un long fleuve tranquille dont les rives peuvent être aménagées pour le guider là où l'on veut. C'est ce que pense Piketty lorsqu'il remet en cause l'effondrement capitaliste (comme Bernstein à son époque) et l'analyse de Marx sur l'accumulation du capital, dont il dit (page 28): « *La tendance inévitable du capital à s'accumuler et à se concentrer dans des proportions infinies sans limite naturelle – d'où l'issue apocalyptique prévue par Marx: soit l'on assiste à une baisse tendancielle du taux de rendement du capital (ce qui tue le moteur de l'accumulation et peut conduire les capitalistes à s'entre-déchirer), soit la part du capital dans le revenu national s'accroît indéfiniment (ce qui conduit à plus ou moins brève échéance les travailleurs à s'unir et à se révolter). Dans tous les cas, aucun équilibre socio-économique ou politique stable n'est possible* ». Mais pour Piketty, « *ce noir destin ne s'est pas [...] réalisé* » (p. 28).

Marx démontre en fait que le système capitaliste est profondément instable et parfaitement incontrôlable, y compris par la bourgeoisie. La seule force régulatrice s'opposant un tant soit peu à l'accumulation infinie du capital, ce sont les crises économiques. Les crises sont autant d'apocalypses du point de vue des travailleurs et des forces productives, détruisant le vieux capital usagé pour laisser la place à un capital plus moderne, plus efficace, générant chômage et instabilité politique. Les crises, comme les guerres, sont le fruit de la contradiction fondamentale entre l'anarchie d'une production régulée par le marché et la socialisation croissante de la production. La Première Guerre mondiale est le résultat de la conquête par le capital de la planète entière, et de la nécessité pour les capitalistes de s'entre-déchirer pour se la répartir, afin de garantir leurs profits. La Deuxième Guerre mondiale et le nazisme sont la conséquence de la crise de 1929, dans un contexte où la domination mondiale des vieux pays impérialistes est toujours contestée par d'autres bourgeoisies qui revendiquent leur part des profits. Ces deux « apocalypses » se sont bien « réalisées » et ont coûté très cher à l'humanité. Ce sont d'ailleurs elles seules qui expliquent le recul du capital entre 1910 et 1945, et la période de reconstruction, de forte croissance, qui a suivi, jusque dans les années 1970, dont discute Piketty.

Quant à la baisse tendancielle du taux de profit (que Piketty identifie à tort avec le rendement du capital), Piketty ne comprend pas que cette baisse est justement tendancielle, c'est-à-dire qu'elle n'est pas purement mécanique. Si le taux de profit tend à baisser du fait de l'accroissement des capitaux investis dans la production, les capitalistes luttent constamment contre cette baisse. Le taux de profit est donc aussi fixé par la lutte des classes, la politique des États, le malthusianisme économique des industriels, et par la résistance ou non des travailleurs à l'aggravation de l'exploitation. Bref, le taux de profit ne se résume pas à des formules mathématiques, il est le reflet des rapports sociaux et de la lutte de classes.

LES INÉGALITÉS S'ENVOLENT

La conclusion de Piketty concernant les inégalités de revenus rejoint ce que tout un chacun peut constater : elles explosent. Les statistiques fournies ne reflètent cependant qu'une partie de la réalité car, comme le reconnaît l'auteur, la source principale permettant d'analyser ces inégalités se trouve dans les déclarations de revenus des contribuables auprès du fisc. Aujourd'hui, pour les salariés, les déclarations de revenus sont la plupart du temps préremplies, car les

employeurs communiquent directement aux impôts les sommes payées. La source dans ce cas est fiable. Mais il en va autrement des revenus du capital : l'optimisation fiscale et la dissimulation des revenus sont parmi les sports favoris des riches. Ainsi, l'auteur lui-même raconte (pp. 853-854) que les revenus déclarés par Liliane Bettencourt au fisc sont au plus de 5 millions d'euros, alors que sa fortune de 30 milliards placée dans des conditions défavorables (et improbables : 2 % de rendement) ne devrait pas rapporter moins de 600 millions par an.

Sur la base de ces sources et des réserves établies, l'auteur montre qu'aux États-Unis la part des 10 % les plus riches dans le revenu national est passée de 30 % à 35 % dans les années 1950-1970 à 45 % ou 50 % aujourd'hui. La part des 1 % (2,6 millions d'adultes dont le revenu annuel est supérieur à 352 000 \$) les plus riches a quant à elle doublé, passant de 10 % du total à 20 % en moyenne. En résumé, la concentration de la richesse à un pôle de la société américaine s'est accrue ces trente dernières années de façon considérable.

En France, les 10 % les plus riches ont un revenu équivalant à environ 33 % du revenu national. Au début du siècle leur part était de 40 % à 45 %. Elle est tombée à 30 % entre la Première et la Seconde Guerre mondiale et a oscillé entre 30 % et 37 % depuis, pour repartir à la hausse depuis la fin des années 1970.

Comme on le verra, pour Piketty, si les inégalités augmentent, c'est essentiellement en raison d'une politique fiscale accommodante pour les riches, ne permettant pas de redistribuer les richesses nouvelles produites par la société vers les autres couches de la société. De la lutte de classes, il n'est jamais question.

« LE PATRIMOINE AU XXI^e SIÈCLE »

Piketty argumente aussi sur le capital et les inégalités en ce qui concerne sa propriété. Mais que représente pour lui le capital ? Pour Piketty, « le capital est défini comme l'ensemble des actifs non humains qui peuvent être possédés et échangés sur un marché. Le capital comprend notamment l'ensemble du capital immobilier (immeubles, maisons) utilisé pour le logement et du capital financier et professionnel (bâtiments, équipements, machines, brevets, etc.) utilisé par les entreprises et les administrations » (page 82). En fait, Piketty utilise « les mots "capital" et "patrimoine" de façon interchangeable » (page 84). Ce patrimoine est estimé par Piketty pour la France à l'équivalent de six années de PIB (environ 15 000 milliards de dollars en 2010), un stock qui se décompose de la manière suivante : 60 % en logements et 40 % en

« autre capital intérieur » (immeubles et bâtiments d'usage professionnel, y compris les terrains, équipements, machines, brevets, possédés par les entreprises et administrations), ce que les marxistes appellent les facteurs de production, tous étant évalués à la valeur du marché.

Dans ses annexes techniques, Piketty précise que le capital compté en capital logement « regroupe uniquement le logement possédé par les ménages (le capital logement possédé par les entreprises et les administrations publiques est inclus dans "autre capital intérieur"). En France, environ 85% des 33 millions de logements sont possédés par les ménages au début des années 2010 » (page 20 des annexes). Sur ces logements possédés par les ménages, qui représentent 60% du stock total du capital en valeur, et qui sont au nombre de 28 millions (chiffres 2010 du commissariat général au Développement durable – Service de l'observation et des statistiques), 6 millions sont loués par les propriétaires à des locataires en échange d'un loyer. Sur les 22 millions restants, 5 millions sont considérés comme des logements avec des propriétaires « accédant » à la propriété, c'est-à-dire avec un crédit immobilier en cours auprès des promoteurs immobiliers pour s'approprier leur toit. Les autres logements, 17 millions (11 en résidences principales, 3 en secondaires et 2 en logements vacants), font partie du patrimoine des ménages, consommant en quelque sorte la valeur d'usage de leur bien acquis après un héritage ou après vingt ou vingt-cinq ans de crédit immobilier, après avoir enrichi promoteurs et spéculateurs.

Piketty considère cependant ce patrimoine logement (les 28 millions) globalement comme du capital. Les 17 millions de logements acquis par des particuliers et occupés par eux sont donc considérés comme du capital, ce qui revient à dire que le logement acquis par une famille ouvrière est considéré au même titre que le capital fixe des entreprises capitalistes. Cette gymnastique dans l'analyse pseudo-économique sert ici à Piketty d'appui dans une argumentation très politique. Si, en un siècle, le poids des logements dans le patrimoine est passé de 25% à 60%, c'est pour lui la manifestation de l'émergence d'une « nouvelle classe patrimoniale », ce qui serait « le fait majeur du XX^e siècle » (p. 410, chapitre VII et p. 550, chapitre 10). Pour Piketty, le capitalisme du XX^e siècle aurait ainsi permis à des millions de travailleurs de sortir de leur condition, en devenant propriétaires... de leur logement ! C'est encore une manière de mettre sur un même plan des travailleurs ayant économisé euro après euro pendant vingt ou vingt-cinq ans pour acquérir leur toit, et la bourgeoisie à la tête de dizaines ou de centaines de millions d'euros. L'accession à la

propriété de millions de travailleurs est en fait le résultat d'un double phénomène : d'une part, des salaires plus élevés dans les pays impérialistes et du fait que ce sont justement des pays impérialistes et du fait que la période de reconstruction après-guerre a ouvert une période exceptionnelle de très faible chômage, période qui s'est terminée définitivement dans les années 1970 ; d'autre part, une politique active de crédit bancaire permettant de collecter auprès de cette fraction de la population son épargne au travers de la construction immobilière, lui faisant payer au total deux à trois fois le prix des logements. Ce qui au passage a plus aggravé l'anarchie capitaliste par le biais de la spéculation immobilière que régulé en quoi que ce soit l'économie.

Si l'on suit le raisonnement de Piketty, la réduction des inégalités de patrimoine dans le cadre du système capitaliste ne peut se faire que par un biais : l'acquisition d'une propriété, immobilière ou mobilière (en titres financiers, actions ou obligations par exemple). Mais encore une fois, pour les travailleurs, c'est forcément dans des proportions très limitées. Quant aux autres, comme le groupe des 10% les plus riches (pour neuf dixièmes d'entre eux, des salariés aisés, cadres, ingénieurs, professeurs d'université ou agrégés, et dans une moindre mesure des médecins, avocats, commerçants, restaurateurs), ils seraient peut-être plus riches sans que cela change grand-chose à la marche de la société. Pour reprendre les termes de Rosa Luxemburg, « la notion économiste de "capitaliste" ne recouvre plus un individu isolé, elle signifie donc que le capitaliste industriel d'aujourd'hui est une personne collective composée de centaines et même de milliers d'individus, que la catégorie capitaliste elle-même est devenue, dans les cadres de l'économie capitaliste, une catégorie sociale, qu'elle est socialisée. » (*Réforme sociale ou révolution ?*, deuxième partie, chapitre I). Cela se réalise au travers notamment des sociétés par actions analysées déjà par Rosa Luxemburg au XIX^e siècle : « S'il faut définir économiquement la fondation de sociétés par actions, on dira que ce phénomène consiste d'une part à réunir un grand nombre de petites fortunes en un grand capital de production ; d'autre part, à séparer la production et la propriété du capital » (*Réforme sociale ou révolution ?*, deuxième partie, chapitre I), c'est-à-dire à retirer aux capitalistes l'administration des entreprises et à n'en faire que des propriétaires collectifs du capital. Une dispersion plus poussée des actifs ne réglera donc en rien le capitalisme et ne changera rien aux rapports d'exploitation entre travailleurs et capitalistes, ni à ses conséquences en termes de chômage et de crises.

LES INÉGALITÉS ONT-ELLES RÉGRESSÉ AU XX^e SIÈCLE ?

Les propositions de Piketty reposent sur cette affirmation que les inégalités dans la propriété du patrimoine et en termes de revenus auraient régressé sur toute une partie du XX^e siècle. Son affirmation repose sur les statistiques suivantes : les 10 % les plus riches possédaient 90 % du patrimoine en 1910 en Europe, 80 % aux États-Unis, mais plus que 60 % en Europe et 65 % aux États-Unis en 1970 (page 556). Leur part dans le revenu national s'est effondrée en proportion. Quant aux 1 % les plus riches, leur part dans le patrimoine a été divisée par trois en Europe (de 60 % à 20 %) et d'un tiers aux États-Unis, de 45 % à 30 %, la chute pour ceux des États-Unis commençant à la fin des années 1920.

Ces faits veulent-ils dire que les inégalités ont régressé ? D'un point de vue statistique, sans doute. Mais en fait l'effondrement du revenu d'une partie des plus riches recouvre plusieurs changements au sein des couches dominantes. Le premier aspect est que la période ouverte par la Première Guerre mondiale est celle d'une inflation galopante qui, associée aux destructions des guerres, a fait fondre la valeur du stock du patrimoine de moitié en Europe par exemple (p. 234), un effondrement qui toucha d'abord ceux qui possédaient des valeurs mobilières. Ainsi, l'inflation ruina d'abord et surtout les rentiers. Le rendement moyen du capital des rentiers qui vivaient en grande partie des revenus tirés des obligations d'État (4 % à 5 %) s'est retrouvé en dessous du niveau de l'inflation. Ces rentiers y ont mangé leur capital, tandis que ceux qui vivaient des revenus tirés de la production industrielle par exemple ont réussi au moins à se maintenir. La crise de 1929 est allée dans le même sens : une partie de la bourgeoisie s'est en fait retrouvée exclue de son rang, est tombée dans la petite bourgeoisie, et une fraction de la petite bourgeoisie dans le sous-prolétariat. L'autre changement important étant, à partir du début de la Deuxième Guerre mondiale, la perte par la bourgeoisie européenne des colonies et d'une partie importante des revenus qu'une fraction d'entre elle en tirait.

S'il y a eu réduction des inégalités au XX^e siècle, ce n'est donc pas sur la base d'une hausse notable du revenu ou de la propriété des travailleurs, et notamment des plus pauvres, qui ne possèdent toujours rien ou presque, mais sur la base de la ruine d'une fraction de la bourgeoisie.

LES IMPÔTS

L'autre aspect défendu par l'auteur est la stabilité relative des inégalités de revenus entre 1945 et 1970. Pour Piketty, c'est en grande partie dû

au régime d'imposition sur le revenu qui a été mis en place au moment de la Première Guerre mondiale et dans les années 1930, ce qu'il appelle les chocs fiscaux, qui seraient responsables du fait que la croissance n'aurait pas été accaparée dans son intégralité par les revenus des capitaux. Pour Piketty comme pour la plupart des intellectuels réformistes, il faut compter sur l'impôt pour modifier la répartition des richesses. Ils appellent cela la fonction « redistributrice » des impôts.

La preuve selon Piketty de l'efficacité de cette politique fiscale repose sur un graphique (page 805) qui montre que le taux marginal supérieur d'impôt sur les revenus, c'est-à-dire le taux auquel est imposé le dernier dollar gagné par les plus hauts revenus, monte à partir de la Première Guerre mondiale en Europe et aux États-Unis, pour ne redescendre qu'à partir des années 1970. Ce taux atteint voire dépasse les 90 % aux États-Unis entre 1940 et 1965, et il est au-dessus de 90 % (jusqu'à 98 %) au Royaume-Uni jusqu'à la fin des années 1970. Mais l'auteur ne fournit aucune donnée pour estimer le rendement de ces impôts. Il sait en fait très bien l'inefficacité de cet impôt. Il illustre cela à partir de l'exemple de Bettencourt et des pratiques de tous les bourgeois pour accumuler leurs fortunes dans des holdings, des fonds ou des fondations, pour déclarer des revenus officiels très inférieurs à la réalité. Et effectivement, jamais les impôts, même avec des taux « confiscatoires », n'ont ruiné un capitaliste.

Le deuxième aspect très discuté du raisonnement de Piketty repose sur les moyennes qu'il opère. Ainsi, le rendement du capital considéré est le rendement moyen, qui évolue selon ses statistiques entre 4 % et 5 % avant impôt aux XIX^e et XX^e siècles. Le taux de croissance annuel de l'économie, quant à lui, de 1 % à 2 % au XIX^e siècle, est passé à 3,5 % - 4 % après la Deuxième Guerre mondiale, quand il fallait reconstruire. Le taux de croissance s'est donc fortement rapproché, dit l'auteur, du rendement du capital. Il corrige ensuite ce rendement des impôts payés (l'auteur table sur un taux d'imposition moyen de 30 % sur le revenu du capital), pour démontrer que ce rendement du capital, après impôt, aurait été en fait inférieur à la croissance de l'économie, ce qui expliquerait la stabilité des inégalités dans la seconde partie du XX^e siècle (pages 560 et suivantes).

Ce raisonnement appelle deux remarques. Tout d'abord, le rendement du capital tel qu'il est défini par Piketty, qui oscille constamment entre 4 % et 5 %, est une moyenne sur plusieurs années qui mélange en fait tout : le rendement des livrets A (1 % à 3 %), du « capital logement » (3 % à 4 %), des obligations (4 % à 5 %), des actions

(7 % à 8 %) (chiffres de Piketty, page 94). Le rendement du capital croît en fait avec la taille du capital : plus il est important, plus il rapporte. Cela n'est pas sans conséquence, car on peut voir, en appliquant le taux d'imposition, hypothétique, de 30 %, que ceux qui possèdent des actions en masse, la grande bourgeoisie, continuent à s'enrichir proportionnellement plus que la moyenne de la société (le rendement de leur capital reste supérieur à la croissance, même après impôt), ce qui n'est pas le cas de la petite bourgeoisie, dont la part relative se restreint.

La deuxième remarque va dans le même sens. Le taux d'imposition de 30 % est un chiffre hypothétique qui ne s'applique qu'à la petite bourgeoisie, tant les grandes entreprises, comme les très riches, sont spécialistes de l'optimisation fiscale. En résumé, si le raisonnement général de Piketty est juste, il doit s'appliquer également dans les détails. Dans ces conditions, la seconde partie du XX^e siècle aurait conduit en fait à une différenciation plus poussée encore entre petite, moyenne et grande bourgeoisie. Cette dernière, au sein des 1 % ou des 0,1 % les plus riches, s'appropriant de fait une part de plus en plus grande, au détriment de toute la société y compris des autres couches de la bourgeoisie.

Piketty sait que les impôts sur le revenu ne peuvent modifier les inégalités qu'à la marge de la marge. C'est pourquoi Piketty introduit sa principale proposition : l'impôt mondial progressif sur le capital. Cet impôt serait censé pallier notamment les possibilités des riches de contourner l'impôt sur le revenu, en les taxant à la source en quelque sorte. Cependant Piketty qualifie lui-même cet impôt d'« utopie utile ». Une utopie, c'est certain, et cela pour plusieurs raisons. Comme l'auteur le souligne lui-même, la première difficulté serait d'estimer réellement quelles sont les fortunes des riches et de les localiser. 8 % à 10 % du PIB mondial, 5 800 milliards de dollars selon l'estimation basse, seraient abrités dans des paradis fiscaux, dans le plus grand secret. Des sommes que les États pleurent régulièrement sans arriver à attraper qui que ce soit d'autre que le menu fretin. Et puis surtout Piketty fonde beaucoup d'espoirs sur les politiques européens, tout en constatant qu'il n'y a pas d'union politique permettant de mettre fin à la concurrence fiscale, non seulement au niveau mondial mais y compris au sein de l'Union européenne. Mais, en bon réformiste, il compte sur leur conscience qu'il entend éclairer de sa science. Mais, en Europe comme aux États-Unis, le « processus politique » n'est-il pas « accaparé par le 1 % », les plus riches ? On ne voit pas par quel miracle les gouvernements de la bourgeoisie s'en prendraient véritablement aux intérêts de la bourgeoisie.

La société capitaliste est une société où les rapports de force et les lois qui s'expriment sont d'abord économiques. Les impôts sur le capital ou sur la fortune sont en dernière analyse, comme les autres impôts, payés par le travail des travailleurs. Le capital est de la plus-value fournie par le travail salarié et accumulée par la bourgeoisie. Si elle consent à en céder une partie, le moins possible bien sûr, c'est pour que l'État l'utilise pour la défense de ses intérêts généraux. Mais il faut dire qu'en réalité les ressources de l'État sont fournies essentiellement par les impôts sur la consommation (TVA, TIPP) et sur le revenu des salariés. Quoi qu'il en soit, la bourgeoisie compte sur les budgets publics non pas pour redistribuer la richesse, mais pour s'assurer des commandes publiques de tout ordre bien sûr, pour assurer l'entretien d'une armée, d'une police, de tout un appareil d'État garant de l'ordre et de la défense de ses intérêts nationaux, mais aussi une éducation publique garantissant aux entreprises des salariés formés et adaptés à la production, et enfin toute une série d'amortisseurs sociaux lui permettant de garantir une certaine stabilité sociale. Une politique fiscale prenant plus que ce qu'elle ne fait actuellement sur le patrimoine des riches ou sur les profits des entreprises serait à contresens de sa politique de ces trente dernières années, une politique qui consiste justement à garantir les profits par le biais du budget public, au moyen de subventions et d'allègements de charges multiples. Une telle politique se traduirait quoi qu'il en soit par une aggravation de l'exploitation des travailleurs, afin que les entreprises assurent le retour sur investissement moyen (au niveau mondial) attendu par la bourgeoisie, qui sans quoi irait investir ailleurs.

UNE PÉRIODE DE CROISSANCE FAIBLE OU LE PRÉLUDE D'UN NOUVEAU KRACH ?

L'analyse que fait Piketty de la dynamique du capital repose sur une loi prenant en compte la différence entre le rendement du capital et le taux de croissance du revenu national. Selon cette loi, les inégalités progressent lorsque le rendement est supérieur au taux de croissance. Le rendement du capital (celui des capitalistes, de la grande bourgeoisie) est en fait bien supérieur à tous les taux de croissance indiqués (au plus 4 % par an au niveau mondial dans la période exceptionnelle de l'après-Deuxième Guerre mondiale), même en corrigeant le rendement du capital des taux d'imposition. Si la théorie de Piketty est exacte, le creusement des inégalités ne s'arrêtera en fait... qu'avec le renversement du capitalisme.

Cela est d'autant plus vrai que l'auteur lui-même analyse la période qui vient comme une

période renouant avec des taux de croissance faibles. Au-delà des variations semestrielles et du fait que, si la croissance d'un pays monte, celle de son voisin et concurrent diminue, la croissance baisse globalement continuellement depuis les années 1970 : 3,8% par an en 1950-1970 en Europe, 1,9% sur les vingt années suivantes, 1,9% sur les vingt dernières années (p. 157). En Amérique : 1,9%, 1,6%, 1,5% sur les mêmes périodes. Si le taux de croissance monte encore en Asie et en Afrique, il devrait redescendre assez vite dans les décennies qui viennent. Au total, Piketty pronostique au niveau mondial un taux de croissance passant des 2,5% actuels à 1,5% puis 1% d'ici la fin du XXI^e siècle.

Ce scénario, qui est appelé par l'auteur le scénario médian, est en fait un scénario probablement optimiste. Car la crise permanente depuis quarante ans et la financiarisation de l'économie laissent plutôt prévoir des crises du genre de celle de 2008, de plus en plus violentes, imposant à l'économie et à la société humaine une régression nette, du type de celle des années 1930. Mais, même dans le cadre du scénario médian de l'auteur, le régime de croissance faible condamne la société au chômage de masse permanent. Les capitalistes ne créent des emplois et n'embauchent que si c'est pour pouvoir vendre plus et faire plus de profit, ce qui sous-entend un marché qui s'étend plus vite (une certaine croissance, classiquement 2%) que la productivité du travail humain. Rien que ce pronostic de Piketty condamne malgré lui la société capitaliste : en imposant le chômage à des centaines de millions de travailleurs, alors que les besoins de l'humanité sont loin d'être satisfaits, le capitalisme démontre qu'il doit disparaître.

CONCLUSION

Sans doute pour effrayer les responsables politiques auxquels il s'adresse, Piketty affirme dans un des derniers chapitres que la résorption des inégalités passe soit par l'impôt progressif sur le capital, soit par la révolution sociale et l'abolition de la propriété privée des moyens de production,

le communisme, qu'il assimile au passage, mais sans les nommer, au stalinisme (p. 866). Piketty, en bon représentant de sa couche sociale, préfère bien sûr l'impôt sur le capital qui « *permet d'apporter une réponse à la fois plus pacifique et plus efficace* » en reprenant « *le contrôle du capitalisme tout en s'appuyant sur les forces de la propriété privée et de la concurrence* » et en affirmant que l'abolition de la propriété privée et la planification centralisée ne peuvent conduire qu'à des « *désastres humains* » (p. 867). Son livre démontre malgré lui le contraire. La période qu'il met en avant, où le capital a reculé en quantité, est la période où les classes dominantes ont plongé l'humanité dans deux guerres mondiales pour sauver leurs profits. L'utopie, c'est de croire que la classe dominante se laissera contrôler par des États ou des hommes politiques qu'elle maîtrise en fait parfaitement. Le temps des gouvernements éclairés par la raison n'a jamais existé. L'utopie, c'est de croire que l'économie capitaliste peut être régulée, y compris par les hommes de la bourgeoisie, pour suivre enfin un cours paisible et pacifique. Comme Bernstein à la fin du XIX^e siècle, Piketty « *cherche également dans les phénomènes capitalistes eux-mêmes l'antidote contre les maux capitalistes. [II] croit, comme Bernstein, à la possibilité d'une régularisation de l'économie capitaliste. [II] croit à la possibilité d'atténuer les contradictions capitalistes et de replâtrer les lézardes de l'économie capitaliste, en d'autres termes sa démarche est réactionnaire, et non révolutionnaire, elle est du ressort de l'utopie. On peut donc définir et résumer la théorie révisionniste par ces mots : c'est une théorie de l'enlèvement du socialisme fondée sur la théorie de l'économie vulgaire de l'enlèvement du capitalisme* » (Rosa Luxemburg, parlant de l'« *économie bourgeoise vulgaire* » dans *Réforme sociale ou révolution ?*, conclusion de la première partie). À cette différence notable avec Bernstein que Piketty ne se réclame même plus d'un changement dans un sens socialiste de la société humaine.

26 mars 2015

France

Lutte Ouvrière dans les élections départementales

Lors du premier tour des élections départementales, le 22 mars 2015, Lutte Ouvrière ne présentait des candidats que dans 16 des 2054 cantons. Leurs résultats, indiqués ci-dessous, témoignent cependant, à l'échelle limitée des cantons où nous étions présents, du maintien de notre courant politique, qui sera présent dans l'ensemble du pays aux élections régionales de décembre 2015.

Nous publions également, ci-dessous :

- l'éditorial des bulletins d'entreprise du 23 mars*
- un fac-similé de la circulaire adressée aux électeurs*
- un fac-similé de l'affiche apposée sur les panneaux électoraux.*

Département	Canton	Exprimés	Voix LO	% LO
Aisne	Château-Thierry	8505	326	3,83
Charente-Maritime	Rochefort	7493	365	4,87
Côtes-d'Armor	Lannion	8334	374	4,49
Eure-et-Loir	Chartres	8860	306	3,45
Loire-Atlantique	Saint-Nazaire 1	14821	386	2,60
Loire-Atlantique	Saint-Nazaire 2	14261	508	3,56
Meurthe-et-Moselle	Val de Lorraine Sud	8080	303	3,75
Nord	Fourmies	17785	567	3,19
Nord	Maubeuge	17065	611	3,58
Oise	Beauvais 1	12672	338	2,67
Oise	Beauvais 2	15220	473	3,11
Hauts-de-Seine	Montrouge	22173	491	2,21
Seine-Saint-Denis	Livry-Gargan	13581	346	2,55
Val-d'Oise	Argenteuil 1	14483	272	1,88
Val-d'Oise	Argenteuil 2	10389	540	5,20
Val-d'Oise	Argenteuil 3	10028	414	4,13
	Total	203750	6620	3,25

Par ailleurs, dans le canton de Capesterre-Belle-Eau (Guadeloupe), nos camarades de l'organisation trotskyste antillaise Combat Ouvrier obtiennent 356 voix, soit 5,81%.

APRÈS LE PREMIER TOUR DES ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES

Ils sont tous contents, les grands partis ! L'UMP et ses acolytes de la droite, parce qu'ils arrivent largement en tête de ce premier tour des élections départementales. Le Front national, parce qu'il s'installe comme l'un des trois grands partis du pays en décrochant des positions de notables et en se rapprochant de la mangeoire. Et même le Parti socialiste !

Ce dernier se sait tellement vomé par son propre électorat après trois ans de gouvernement qu'il s'attendait au pire. Même s'il paiera au second tour les conséquences de son recul électoral, avec 20 % le Parti socialiste sauve la face.

Les urnes ne sont même pas encore rangées que le PS appelle à voter au deuxième tour pour les candidats de la droite qu'il appelle « républicains » lorsque ses propres candidats ont été écartés ou ne sont pas en position de gagner.

Toute honte bue, le PS souligne une fois de plus qu'il n'y a aucune différence entre sa politique et celle de la droite, ce dont l'électorat populaire a amplement l'occasion de se rendre compte.

Ils sont tous contents, les grands partis, mais l'électorat populaire n'a aucune raison de l'être.

Hollande n'a pas du tout l'intention, malgré cette sanction électorale, de changer de politique. Il continuera à exécuter servilement les quatre volontés de la grande bourgeoisie et des banquiers. Il poursuivra cette politique qui, pour consacrer toujours plus d'argent à ceux qui en ont déjà beaucoup, vide les poches de ceux qui travaillent, de ceux qui font vivre le pays, jusques et y compris les plus démunis.

Si les élections départementales n'ont pas la possibilité de changer les équipes qui gouvernent le pays, elles servent aux partis de tremplin pour les élections nationales et surtout pour l'élection présidentielle de 2017. Mais on sait que ceux qui auront une chance de l'emporter face à Hollande ne valent pas mieux que lui.

En ce qui concerne le revenant Sarkozy, le monde du travail a eu le temps de vérifier et de revérifier qu'il était violemment antiouvrier. Quant au FN, il n'y a pas besoin de le voir à l'œuvre pour comprendre qu'en plus d'être réactionnaire il veut dresser les travailleurs les uns contre les autres, ceux en activité contre les chômeurs accusés d'être des assistés, les étrangers contre les Français.

Le mouvement ouvrier, au temps où il était

communiste et révolutionnaire, défendait l'idée que le seul droit que la bourgeoisie consent aux opprimés dans le cadre de sa démocratie et des élections est d'élire celui qui les opprimerait pendant la période à venir.

La principale et pour ainsi dire la seule utilité des élections a toujours été, pour le mouvement ouvrier, de lui donner la possibilité de s'exprimer, de lui permettre de défendre les exigences et les perspectives de la classe ouvrière devant l'ensemble de la population.

Dans les élections qui viennent d'avoir lieu, il n'y avait même pas cette possibilité à l'échelle du pays. Seuls les grands partis ont été présents dans la majorité des cantons. Et ils ont en commun de représenter les intérêts de la grande bourgeoisie, de l'argent et de ceux qui en possèdent.

Les jeux sont faits d'avance : face, les classes populaires perdent ; pile, la bourgeoisie gagne !

Alors, les élections se succèdent et se répètent. Et l'électorat populaire, tel un écureuil, en est réduit à faire tourner la roue dans laquelle il est enfermé. Ceux qui nous exploitent voudraient bien que cela soit éternellement ainsi.

Mais la crise, le chômage, l'aggravation de l'exploitation finiront par faire surgir parmi les exploités des femmes, des hommes, des jeunes qui n'accepteront plus cette situation et qui se donneront pour objectif de créer une force politique qui soit la leur, qui s'oppose clairement à la grande bourgeoisie possédante, avec pour perspective ultime de renverser sa domination sur la société.

Ce futur parti renouera fièrement avec les traditions du mouvement ouvrier, avec la volonté de mener la lutte de la classe ouvrière contre la bourgeoisie, dont la constante préoccupation est de s'enrichir malgré la misère qui monte.

Les élections resteront des péripéties sans importance et sans intérêt pour l'avenir des exploités tant qu'il n'existera pas de parti capable d'intervenir au nom des intérêts des travailleurs.

Seule la présence d'un parti ouvrier peut faire des élections un moyen, non pas de changer la société, mais de s'exprimer, de se retrouver et de renforcer le camp des exploités face à celui de leurs exploités.

*Éditorial des bulletins d'entreprise,
23 mars 2015*

Élections départementales - canton de Montrouge

Lutte Ouvrière

Faire entendre le camp des travailleurs



Bernadette BROSSAT
Employée



Yves CAILLOCE
Informaticien



Remplaçante:
Cécile FAIRHEAD
Biologiste



Remplaçant:
Raphaël SNAIEDEN
Professeur des écoles

Travailleuses, travailleurs, en activité, au chômage ou à la retraite, électrices, électeurs, des classes populaires

Qui sera élu dans ces élections cantonales, rebaptisées depuis peu élections départementales?

La question n'a d'importance que pour quelques notables déjà installés ou qui en sont encore à lorgner une petite position au Conseil départemental avec, pour certains, l'ambition d'une future carrière politique.

Les électeurs des classes populaires

pourraient se désintéresser de ces élections qui ne représentent aucun enjeu pour eux. Mais il serait dommage de laisser passer une occasion d'exprimer, avec son bulletin de vote, son écœurement d'entendre le gouvernement et les grands patrons prêcher aux plus pauvres la nécessité de faire encore et toujours des sacrifices pendant que les classes riches vivent dans le luxe et continuent à s'enrichir.

Salariés mal payés, précaires, travailleurs menacés de licenciement, chômeurs, retraités du monde du travail, dites-leur que vous en avez assez d'être poussés vers la misère alors qu'on déverse des milliards sur les grandes entreprises et sur leurs riches actionnaires qui n'utilisent ce pactole que pour spéculer et pour aggraver encore la crise.

Dites que vous en avez assez aux représentants des grands partis, de l'UMP au PS,

qui se relaient au gouvernement et à ceux du Front national dont la seule ambition est d'accéder à la mangeoire. Dites que vous en avez assez de ces politiciens qui prétendent parler au nom des intérêts du peuple mais qui, lorsqu'ils gouvernent, agissent en valets de la grande bourgeoisie et de la haute finance.

Saisissez l'occasion pour affirmer les exigences vitales du monde du travail.

Voter pour les candidates et les candidats de Lutte Ouvrière, c'est affirmer que:

- le seul moyen de mettre fin au chômage, cette catastrophe pour les classes populaires, est d'imposer aux grandes entreprises, au grand patronat, l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous sans perte de salaire,
- il est juste et nécessaire d'augmenter les salaires, les allocations et les pensions dont les niveaux d'aujourd'hui ne permettent pas de vivre décemment,
- la dictature des capitalistes de l'industrie, de la finance et de la grande distribution sur l'économie mène la société droit dans le mur. Les grandes entreprises et les banques doivent fonctionner dans la transparence en rendant publics tous leurs comptes et en se soumettant au contrôle des classes populaires.

Votez pour Bernadette BROSSAT et Yves CAILLOCE

Que l'on élise au Conseil départemental Pierre plutôt que Paul ne change rien à rien pour les classes populaires.

Mais, en revanche, votre vote peut contribuer à affirmer la présence et la permanence d'un courant politique qui considère que le système actuel, basé sur l'exploitation de la majorité au profit d'une minorité, est un système injuste qui doit être changé de fond en comble.

Exprimez votre révolte contre l'organisation sociale actuelle, affirmez votre

conviction qu'il est nécessaire de mettre fin à la dictature de la classe capitaliste qui nous exploite et nous opprime.

Ce n'est que par des luttes collectives puissantes que les exploités peuvent défendre leurs intérêts contre le grand patronat, les financiers et leurs serviteurs politiques de tous bords. Mais prendre conscience de nos intérêts de classe, l'exprimer par notre vote et, par là même, propager nos convictions dans notre camp, celui des travailleurs, est un premier pas dans cette direction.

Bernadette BROSSAT

Yves CAILLOCE

Candidats présentés par Lutte Ouvrière

Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS Cedex 18 - www.lutte-ouvriere.org

Élections départementales - canton de Beauvais-2

Lutte Ouvrière

Faire entendre le camp des travailleurs

**Jean-Philippe
FRUITIER**

Facteur



Remplaçant:

Marc HÉPIÈGNE

Formateur pour adultes

**Renée
POTCHTOVIK**

Factrice



Remplaçante:

**Fanny
LEMONNIER**

Vendeuse

Salariés mal payés, précaires, travailleurs menacés de licenciement, chômeurs, retraités du monde du travail,

Saisissez l'occasion de ces élections pour exprimer, avec votre bulletin de vote, votre écoeurément d'entendre le gouvernement et les grands patrons prêcher aux plus pauvres la nécessité de faire encore et toujours des sacrifices pendant que les classes riches vivent dans le luxe et continuent à s'enrichir.

Dites que vous en avez assez d'être poussés vers la misère alors qu'on déverse des milliards sur les grandes entreprises et sur leurs riches actionnaires qui n'utilisent ce pactole que pour spéculer et pour

aggraver encore la crise.

Dites que vous en avez assez aux représentants des grands partis, de l'UMP au PS, qui se relaient au gouvernement et à ceux du Front national dont la seule ambition est d'accéder à la mangeoire. Dites que vous en avez assez de ces politiciens qui prétendent parler au nom des intérêts du peuple mais qui, lorsqu'ils gouvernent, agissent en valets de la grande bourgeoisie et de la haute finance.

Affirmez les exigences vitales du monde du travail.

Voter pour les candidates et les candidats de Lutte Ouvrière, c'est affirmer que:

- le seul moyen de mettre fin au chômage, cette catastrophe pour les classes populaires, est d'imposer aux grandes entreprises, au grand patronat, l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous sans perte de salaire,
- il est juste et nécessaire d'augmenter les salaires, les allocations et les pensions dont les niveaux d'aujourd'hui ne permettent pas de vivre

décemment,

- la dictature des capitalistes de l'industrie, de la finance et de la grande distribution sur l'économie mène la société droit dans le mur. Les grandes entreprises et les banques doivent fonctionner dans la transparence en rendant publics tous leurs comptes et en se soumettant au contrôle des classes populaires.

Exprimez votre révolte contre l'organisation sociale actuelle,

affirmez votre conviction qu'il est nécessaire de mettre fin

à la dictature de la classe capitaliste qui nous exploite et nous opprime.

Votez pour Jean-Philippe FRUITIER et Renée POTCHTOVIK

Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS Cedex 18 - www.lutte-ouvriere.org

Candidats présentés par Lutte Ouvrière

DPS - 93500 PANTIN

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

(Texte des exposés faits au Théâtre de la Mutualité à Paris et à l'Espace Paris-Est à Montreuil)

Afrique

- **Afrique du Sud : de l'apartheid au pouvoir de l'ANC**
(n° 118, 29 janvier 2010)
- **L'Afrique malade du capitalisme**
(n° 104, 16 juin 2006)

Moyen-Orient

- **Moyen-Orient : la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme**
(n° 138, 14 novembre 2014)
- **Israël-Palestine : comment l'impérialisme, en transformant un peuple en géolier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique** (n° 109, 1^{er} février 2008)
- **Liban : une création du colonialisme français dans un Moyen-Orient divisé par l'impérialisme**
(n° 99, 16 juin 2005)

Europe

- **L'Europe : ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter** (n° 136, 11 avril 2014)
- **La Grèce face à la crise** (n° 133, 14 juin 2013)
- **Italie : la classe ouvrière face au gouvernement Berlusconi... et à la politique des partis de gauche qui lui ont ouvert la voie**
(n° 127, 7 octobre 2011)
- **Allemagne : vingt ans après, où en est la réunification ?**
(n° 122, 19 novembre 2010)
- **Les anciennes Démocraties populaires aujourd'hui**
(n° 103, 28 avril 2006)

Amérique

- **Amérique latine : les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis**
(n° 105, 24 novembre 2006)

Asie

- **Afghanistan, Pakistan : toute une région déstabilisée par l'impérialisme**
(n° 128, 18 novembre 2011)
- **L'Inde : de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité**
(n° 102, 10 mars 2006)
- **La Chine : nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement ?**
(n° 101, 27 janvier 2006)

- **Développement des sciences et fondements des idées communistes**
(n° 138, 23 janvier 2015)



- **Guerre de 1914-1918: la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier**
(n° 137, 19 septembre 2014)

• Face à la faillite du capitalisme, actualité du communisme

Textes des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud dans les meetings de Lutte Ouvrière (n° 115, 1^{er} trimestre 2009)

- On en parle...

- **La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines**
(n° 131, 22 février 2013)
- **La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière** (n° 130, 25 janvier 2013)
- **Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression** (n° 129, 16 novembre 2012)
- **Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement**
(n° 126, 13 mai 2011)
- **Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes**
(n° 125, 1^{er} avril 2011)
- **Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation** (n° 124, 4 mars 2011)
- **Les religions, l'athéisme et le matérialisme**
(n° 123, 28 janvier 2011)
- **Les syndicats hier et aujourd'hui** (n° 121, 15 octobre 2010)
- **Sport, capitalisme et nationalismes** (n° 120, 18 juin 2010)
- **La décroissance : faire avancer la société à reculons**
(n° 117, 10 décembre 2009)
- **La crise de 1929 et ses conséquences catastrophiques**
(n° 116, 14 octobre 2009)

France

- **L'enseignement public** (n° 114, 30 janvier 2009)
- **Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement** (n° 111, 13 juin 2008)
- **La grande bourgeoisie en France** (n° 110, 18 avril 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande

en joignant 5 timbres à 0,63 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

FRANCE

■ PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac
Paris 5^e

La Brèche
27, rue Taine
Paris 12^e

■ ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

■ ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

■ ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

■ ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

■ BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

■ BOURGES

« La Plume du Sarthate »
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

■ BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

■ CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

■ DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

■ DOLE

La Passerelle
16 bis, rue de la sous-
préfecture

■ GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

■ GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse « Le Berriat »
97, cours Berriat

■ IVRY-SUR-SEINE

Librairie « Envie de lire »
16, rue Gabriel-Péri

■ LA ROCHELLE

Librairie « Les Saisons »
21, rue Saint-Nicolas

■ LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

■ MARSEILLE

Librairie « L'Odeur du Temps »
35, rue Pavillon
Marseille 1^{er}
Librairie de l'arbre
13, rue des Trois-Mages

■ NANTES

Librairie « Vent d'Ouest »
5, place du Bon-Pasteur

■ RENNES

Tabac-presse « La Civette »
(Centre commercial des Longs
Champs)

■ ROUEN

Mag Presse
Rue Saint-Sever

■ SAINT-BRIEUC

Maison de la presse Agora
13, rue Saint-Guillaume

■ STRASBOURG

Tabac-presse de l'Esplanade
1, avenue du Général-de-Gaulle

■ TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

■ VALENCE

Librairie « Notre temps »
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

■ POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match
Grand Camp

LA DOMINIQUE

■ ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

■ PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

■ BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenaustr. 2a
Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

■ BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxelles

POLOGNE

■ VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

■ GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *LUTTE DE CLASSE* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à *LUTTE OUVRIÈRE*.

Lisez la presse révolutionnaire

<http://www.union-communiste.org>



AFRIQUE

Mensuel trotskyste publié par l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 Clichy Cedex
<http://www.uatci.org>



ALLEMAGNE

Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an : Allemagne 11 €, autres pays 15 €
Correspondance : Das rote Tuch, Postfach 10 08 02, 45008 Essen
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>



BELGIQUE

Lutte Ouvrière / Arbeidersstrijd
Adresse : BP 62 5100 Jambes - Belgique
<http://www.lutte-ouvriere.be> et <http://www.arbeidersstrijd.be>



ESPAGNE

Correspondance: boletinvozebrera@yahoo.es - apartado de correos - 10210 - Sevilla
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS

Bimensuel trotskyste américain
Abonnement : par avion, sous pli fermé : USA, Canada, Mexique : six mois : 13 \$ - un an : 26 \$
Autres pays : 6 mois : 19 \$ - un an : 37 \$
PO box 13064, Baltimore, Maryland 21203 - <http://www.the-spark.net>



Revue trimestrielle publiée par *The Spark*
Abonnement : par avion, sous pli fermé : USA, Canada, Mexique : un an (4 numéros) : 16 \$
Autres pays : un an (4 numéros) : 25 \$
Adresse : PO box 13064, Baltimore, Maryland 21203



FRANCE

Hebdomadaire trotskyste - Prix : 1,20 €
Abonnements : France - DOM TOM : six mois : 20 € ; un an : 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé : nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org



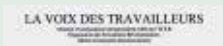
GRANDE-BRETAGNE

Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - London WC1N 3XX
Abonnement 1 an : GB £8 - Reste de l'Europe : £10
Mensuel
Abonnement : écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org> - contact e-mail : contact@w-fight.org



GUADELOUPE - MARTINIQUE

Bimensuel trotskyste - Guadeloupe - Martinique
Abonnement un an : Pli fermé : 30,50 f - Pli ouvert : 23 f
Guadeloupe : Combat Ouvrier
M. Philippe Anaïs - 1111 Rés. Matélie, l'Aiguille - 97128 Goyave
Martinique : Combat Ouvrier
Louis Maugée - BP 821 - 97258 Fort-de-France CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>



HAÏTI

Mensuel révolutionnaire internationaliste
publié par l'Organisation des Travailleurs Révolutionnaires (UCI)
vdtravailleurs@yahoo.fr - BP 2074 - Port-au-Prince - Haïti



ITALIE

Mensuel du Cercle Ouvrier Communiste
Via Luigi Ademollo 5/B - 57124 Livorno - Italia
Abonnement 1 an : 12 €
<http://www.linternazionale.it> - contact e-mail : l.internazionale@tin.it



TURQUIE

Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste turc
Correspondance : BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>

